13/3/20



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 6 MARS 1920.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6TH MARCH, 1920.

Avis divers

PRIX DU SUPPLEMENT ET DU STATUT.

Le prix du Supplément de la "Gazette Officielle" contenant les lois publiques adoptées à la dernière session de la Législature sera de $1.00 par exemplaire. Le prix du Statut 10 Geo. V sera de $2.50. 777—9-5

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Miscellaneous Notices

PRICE OF SUPPLEMENT AND STATUTE.

The price of the Supplement of the "Official Gazette" containing the public laws passed at the last session of the Legislature will be $1.00 per single copy, and the price of the Statute 10 Geo. V will be $2.50 per copy. 778—9-5

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure)

Translation, 40 cents per 100 words.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.
Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 831

Official Gazette, 25 cents per single number
Slips, 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 832

Bil's privés, Parlement fédéral

CHAMBRE DES COMMUNES

DEMANDE D'APPLICATION POUR BILLS PRIVÉS

Les demandes adressées au Parlement pour les bills privés doivent être annoncées par un avis publié au moins une fois par semaine durant cinq semaines consécutives dans la *Gazette du Canada* et dans quelques-uns des principaux journaux ; le dit avis doit clairement indiquer la nature et les objets de la demande, et être signé par ou pour les pétitionnaires et donner l'adresse des pétitionnaires ou de leur agent.

Une demande pour une loi constituant en corporation une banque ou une compagnie d'assurance, ou une compagnie fiduciaire ou de prêts, ou pour une compagnie industrielle ne sollicitant pas des pouvoirs extraordinaires ou exclusifs peut être annoncée dans la *Gazette du Canada* seulement.

La publication en bonne et due forme de l'avis doit être établie par déclaration statutaire adressée au greffier de la Chambre et portant à l'endos les mots "Avis de bill privé".

Pour plus amples détails concernant la formule de l'avis et l'endroit où pareil avis doit être publié, la formule de la demande et du bill projeté et l'endroit où la date ou les susdits doivent être enregistrés ou déposés, le chiffre des droits, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, Ottawa, ou consulter les règlements de la Chambre des Communes, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

Le greffier de la Chambre des Communes,
469—6-5 W. B. NORTHRUP.

Private Bills, Federal Parliament

HOUSE OF COMMONS.

NOTICE OF APPLICATION FOR PRIVATE BILLS.

Applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice published at least once a week for five consecutive weeks in the *Canada Gazette* and in certain leading newspapers ; such notice shall clearly state the nature and objects of the application, and be signed by or for the applicants and give the address of the applicants or their agent.

Application for an act to incorporate a Bank, Insurance, Trust or Loan Company, or for an Industrial Company not applying for unusual or exclusive powers may be published in the *Canada Gazette* only.

Due publication of notice shall be established by statutory declaration sent to the clerk of the House endorsed "Private Bill Notice".

For full particulars as to form of notice and place where same should be published, form of petition and proposed bill and time or date when same should be filed or deposited, amount of fees, etc., address The Clerk House of Commons, Ottawa, or see rules of the House of Commons as published in the *Canada Gazette*.

W. B. NORTHRUP,
470—6-5 Clerk of the House of Commons.

Lettres patentes

"F. A. Langlois, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1920, constituant en corporation : Henry Murray Gardner, comptable licencié, Eveline

Letters patent

"F. A. Langlois, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1920, incorporating : Henry Murray Gardner, chartered accountant ; Eveline Griffith,

Griffith, sténographe, de la cité de Westmount ; Cecil Vaughan Rogers, George Thomas Porter, comptables, et Félix Arthur Langlois, fourreur, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer le commerce de gros et de détail des pelleteries ainsi que de tous les articles dans la confection desquels entre la fourrure, des fournitures, chapeaux, nouveautés et marchandises d'un caractère général ;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, possèder, vendre, céder, transférer, placer, faire commerce, trafiquer et disposer d'effets, denrées, marchandises et valeurs personnelles de toute description ;

Organiser, entretenir et exploiter des succursales, postes de négoce et installations frigorifiques en rapport avec le commerce de la compagnie et pour ses fins, aussi bâtir, acheter ou autrement acquérir et disposer de navires marchands d'aucune espèce et description, et les exploiter en rapport avec le commerce de la compagnie ;

Agir en qualité d'agents, représentants ou courtiers, à salaire ou à commission, en vertu d'aucun arrangement ou contrat, moyennant aucune considération jugée suffisante, pour acheter, vendre ou autrement trafiquer de toutes les catégories de marchandises ;

Exercer aucun autre négoce ou commerce qui, dans l'opinion des administrateurs de la compagnie, peut être exercé avec avantage en rapport avec ou subsédiairement à aucun négoce ou commerce que la corporation est autorisée à exercer ;

Acquérir l'achalandage, les droits, la propriété, les valeurs de toute sorte, assumer aussi la totalité ou aucune partie du passif d'aucune personne, société ou association exerçant un commerce semblable et les payer en argent, en parts, obligations, débentures ou avec d'autres valeurs de la présente firme, ou d'une autre manière ;

Solliciter, obtenir, acheter ou autrement acquérir et disposer de brevets d'invention, marques et noms de commerce, procédés secrets de toutes sortes, aussi les utiliser, les exercer, développer, accorder des permis y relatif et autrement les faire valoir ;

Avancer de l'argent, garantir les contrats ou obligations, se porter caution, ou aider financièrement aucune personne, société ou association dont les affaires intéressent la compagnie :

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables du transférables ;

Faire aucune convention, conclure aucun arrangement relatif à l'amalgamation, à la consolidation, à l'association, au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, à la gestion des affaires, à l'exercice du commerce, ou aucun autre arrangement de même nature avec aucune personne, aucun syndicat, aucune société, association, firme, compagnie ou corporation, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou semblable à icelui, ou dont la compagnie peut avantageusement trafiquer, consentir aussi des avances, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, ou syndicat, une société, association, firme, compagnie ou corporation, souscrire ou autrement acquérir leurs actions du capital, les obligations et autres valeurs, aussi les vendre, les détenir ou autrement les négocier ;

Promouvoir et aider financièrement les entreprises et travaux d'aucune corporation ou des

stenographer, of the city of Westmount ; Cecil Vaughan Rogers, George Thomas Porter, accountants and Felix Arthur Langlois, furrier, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as wholesale and retail dealers in furs and all articles of which fur forms a part, furnishings, hats, dry goods and general merchandise ;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign, transfer, invest, trade, deal in, and deal with goods, wares and merchandise and personal property of every description ;

To organize, maintain and operate branch stores, trading posts and cold storage plants in connection with and for the purpose of the business of the company, and also to build, purchase or otherwise acquire and dispose of trading vessels of every sort and description and to operate the same in connection with the general business of the company ;

To act as agents, representatives or brokers, on salary or commission, or under any arrangement or agreement, or for any consideration that may be deemed expedient, in purchasing, selling, or otherwise dealing in all kinds of merchandise ;

To carry on any other trade or business which can, in the opinion of the directors of the company, be advantageously carried on in connection with, or as auxiliary to any trade or business which the company is authorized to carry on ;

To acquire the good will, rights, property, and assets of all kinds and to undertake the whole or any part of the liabilities of any individual, firm or association carrying on a similar business, and to pay for the same in cash, stock, bonds, debentures, or other securities of this firm or otherwise ;

To apply for, obtain, purchase or otherwise acquire and dispose of letters patent of invention, trade-marks, trade-names or secret processes of all kinds, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect thereof and otherwise turn the same to account ;

To advance money to, guarantee the contracts or engagements of, or become surety for, or financially assist any individual, firm or association, in whose business the company may be inetrested ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments ;

To enter into any agreement or arrangement for amalgamation, consolidation, partnership, sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, management of the affairs of, carrying on the business of, or other arrangement of any similar nature with any individual, partnership, society, association, firm, company or corporation carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business which this company is authorized to carry on or similar thereto or with which it may be deemed to the advantage of the company to so deal, and to make advances, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, society, association, firm, company or corporation, and to take or otherwise acquire their shares of stock, bonds and other securities, and to sell, hold or otherwise deal with the same ;

To promote and assist financially the enterprises and undertakings of any other corporation

personnes avec lesquelles ladite compagnie aura des relations d'affaires, et généralement exercer le commerce de marchands de détail ;

Acquérir et détenir en garantie d'aucune obligation envers la compagnie aucuns biens-fonds, terrains, tènements, mortgages ou hypothèques sur iceux ; les vendre, céder et transférer ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie, ou aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter à la corporation ;

Organiser et souscrire des actions du capital d'aucune compagnie ou corporation qui pourra être constituée aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété, de l'actif et du passif de la présente compagnie, ou pour aucune autre fin qui pourrait être susceptible de profiter à la présente corporation ;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie pour le prix qu'elle jugera convenable, et recevoir paiement en argent, parts, obligations ou avec d'autres valeurs, aussi accepter, acquérir, détenir, jouir et disposer d'actions, obligations, débentures, hypothèques ou autres valeurs, ou de partie de cette considération ;

Distribuer aucun des biens de la compagnie, en espèces, à ses actionnaires, et faire toutes les autres choses qui se rattacheront ou seront appropriées aux objets précités ou à aucun d'iceux ;

Payer avec les deniers de la compagnie le coût de la constitution de la compagnie en corporation, de sa promorion et de son organisation, sous le nom de "F. A. Langlois, Limited", avec un fonds social de dix neuf mille piastres ($19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
723—9-2 C.-J. SIMARD.

with which, or persons with whom the said company shall have business relations, and generally to carry on the business of retail merchants ;

To acquire and hold as security for any indebtedness to the company any real estate, lands, tenements and mortgages or hypothecs thereon ; to sell, assign and convey the same ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of the company, or any business capable of being conducted so as to benefit the company ;

To promote and subscribe for shares of stock of any company or companies which may be incorporated for the purpose of acquiring all or any of the property, assets and liabilities of this company, or for any purpose which may be calculated to benefit this company ;

To sell, or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and to receive payment for in cash, stocks, bonds or other securities and to receive, acquire, hold, enjoy and dispose of shares, bonds, debentures, mortgages or other securities as part of such consideration ;

To distribute any of the assets of the company in specie amongst the shareholders thereof, and to do all such other things as may seem incidental or conducive to the above objects or any of them;

To pay out of the funds of the company the cost of and incidental to the incorporation, promotion and organization of the company, under the name of "F.-A. Langlois, Limited", with a capital stock of nineteen thousand dollars ($19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
724—9-2 Assistant Provincial Secretary.

" Taxi & Auto Transportation, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de février 1920, constituant en corporation : Thomas Barbeau, ingénieur civil ; Léon Barbeau, mécanicien ; Victor Barbeau, journaliste ; Marcel Tremblay, comptable, et Marguerite Gallagher, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire affaires comme voituriers de personnes et de choses et de tous êtres animés ou inanimés, directement ou par contrat d'agences ou autrement, et dans ce but d'exploiter et d'exercer le commerce et l'industrie de louage au moyen de toutes les sortes de véhicules, mus par quelque force et de quelque façon que ce soit, et en particulier de toutes sortes de véhicules moteurs, y compris les automobiles, autotaxis, automobiles de louage, autobus, camions, omnibus et autres, partout dans la province de Québec ;

Construire, établir et exploiter des garages, entrepôts, édifices et enclos généralement pour la remise, le maintien, la réparation, le nettoyage, l'entretien, l'inspection, la garde, l'exposition, le louage et la vente de toutes sortes de véhicules et en particulier tous véhicules moteurs de quelque sorte et de quelque description que ce soit, et de toutes leurs parties et accessoires, y compris

" Taxi & Auto Transportation, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1920, incorporating : Thomas Barbeau, civil engineer, Léon Barbeau, mechanic, Victor Barbeau, journalist, Marcel Tremblay, accountant and Marguerite Gallagher, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of carriers of persons and things and any animate or inanimate beings, directly or by way of agencies or otherwise, and for such purpose to exploit and carry on the business and industry of hiring by means of all kinds of vehicles, moved by any power and in any manner whatever, and in particular all kinds of motor vehicles including automobiles, autotaxis, automobiles for hire, autobuses, drays, omnibuses and other, throughout the Province of Quebec ;

To construct, establish and exploit garages, warehouses, structures and enclosures generally for the storing, maintenance, reparing, cleaning, upkeep, inspection, keeping, showing, hiring and sale of any kind of vehicles, and in particular any motor vehicles of any kind and any description whatever, and of any of their parts and accessories including machinery, engines, motors,

machines, engins, moteurs, outils, instruments, appareils, huiles, gazoline, air comprimé, et leurs récipients, et réservoirs, et généralement toutes choses pouvant être utilisées pour les fins ci-dessus ;

Acquérir, fabriquer, importer, exporter, réparer, vendre, sous quelque forme que ce soit, toutes sortes de véhicules et en particulier toutes sortes de véhicules moteurs et machines, ainsi que toutes leurs parties et accessoires, de quelque sortes et description que ce soit, et en faire le commerce généralement ainsi que de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de la réparation, de l'entretien et du louage des véhicules, des véhicules moteurs, de leurs parties et accessoires, et en général de la poursuite du commerce et de l'industrie ci-haut mentionnés ;

Acquérir, prendre à bail ou en échange, louer ou entreprendre en tout ou en partie les affaires, les propriétés, les droits et privilèges de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des propriétés mobilières ou immobilières ou des droits quelconques convenant aux objets de la compagnie, ou que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires, et en particulier le commerce, l'entreprise et l'industrie qui sont actuellement possédés et exploités dans la cité de Montréal, sous les nom et raison sociale de "Taxicab & Auto Transportation Registered", avec tout le passif et l'actif s'y rapportant ;

Acquérir, ou prendre à bail, sous quelque forme que ce soit, toute propriété immobilière et tout immeuble ou édifice, nécessaires aux fins de la compagnie, et payer pour toutes telles propriétés ou pour tout contrat ou engagment s'y rapportant ainsi que comme considération de tout contrat ou engagement de la compagnie, de quelque nature qu'ils soient, passés soit avec des tiers ou soit avec des employés ou membres de la compagnie, en actions, obligations ou autres valeurs, complètement ou partiellement libérées de la compagnie ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera pouvoir convenablement exercer en rapport avec ses affaires ou de nature, directement ou indirectement, à augmenter ou rendre profitables chacune des propriétés ou chacun des droits de la compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, concessions et autres choses semblables, conférant des droits exclusifs, non exclusifs ou limités, ou tout secret ou autre connaissance se rapportant à toute invention qui semblerait de nature à pouvoir être employée pour les fins de cette compagnie ou dont l'acquisition semblerait, directement ou indirectement, avantageuse pour cette compagnie ; les employer, utiliser, développer ou octroyer des licences, et autrement faire valoir les biens, droits et informations ainsi acquis ;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, de la réunion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et prêter des fonds à toute telle personne ou compagnie, en garantir les contrats ou autrement l'assister, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions ou valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir ou réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

tools, instruments, apparatus, oils, gazoline, compressed air and their recipients and reservoirs and generally any things that may be utilized for the hereinabove purposes ;

To acquire, manufacture, import, export, repair, sell, under any form whatever, any kind of vehicles, and in particular any kind of vehicles, motors and machines and also any of their parts and accessories, of any kind and description whatever, and deal in same generally and also anything that may be the object of the manufacture, repair, maintenance and hire of vehicles, motor vehicles, their parts and accessories, and generally of the pursuit of the business and industry hereabove mentioned ;

To acquire, take on lease or in exchange, hire or undertake in whole or in part the business, property, rights and privileges of any person or company carrying on any industry or business that the company is authorized to carry on or holding any moveable or immoveable property or rights whatever suitable for the objects of the company or that the company may deem necessary or useful or the purposes of its business and in particular the business, undertaking and industry that are presently held and exploited in the city of Montreal under the firm name and style of "Taxicab & Auto Transportation, Registered" with all the assets and liabilities in connection therewith ;

To acquire or take or lease, under any form whatever, any immoveable property and any immoveable or building necessary for the purposes of the company, and pay for any such property or for any contract or agreement connected therewith and also as consideration for any contract or agreement of the company, of any nature whatsoever, entered into with third parties or with employees or members of the company, in shares, bonds or other securities, fully or partly paid up of the company ;

To carry on any other industry, manufacturing or otherwise, that the company may deem to suitably carry on in relation with its business or of a nature directly or indirectly to increase or render profitable any of the property or any of the rights of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, concessions and other similar things conferring exclusive, non exclusive or limited rights or any secret or other information relating to any invention that may seem of a nature to be employed for the purposes of the company or whose acquisition may seem directly or indirectly advantageous for the company ; employ, utilize, develop or grant licenses for same and otherwise turn to account the property, rights and information thus acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem to this company capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to loan money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, to take or otherwise acquire the shares and securities of any such company and to sell, hold, and re-issue with or without guarantee or otherwise dispose of same ;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions de toute autre compagnie ayant, en tout ou en partie, des objets similaires à ceux de la compagnie ou exerçant toute industrie capable d'être, directement ou indirectement, conduite dans l'intérêt de la compagnie ;

Conclure des arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autres qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie, ou chacun d'eux, et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter ou exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Vendre ou autrement disposer en tout ou en partie de l'entreprise de la compagnie, pour telle compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant, en tout ou en partie, des objets similaires à ceux de cette compagnie ;

Vendre, améliorer, gérer, faire valoir, échanger, louer, exploiter, mettre en valeur, toutes les propriétés mobilières et immobilières et tous les droits de la compagnie ou autrement en disposer en tout ou en partie ;

Faire toutes les choses ci-dessus mentionnées ou chacune d'elles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres ;

Faire toutes telles autres choses qui sembleront nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus, sous le nom de "Taxi & Auto Transportation, Limited", avec un capital social de quatre-vingt-quinze mille piastres ($95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

725—9-2

To take or otherwise acquire and hold shares of any other company having in whole or in part similar objects to those of the company or carrying on any industry capable of being directly or indirectly conducted in the interest of the company ;

To enter into any arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To sell or otherwise dispose, in whole or in in part, of the undertaking of the company for such compensation as the the company may deem fit, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having, in whole or in part, similar objects to those of this company ;

To sell, improve, manage, exchange, lease, exploit, turn to account any moveable and immoveable property and any rights of the company or otherwise dispose thereof in whole or in part ;

To do all the things hereinabove mentioned or any of them as principals, agents, contractors or otherwise, either singly or jointly with others ;

To do all such other things as may seem necessary for the attainment of the hereinabove objects under the name of "Taxi & Auto Transportation, Limited", with a capital stock of ninety five thousand dollars ($95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

726—9-2

"Canada Auto Parts, Ltd".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1920, constituant en corporation : Nathan Solomon, Isidore Ballon, John MacNaughton, Louis Diner, Solon Eliasoph, avocats, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des automobiles et des véhicules-moteurs de toutes espèces, des moteurs ainsi que de leurs accessoires ; des voitures, véhicules, moteurs, engins, machines, outillages, appareils et mécanismes d'aucune sorte, pour les besoins industriels, commerciaux, agricoles, domestiques, des fournitures, de la boiserie, ferronnerie, des appareils et instruments d'électricité, des vaisseaux et bateaux de toute espèce ainsi que de leurs machines et accessoires ;

Manufacturer, acheter, vendre, louer et autrement trafiquer d'accumulateurs, appareils électriques, des articles et effets nécessaires ou se rattachant à la propulsion, à la réparation ou à l'outillage des véhicules-moteurs ;

Faire affaires comme manufacturiers, marchands, locateurs, réparateurs, nettoyeurs, emmagasineurs et entreposeurs d'automobiles, véhicules-moteurs, moteurs, cycles, vélocipèdes, wagons et voitures de toutes les catégories, actionnés ou non par une force mécanique, aussi de toutes machines, des instruments, ustensils,

"Canada Auto Parts, Ltd".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1920, incorporating : Nathan Solomon, Isidore Ballon, John MacNaughton, Louis Diner, Salon Eliasoph, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To fabricate, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds and the motors and accessories thereof ; carriages, vehicles, motors, engines, machinery, equipment, apparatuses and machinery of every kind for the industry, trade and agricultural and domestic needs, furniture, wood in ware, ironware, electrical appliances and instruments, vessels and boats of every kind and their machinery and accessories ;

To manufacture, buy, sell, lease and otherwise deal in storage batteries, electrical appliances and all goods and merchandise necessary or incidental to the operation, repair or equipment of motor vehicles ;

To carry on the business of manufacturers and dealers in hirers, repairers, cleaners, storers and warehousers of automobiles, motor cars, motors, cycles, velocipèdes, carriages and vehicles of all kinds, whether moved by mechanical power or not, and all machinery, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, ce-

appareils, attiraux, lubréfiants, ciments, solutions, émaux, et de toutes choses susceptibles de servir en rapport avec iceux, ou à leur fabrication, entretien et exploitation ;

Acquérir, exploiter et aliéner, en vertu d'aucun titre et d'aucune manière quelconque, toutes patentes relatives aux objets précités ;

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autrement, aussi construire, bâtir, exploiter, tenir, entretenir et administrer des fabriques, magasins, postes d'approvisionnement, ateliers, entrepôts, remises, usines mécaniques, locaux à engins, ponts, d'autres structures et installations nécessaires à son industrie, ainsi que toute la propriété mobilière et immobilière indispensable et utile à l'accomplissement d'aucun des objets de la corporation, aussi les louer, vendre et en disposer ;

Acquérir d'aucune manière quelconque, posséder, exploiter et utiliser toutes sortes de franchises et privilèges ;

Acquérir, en vertu d'aucun titre quelconque, une ou plusieurs autres industries, fabriques ou firmes semblables à celles que la présente compagnie est autorisée à exploiter, y compris la clientèle et l'achalandage, l'actif mobilier et immobilier, aux termes, conditions et moyennant le prix que l'on déterminera, et payer ces acquisitions en actions libérées, en actions-obligations, obligations ou autres valeurs de la compagnie, spécialement le commerce actuellement exercé dans la cité de Montréal, sous la raison sociale de "Canada Auto Parts Company" ;

Conclure, avec une ou plusieurs autres compagnies, personnes, associations, sociétés, aucun arrangement relatif à l'exploitation, à l'acquisition ou au contrôle de leur industrie, fabrique ou affaire respective, contrôler aussi, soit par l'acquisition des actions et intérêts ou autrement, une ou plusieurs autres compagnies, associations ou sociétés ;

Employer la totalité ou une partie de ses actions, deniers, débentures, obligations ou autres valeurs à l'achat des débentures ou parts d'autres compagnies, ou des intérêts d'aucune société ou association ;

Acquérir par achat, à vente privée, judiciaire, publique ou autre, par échange, donation, dation en paiement, d'aucune manière et en vertu d'aucun titre quelconque, louer, recevoir à titre de prêt, lien, dépôt, garantie, posséder, détenir, garder, exploiter et occuper en vertu d'aucun titre et d'aucune façon quelconque, aucuns droits ou biens corporels et incorporels, mobiliers ou immobiliers, et sans aucune exception quelconque ;

Vendre, céder à bail, ou à titre de lien, dépôt, en garantie, échange et paiement, et généralement aliéner, transférer, céder, ou, d'aucune autre manière quelconque et en vertu d'aucun titre, disposer des droits et biens mentionnés au paragraphe précédent. Grever de servitude ou hypothéquer aucuns immeubles quelconques, et être partie à aucun bail emphytéotique soit comme bailleur soit comme preneur ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les trois paragraphes précédents chaque fois, aussi souvent, dans toutes occasions, circonstances et situations où la compagnie le croira de son intérêt ou de utilité, avantageux ou nécessaire à son entreprise d'exercer aucun desdits pouvoirs ;

Emprunter aucun montant que la compagnie croira utile ou nécessaire d'emprunter aux fins de son entreprise ou pour l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, et cela en aucun temps et aussi

ments, solutions, enamels and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof ;

To acquire, exploit and dispose of under any title and in any manner whatever, all patents relating to the aforesaid objects ;

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or otherwise, and to construct, erect, operate, hold and maintain and manage all factories, stores, supply stations, shops storehouses, depots, machine shops, engine houses, bridges and other structures and erections necessary for its business, and all property movable and immovable, necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell and dispose of same ;

To acquire in any manner whatever, own and exploit and utilise all kinds of franchises and privileges ;

To acquire, under any title whatever, any other industry or industries, manufactory or manufactories, business or businesses indentical to those which the present company is authorized to operate, including the custom and good-will, the movable and immovable assets upon such terms and conditions and for such a price as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debenture stock, bonds or other securities of the company, especially the business now carried on in the city of Montreal, under the firm name of the "Canada Auto Parts Company" ;

To enter into any arrangement with any other company of companies, person or persons, association or associations, society or societies, respecting the exploitation, acquisition or control of their respective industry, factory or business, and to control, either by acquiring the shares and interests or otherwise any other company or companies, association or associations or society or societies ;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds, or other securities in the purchase of debentures or shares of other companies or interests of any society or association ;

To acquire by purchase, at private, judicial public or any other sale, by exchange, gift, the giving the payment or in any manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, movable or immovable and without any exception whatever ;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title, to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph. To charge with servitude or hypothecate any immovables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteutic lease ;

To exercise all the powers mentioned in the three proceeding paragraphs, each time, as often and in all cases, circumstances and conditions wherein in may appear to the company to be in its interest or useful, advantageous or necessary for its undertaking to exercise any of the said powers ;

To borrow any amount which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that at any time and as

souvent qu'elle le jugera à propos, contracter aussi lesdits emprunts aux termes et conditions, sur les garanties et hypothèques que la compagnie estimera convenables ;

Emettre, en aucun temps et aussi souvent que la corporation le croira utile ou nécessaire, des actions-obligations, aussi en disposer pour les montants, aux termes et conditions dont on conviendra ;

Hypothéquer, grever ou nantir, par acte authentique, pour garantir le remboursement des obligations, débentures et actions-obligations que la loi ou sa charte l'autorise à émettre, la propriété mobilière ou immobilière, présent ou future, que la compagnie actuellement possède ou pourra posséder dans la province, et généralement exercer en vertu des conditions y stipulées, tous les pouvoirs mentionnés dans les articles 6119*a* à 6119*d*, ces deux inclus, des statuts revisés de 1909 ;

Distribuer en nature, à ses actionnaires, toute la propriété de la compagnie, et particulièrement aucunes actions ou autres valeurs d'autres corporations, que la compagnie peut posséder ;

Emettre et répartir des actions acquittées et non-sujettes à appel, obligations, actions-obligations ou d'autres valeurs de la compagnie, en paiement des services rendus, des dettes ou obligations de la compagnie ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer sur les valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées, sous le nom de "Canada Auto Parts, Ltd.", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

727—9-2 C.-J. SIMARD.

often as it may think proper and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantee and hypothecs as the company may think fit ;

To issue at any time and as often as the company, may think useful or necessary, debenture stock, and to dispose thereof, for such amounts and upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed to guarantee the payment of the bonds, debentures and debenture stock which it is by law or under its charter authorized to issue, the property, movable or immovable, present or future, which the company now own or may own in the Province, and generally to exercise under the conditions therein stipulated, all the powers mentioned in articles 6119*a* to 6119*d* both inclusive of the Quebec Revised Statutes, 1909 ;

To distribute in kind, among its shareholders, all the property of the company, and in particular any shares or other securities of other corporations, which the company may own ;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debenture stock or other securities of the company in payment of any services rendered, debts or liabilities of the company ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined, under the name of "Canada Auto Parts, Ltd.", with a capital stock of forty-nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,

728—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Country Home Electric Company, Limitcd".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1920 constituant en corporation : Jules Norbert Boucher, curé, John Philip Murphy, cultivateur, Edmond J. Boucher, taxidermiste, du canton Ely, district de Bebford; Budleigh Faraday, électricien, de la ville de Richmond ; Donel Paquet, cultivateur, du canton de Melbourn et Brompton Gore, district de Saint-François, pour les fins suivantes :

Fabriquer, trafiquer de machines, appareils et instruments de vente et distribution de l'électricité pour des fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, aussi de tous mécanismes, appareils et instruments quelconques, au moyen desquels on peut utiliser l'électricité ; posséder, construire, entretenir, parfaire et actionner toutes les usines nécessaires pour vendre, distribuer et fournir l'électricité à des fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, dans les limites du district de Bedford et Saint-François, conduire le fluide électrique à travers, sous et le long des rues principales et latérales, routes, ponts ou cours d'eau desdites, villes, villages ou des autres municipalités dans lesdites limites des districts de Bedford et Saint-François, pourvu que l'on obtienne le consentement préalable des municipa-

"The Country Home Electric Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearig date the seventh day of February, 1920 incorporating : Jules Norbert Boucher, parish priest, John Philip Murphy, farmer, Edmond J. Boucher, taxidermist, of the township of Ely, district of Bedford ; Budleigh Faraday, electrician, of the town of Richmond ; Donel Paquet, farmer, of the township of Melbourn and Brompton Gore, district of Saint Francis, for the following purposes ;

To manufacture, deal in nachinery, apparatus and instruments for the sale and distribution of electricity for the purposes of light, heat and power, and all machinery, apparatus and instruments whatsover, by means of which electricity may be utilized ; to own, construct, maintain, complete and operate all the necessary works for the sale, distribution and supply of electricity for the purposes of light, heat and power within the limits of the district of Beford and Saint Francis and to conduct such electricity through,under and along the sides of and across streets, highways, bridges or water courses, of cities, towns, villages or other municipalities within the said limits of the districts of Beford and Saint Francis, provided the previous consent of the municipalities interested or affected has been obtained, and to

lités intéressées ou affectées, faire aussi aucuns contrats légaux jugés indispensables et utiles aux objets précités ;

Faire des conventions ou arrangements relatifs à l'échange ou à la location des lignes, à l'outillage, ou aux deux, avec une ou plusieurs autres compagnies aux conditions jugées avantageuses ; s'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation, vendre ou autrement disposer de l'entreprise ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie estimera convenable ; faire des conventions relatives au partage des bénéfices ou à l'union des intérêts avec une ou plusieurs personnes ou corporations exerçant, se livrant à aucune industrie ou à aucun genre d'affaires totalement ou partiellement semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, aussi prêter, avancer ou déposer de l'argent en garantie des contrats ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, les clients ou autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions, obligations et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, émettre ou réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier ou en disposer, emprunter et prêter de l'argent en conformité des dispositions de la Loi des compagnies de Québec ;

Souscrire, accepter, endosser et émettre des billets promissoires, lettres de change, débentures, ou aucun autre document négociable ;

Souscrire ou prendre du capital ou des actions dans aucun autre compagnie organisée par la présente corporation ou dont aucun de ses objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir tous les biens-fonds qui seront de temps à, autre jugés nécessaires aux fins de la compagnie, aussi vendre, louer ou autrement aliéner et grever, hypothéquer, engager ces biens-fonds ou aucune partie d'iceux, à l'époque, de la manière et aux conditions jugées bonnes ;

Installer poteaux et piquets pour sustenter ses fils dans et sur aucun chemin public, aucune rue ou route, y pratiquer les excavations nécessaires à placer ces piquets et poteaux ou à enfouir les fils sous terre, sauf abstention préalable du consentement des municipalités intéressées ou affectées, mais l'ouverture des rues, pour y installer les poteaux et piquets ou enfouir les fils sous sol, devra se faire sous la direction d'un fonctionnaire municipal nommé par le conseil. Acquérir par bail ; achat ou autrement un droit de passage, installer les fils sur la propriété privée pour la transmission, la distribution et la vente de l'électricité ;

Dresser un tarif et en prélever les taux pour service d'électricité fournies dans les rues, fabriques, places publiques, immeubles publics ou privés, maisons, pour fins d'éclairage, de chauffage, de force motrice ou aucune autre en rapport direct avec l'électricité, la vente ou la location d'aucune machine ou appareils électriques, établir une redevance annuelle maxima jugée compatible, par la compagnie, avec le coût et l'entretien de tous services ou d'aucun d'iceux ;

Emettre et repartir, comme entièrement libérées, les parts, actions du sapital corporatif, en paiement d'effets, droits, intérêts ou d'aucune autre propriété achetée ou acquise, d'ouvrage fait, de garanties fournies ou promises, de services rendus dans l'intérêt de la compagnie, des services rendus ou à être rendus par les promoteurs de la corporation ;

make any lawful contracts deemed necessary and useful for the aforesaid purposes :

To enter into agreements or arrangements respecting the exchange or lease of lines or equipment or both to or with any other company or companies upon the terms deemed advisable ; to unite with any other company whose purposes are similar wholly or in part to those of this company and sell or otherwise dispose of the undertaking or a part thereof for a compensation that the company may deem fit ; to make arrangements respecting the sharing of profits or the union of interest with any person, persons or corporation carrying on or engaged in any industry or transaction similar wholly or in part to that which the present company is authorized to exercise or carry on or to lend, advance or deposit money to guarantee the contracts or otherwise assist any such person, firm or company or customers or others dealing with the company or to take or otherwise acquire shares, bonds and securities of any such company and to sell, hold, issue or reissue with or without guarantee or otherwise deal with or dispose of the same and to loan and borrow money in accordance with the conditions required by the Quebec Companies's Act ;

To make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, debentures or any other negotiable document. To subscribe for or take stock or shares in any other company developed by the present company or any whose objects are similar in any part or parts to those of this company ;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold all such real estate as may from time to time be deemed requisite for the purposes of the company and also to sell, lease or otherwise dispose of and to mortgage pledge or encumber such real estate or any part or parts thereof from time to time, in such manner and on such terms as deemed fit ;

To set up posts and poles for supporting its lines in and upon any public road, street or highway and to make necessary excavations in the same for placing such posts or poles or for carrying such lines under the surface thereof, previous, provided the previous-consent of the municipalities interested or affected, has been obtained, but the opening up of streets for placing posts or poles or passing the wires under ground shall be made under the direction of a municipal officer appointed by the council. To acquire by lease, purchase or otherwise right of way and install lines on private property for the transmission, distribution and sale of electricity ;

To establish a tariff and lavy the amount thereof for all electricity or service which it may supply in the streets, factories, public places, buildings, private or otherwise or houses for either lighting, heating or motive power or for any other purpose specially connected with electricity or for the sale or lease of any electrical machine or apparatus and may establish a minimum monthly charge deemed consistent by the company with the costs and maintenance of any or all connections ;

To issue and allot as paid up stock, shares of the capital stock of the company in compensation for goods, rights, interests or any other property purchased or acquired, for work done, guarantees given or promissed or for services rendered in the interest of the company or for services rendered or to be rendered by the promotors of the company ;

La compagnie exploitera sondit réseau de transmission, distribution, son outillage de vente et de diffusion de l'électricité dans la province de Québec, sous le nom de "The Country Home Electric Company, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à St. Mary d'Ely, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la province, septième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
733—9-2 C.-J. SIMARD.

The company will operate the said transmission and distribution lines and equipment for the sale and distribution of electricity in the Province of Quebec, under the name of "The Country Home Electric Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business, will be at St. Mary of Ely, in the district of Bedford.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
734—9-2 Assistant Provincial Secretary.

" Lacombe & Fils, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de février 1920 constituant en corporation : Philippe-Arthur Lacombe, J.-Weldon Kenalty, Alphonse-P. Duquette, commis ; Chénier Picard et Ernest Sylvestre, notaires, tous de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants :

Faire le commerce général en gros et en détail de ferronnerie, de quincaillerie, articles de charronnerie, papiers, bijouterie, vaisselle, lampes, poêles et autres articles électriques, charbon, peinture, huiles, essences, résines, explosifs et de tous articles et produits de même nature, et généralement de toutes choses se rattachant à ce genre de commerce ;

Agir comme agents de manufacturiers et comme marchands à commission généralement et faire les opérations générales d'entrepreneurs ;

Produire et développer des forces motrices, électriques ou autres qui seraient nécessaires ou utiles à l'entreprise de la compagnie ;

Fabriquer manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie ou du commerce en général ;

Acquérir à quelque titre que ce soit tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est autorisée à exercer, y compris l'achalandage, goodwill, et tout l'actif mobilier et immobilier, aux prix charges et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, des débentures ou autres valeurs de la compagnie, le prix de telle acquisition ;

Acquérir de quelque manière que ce soit, tous droits et biens tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans aucune exception quelcnque ;

Vendre, aliéner, céder, transporter et hypothéquer tous immeubles quelconques, et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tout bail emphytéotique ;

Émettre des obligations ou débentures et en garantir le paiement par hypothèque ou privilèges sur ses biens meubles et immeubles ;

Distribuer à ses actionnaires, tous les biens de la compagnie et en particulier toutes les actions ou autres valeurs d'autres corporations ou compagnies, que la compagnie peut posséder ;

Distribuer aux officiers ou autres actionnaires de la compagnie, ou à d'autres personnes, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel de la corporation, en paiement du travail fait ou des services rendus à la compagnie ;

Acquérir, posséder, vendre et céder des actions, obligations, bons, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation ;

Et en général, avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires, sous le nom de

" Lacombe & Fils, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1920, incorporating : Philippe Arthur Lacombe, J. Weldon Kenalty, Alphonse P. Duquette, clerks, Chenier Picard and Ernest Sylvestre, notaries all of the city of Sherbrooke, for the following purposes :

To carry on a general wholesale and retail business in heavy and shelf hardware, carriage supplies, paper, jewelry, crockery, lamps, stores and other electrical supplies, coal, paints, oils, extracts, resin, explosives and all other articles and products of a like nature, and generally all things incideutal to the aforesaid businesses ;

To act as manufacturers' agent and as commission agent generally and to carry on the general business of contractors ;

To produce and develop electric or other motive powers which may be necessary or suitable for the company's undertaking ;

To manufacture, fabricate and deal, in under all forms whatever all articles of manufacture, trade or business generally ;

To acquire under any title whatever all other businesses identical to those which the present company is authorized to carry on including the custom and goodwill and all moveable and immoveable assets for such price, terms and conditions as may be agreed upon, and to pay with paid up shares, debentures or other securities of the company, the price of such acquisition ;

To acquire in any way whatever all rights and property, corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, without any exception whatever ;

To sell, alienate, assign, transfer and hypothecate all immoveables whatever, and to execute either as lessor or lessee any emphytəutic lease ;

To issue bonds or debentures and to guarantee the payment thereof by hypothec or lien on its moveables and immoveables ;

To distribute to its shareholders all the property of the company and in particular any shares or other securities of other corporations or companies which the company may own ;

To distribute to the officers or other shareholders of the company or to other persons paid up and non-assessable shares of the corporation in payment of work done or services rendered to the company ;

To acquire, own, sell and assign shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation ;

And generally, to have and enjoy all other rights and powers which may be necessary for the purposes of its business, under the name

"Lacombe & Fils, Limitée", avec un capital social de cent quarante-neuf mille piastres ($149.000.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
737—9-2 C.-J. SIMARD.

of "Lacombe & Fils, Limitée" with a capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars ($149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety 1490) shares of one hundred dollars ($100.00), each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
738—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal District Ford Car Dealers, Ltd".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de février 1920 constituant en corporation : Henri Gérin-Lajoie, Alexandre Gérin-Lajoie, Harry Budyk, avocats ; Joseph-Emile Côté, comptable, et Bernard Lahaie, assistant-comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des automobiles et véhicules-moteurs de tous genres et de leurs moteurs et accessoires ; de voitures, véhicules de toutes sortes, mécaniques ou non, cycles, bicycles, velocipèdes, ballons, aéroplanes, hydroplanes, machines aériennes, yachts, chaloupes et toutes sortes de vaisseaux et navires, moteurs, engins, machines, outils, appareils récipients, huiles, gazolines et toutes sortes d'autres choses et machineries de tous genres pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les besoins domestiques ;

Etablir, tenir et exploiter des garages, entrepôts et remises de tous genres pour automobiles et autres véhicules et objets ci-dessus, exercer l'industrie de manufacturier, agent, loueur, réparateur, nettoyeur d'automobiles et autres véhicules et objets ci-dessus ;

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce sous quelque forme que ce soit de tout de qui peut être l'objet de la fabrication et de l'industrie en général ;

Exercer tous autres industries manufacturières ou autres que la compagnie jugera convenable d'être avantageusement exercées par rapport à l'industrie ou au commerce et aux fins de la compagnie ou qui paraîtra être de nature à favoriser les objets de la compagnie ;

Acheter ou d'autre manière acquérir ou entreprendre, la totalité ou une partie des affaires, propriétés, commerces, actifs ou passifs de toutes personnes, sociétés ou compagnies engagées dans une industrie ou un commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou en possession de propriétés mobilières ou immobilières, propres ou nécessaires aux fins de la compagnie, et payer avec des actions acquittées, des débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie toute telle acquisition ;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la réunion des intérêts, la co-opération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement, et généralement passer tous contrats non prohibés par la loi avec toutes personnes ou compagnies exerçant ou engageant ou bien proposant d'exercer ou d'engager dans une entreprise ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou toutes industries ou transactions capables d'être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, prêter des fonds, garantir les contrats ou autrement assister toutes telles personnes ou compagnies ;

"Montreal District Ford Car Dealers Ltd".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of ince of Quebec, bearing date the ninth day of Lajoie, Alexandre Gérin-Lajoie, Harry Budyk, advocates, Joseph Emile Côté, accountant, and Bernard Lahaie, assistant bookkeeper, all of Montreal, for the following purposes :

To make, manufacture and deal in automobiles and motor cars of every kind and the motors and accessories thereof, conveyances, vehicles of all kinds, mechanical or otherwise, cycles, bicycles, velocipedes, balloons, aeroplanes, hydroplanes, aerial machines, yachts, boats and all kinds of vessels and ships, motors, engines, machines, tools, recipient apparatus, oils, gasolines and all kinds of other things and machinery of every kind for industry, trade, agriculture and domestic requirements :

To establish, keep and operate garages, warehouses and sheds of every kind for automobiles and other vehicles and objects hereinabove, carry on the industry of manufacturer, agent, hirer, repairer, cleaner of automobiles and other vehicles and objects hereinabove ;

To make, manufacture and deal in, under any form whatever, any thingthat may be the object of manufacture and industry generally ;

To carry on any other manufacturing industries or other that the company may deem suitable to be advantageously carried on in connection with the industry or business and purposes of the company or that may appear to be of a nature to benefit the objects of the company ;

To purchase or in any other manner acquire or undertake the whole or a part of the business, property, trade, assets or liabilities of any persons, firms or companies engaged in any industry or business that this company is authorized to carry on or undertake, or in possession of moveable or immoveable property suitable or necessary for the purposes of the company, and pay for any such acquisition with fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company ;

To enter into partnership or make any arrangements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint risks, reciprocal concessions or otherwise and generally execute any contracts not prohibited by law with any persons or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any undertaking or transaction that the present company is authorized to carry on or undertake, or any industries or transactions capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ; loan money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such persons or companies ;

Faire avec toutes autres compagnies ou personnes, associations ou sociétés tous arrangements, amalgamations ou autres contrats concernant l'exploitation, l'acquisition ou le contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectif, et contôler soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement, toutes autres compagnies, associations, sociétés, entreprises ou commerces ;

Demander, acquérir, louer, céder et disposer des marques de commerce, dessins industriels, brevets et droits de brevet, licences et privilèges se rattachant à toutes inventions jugées utiles ou avantageuses pour la compagnie, et les utiliser, exercer et exploiter ;

Eriger et construire ou autrement acquérir, acheter, vendre, céder, louer et disposer des bâtiments, usines, machineries et généralement tous biens mobiliers ou immobiliers qui seraient jugés avantageux à la compagnie ou nécessaires à ses fins ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et posséder, et vendre ou autrement disposer des actions et valeurs de toutes autres compagnies exerçant une industrie ou un commerce semblable ou connexe à ceux que la compagnie exercera, ou que cette compagnie est autorisée à exercer ;

Emettre et répartir comme acquittées des actions du capital-actions de la compagnie en paiement complet ou partiel du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières, brevets, droits de brevet ou actions de toutes autres compagnies dont la présente compagnie pourrait avoir besoin, et recevoir des parts du capital-actions de d'autres compagnies en paiement de propriétés ou droits dont la compagnie pourra disposer ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des objets ci-dessus ou s'y rattachant ou qui seraient jugées avantageuses ou utiles pour le commerce, la protection ou le bénéfice de la compagnie ;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utiles ou nécessaires d'emprunter pour les fins de son entreprise ou pour l'exercice d'aucuns de ses pouvoirs ;

Consentir des hypothèques, actes de nantissement ou autres garanties sous forme d'obligations (débentures) ou autrement affectant tout ou partie des biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, selon que celle-ci jugera convenable ;

Faire tous contrats de louage, de service, de mandat, d'agence, de transaction et généralement tous contrats et conventions quelconques dont est capable une corporation sans aucune exception

Faire toutes aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs, fondés de pouvoirs ou autrement, soit seul ou conjointement avec d'autres ;

Les pouvoirs accordés dans un paragraphe quelconque de la présente charte ne seront ni restreints ni limités par les termes de quelque autre paragraphe que ce soit, sous le nom de "Montreal District Ford Car Dealers, Ltd.", avec un capital social de neuf mille piastres ($9,000.00), divisé en quatre-vingt-dix (90) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

741—9-2 C.-J. SIMARD.

To make with any other companies or persons, associations or firms any arrangements, amalgamations or other contracts respecting the exploitation, acquisition or control of their respective industry, manufacture or business and control either by the acquisition of the shares, interests or otherwise any other companies, associations, firms, undertakings or businesses ;

To apply for, acquire, lease, convey and dispose of trade marks, industrial designs, patents and patent rights, licenses and privileges relating to any inventions deemed useful or advantageous for the company, and utilize, exercise and exploit same ;

To erect and construct or otherwise acquire, purchase, sell, convey, lease and dispose of buildings, workshops, machinery and generally any moveable or immoveable property that may be deemed advantageous for the company or necessary for its purposes ;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, and sell or otherwise dispose of the shares and securities of any other companies carrying on any industry or business similar or connected with those that the company may carry on or that the company is authorized to carry on ;

To issue and allot as fully paid up shares of the capital stock of the company in full or part payment for the purchase price of any moveable or immoveable property, patents, patent rights or shares of any other companies which the present company may need, and receive shares of the capital stock of other companies in payment for property or rights which the company may dispose of ;

To do everything necessary, suitable or proper for the attainment of the hereinabove objects or relating thereto or that may be deemed advantageous or useful for the business, protection or benefit of the company ;

To borrow any amounts that the company may deem useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the exercise of any of its powers ;

To execute mortgages, pledges or other guarantees under the form of debentures or otherwise affecting the whole or part of the moveable or immoveable property of the company, as the latter may deem fit ;

To make any contracts for hiring, service, warrant, agency, transaction and generally any contracts and agreements whatever which a corporation is capable of without any exception ;

To do all and any of the things hereinabove as principals, agents, contractors, attorneys or otherwise, either singly or jointly with others ;

The powers granted in any paragraph whatever of the present charter shall neither be restricted or limited by the terms of any other paragraph whatever, under the name of "Montreal District Ford Car Dealers, Ltd.," with a capital stock of nine thousand dollars ($9,000.00), divided into ninety (90) shares of one hundred dollars ($100.00 each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,

742—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"Les Ecoles Pratiques, Incorporées".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

"Les Ecoles Pratiques, Incorporées".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

des lettres patentes, en date du septième jour de février 1920, constituant en corporation : Louis Lumburner, industriel ; Arthur Lacoste, éditeur; Arthur Corbin, conférencier ; Georges Cloutier, comptable ; Pierre-J. Dupuis, avocat ; tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Enseigner par leçons, instructions ou cours publics ou privés ou par correspondance, le français, l'anglais, la comptabilité, le droit civil et commercial en général, et tout ce qui peut être désigné sous ces noms, ainsi que toutes autres spécialités se rattachant à l'instruction et à l'éducation en général et que la compagnie jugera propre et avantageux pour ses souscripteurs ou élèves et pour sa résusite, et accomplir tous les actes propres à atteindre cette fin ;

Fair un commerce général des livres de la compagnie et autres ;

Décerner et conférer des diplômes à ses élèves et aider ceux-ci à trouverl'emploi désiré ;

Vendre, acheter, acquérir et détenir des droits d'auteurs et les exploiter de la manière que l'entendront les directeurs de la compagnie ;

Avec l'assentiment des directeurs, rémunérer en parts ou autrement pour contributions à l'amélioration des cours de la compagnie ;

Acheter, acquérir et assumer la totalité ou aucune partie des biens et obligations d'aucune personne ou société, ou institution quelconque dont les objets sont totalement ou partiellement semblables ou à peu près identiques à ceux de la présente compagnie ;

Placer les argents disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Payer avec les deniers de la compagnie ou en actions de ladite compagnie, toutes dépenses se rattachant à la formation, à la passation, à la publication et à l'obtention de la charte, ou rémunérer aucune personne ou compagnie pour services passés ou futurs ou tous autres services rendus, se rapportant à l'organisation générale de la compagnie, ou relativement à la gestion de ses affaires ;

Acheter et acquérir l'actif et le passif de l'Institut National, Incorporé et en payer le coût en deniers ou actions de la nouvelle compagnie, de la manière qu'il conveindra aux parties ;

Tirer, faire, accpeter, garantir, payer et émettre des billets promissoires, traites, lettres de crédit, chèques, débentures et d'autres instruments négociables et transportables ;

Accomplir toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun acte se rattacahnt à la réalisation des objets pour lesquels "Les Ecoles Pratiques Incorporées" est constituée en corporation ;

Acheter, vendre, acquérir et généralement faire toutes transactions quelconques concernant les biens immeubles et la propriété mobilière et immobilière ;

Acheter, négocier, vendre ou faire toutes transactions quelconques concernant la vente d'obligations, valeurs, ou effets négociables ou parts ou actions dans les compagnies incorporées ou sociétés commerciales ;

Acheter, acquérir, vendre, disposer et exploiter un atelier d'imprimerie et de reliure et faire toutes transactions nécessaires à ce commerce ou s'y rapportant ;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ni restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Les Ecoles Pratiques, Incorporées", avec un capital social

Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1920, incorporating : Louis Lumburner, industrial ; Arthur Lacoste, editor ; Arthur Corbin, lecturer ; Georges Cloutier, accountant ; Pierre-J. Dupuis, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To teach by means of lessons, instructions or public or private courses or by correspondance French, English, book-keeping, civil and commercial lands in general, and all subjects which be may designated under the above names, as well as all other specialties incidental to instruction and education in general and which the company may think suitable and advantageous to its subscribers or pupils and conducive to success, and to execute all other acts conducive to the attainment of the aforesaid purposes ;

To generally deal in the books of the company and other books ;

To grant and confer diplomas to its pupils and assist them in finding desirable employment ;

To sell, buy, acquire and hold copy-rights and exploit the same in the manner which the company's directors may think fit ;

With the approval of the directors, to remunerate with shares or otherwise for contributions to the improvements of the courses of the company ;

To buy, acquire and take over the whole or any part of the property and obligations of any person or firm or institution whatever whose objects are altogether or partly or nearly similar or indentical to those of the present company ;

To invest and dispose of the funds of the company not immediately required in the manner which may from time to time be determined ;

To pay in cash or in shares of the said company all expenses incidental to the formation, granting, publication and securing of the charter, or remunerate any person or company for past or future services or any other services rendered in or about the general organization of the company or the conduct of its business ;

To buy and acquire the assets and liabilities of "l'Institut National, Incorporée", and to pay the purchase price thereof in cash or shares of the present company in the manner agreed upon by the parties ;

To draw, make, accept, guarantee and issue promissory notes, drafts, letters of credit, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments ;

To execute all things and acts, exercise all powers incidental to the attainment of the objects for which "Les Ecoles Pratiques, Incorporées", are incorporated ;

To buy, sell, acquire and generally do all transactions whatever respecting immoveables and moveable and immoveable property ;

To buy, negotiate, sell or transact generally in bonds, securities or negotiable instruments or shares or stock in incorporated compagnies or commercial societies ;

To buy, acquire, sell, dispose of and operate a printing and book-binding shop and to do all transactions necessary or incidental to the above business ;

The powers enumerated in any of the above paragraphs shall not be limited or restricted by reference to the terms of any other paragraph, under the name of "Les Ecoles Pratiques, Incorporées", with a capital stock of five hundred

de cinq cent mille piastres ($500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres ($100.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

749—9-2 C. J. SIMARD.

"The Union Publishing Company, Limited —La Compagnie de Publication de L'Union, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de février 1920, constituant en corporation : Henry Murray Gardner, comptable licencié ; Eveline Griffith, sténographe, de la cité de Westmount ; Cecil Vaughan Rogers, compable ; Eugène-Réal Angers, avocat, et Rosario Prieur courtier, de la cité de Montréal, pour les fins, suivantes :

Imprimer, publier, répandre, gérer et vendre des journaux quotidiens, revues, périodiques, pamphlets, magasines, livres, annonces, mappes, cartes, gravures, lithogravures, gravures à l'eau-forte, gravures sur bois, électrotypies, images ou illustrations, avec ou sans coloris ; faire affaires comme imprimeurs, relieurs, lithograveurs, faire de la stéréotypie, de la gravure, de la photogravures, de l'électrotypie, de la gravure en relief, être papetiers, teinturiers à l'étampe, dessinateurs et éditeurs ;

Acheter et vendre de l'espace ou des privilèges, de publicité, acquérir et exploiter des franchises pour fins de publicité, et généralement faire affaires comme entrepreneurs et agents de publicité, et comme tels transiger des affaires générales d'organisation et d'agence en rapport avec la publicité d'aucune sorte ;

Fabriquer, acheter, vendre et trafiquer de toute espèce et catégorie d'enseignes, listes de prix, étiquettes, écussons, insignes, boutons, calendriers ou autres emblèmes, et généralement des objets de toutes sortes qui doivent servir à la publicité commerciale et autre ;

Etre agents attitrés des agences de nouvelles, publicistes et imprimeurs, fournir aussi l'information générale ou autre aux journaux du Canada et d'ailleurs ;

Solliciter, acquérir par achat ou autrement et disposer des droits d'auteur d'aucun livre, articles comte, gravure ou autre imprimé susceptible d'être reproduit, et autres ;

Préparer, acquérir, acheter et aliéner aucunes œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques, traductions ou compositions, de même que d'articles conjoints pour publication simultanée ou autre, de correspondance, spéciale ou conjointe, manuscrite ou télégraphique ;

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou dispose des caractères fixes, plaques brevetées, matrices, lettres, presse mécanique ou d'aucune autre machine employée dans les imprimeries ;

Etablir des concours relatifs aux articles ou nouvelles qu'il convient d'insérer dans aucune publication de la compagnie ou autre, pour aucune des fins de la compagnie, offrir et accorder des prix, récompenses et primes de la nature et aux conditions que l'on jugera à propos ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, soit pour placement ou revente, de la propriété l'améliorer ou personnelle ou d'autres valeurs,

thousand dollars ($500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,

750—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Union Publishing Company, Limited —La Compagnie de Publication de L'Union, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1920, incorporating: Henry Murray Gardner, chartered accountant, Eveline Griffith, stenographer, of the city of Westmount; Cecil Vaughan Rogers, accountant, Eugène Réal Angers, advocate, and Rosaire Prieur, broker, of the city of Montreal, for the following purposes :

To print, publish, circulate, conduct and sell newspapers, journals, reviews, periodicals, pamphlets, magazines, books, advertisements, maps, charts, engravings, lithographs, etchings, woodcuts, electrotypes, pictures and illustrations whether coloured or without colour ; to carry on the business of printers, binders, lithographers, stereotypers, engravers, photo engravers, electrotypers, embossers, stationers, die stampers, designers and publishers ;

To buy and sell advertising space or privileges and to acquire and operate franchises for the purposes of advertising or for the buying or selling of advertising privileges and generally to carry on a general advertising business as advertising contractors and agents, and as such to carry on a general promotion and agency business in connection with advertising of all kinds ;

To manufacture, buy, sell and deal in every kind and description of sign, show card, novelty, label, name plate, badge, button, calendar or other device and generally in specialties of all kinds to be used in advertising for commercial and other purposes ;

To act as special agents for news syndicates, publishers and printers and to supply general news articles by wire or otherwise to newspapers throughout Canada and elsewhere ;

To apply for, acquire by purchase or otherwise and dispose of the copyright of any book, article, story, engraving or other printed matter which may be copyrighted and others ;

To prepare, acquire or purchase and dispose of any litterary and scientific or artificial works, translations or compositions, as well as syndicate articles for simultaneous publication or otherwise, and correspondence, special or syndicate, manuscript or telegraph ;

To manufacture, buy, sell, lease or dispose of ready prints, patent plates, bases, type, printing machinery or any other machinery for use in printing establishments ;

To establish competitions in respect of contributions or information suitable for insertion in any publication of the company or otherwise for any of the purposes of the company, and to offer and grant prizes, rewards and premiums of such character and on such terms as may seem expedient ;

To purchase, lease or otherwise acquire, and hold, either for investment or re-sale, real or personal property or other securities, and to

l'améliorer, l'occuper, la vendre, louer, échanger, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie :

Exercer aucun autre commerce (de fabrication ou autre) que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son industrie, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou à les rendre profitables ;

Acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquèrir aucunes patentes, licences, concessions et privilèges similaires conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à suivre à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Faire société ou conclure aucun arrangement relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera directement ou indirectement susceptible de profiter à la corporation ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et particulièrement aucune machine, aucun outillage, fonds de commerce ;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ainsi que d'autres instruments négociables ou cessibles ;

Vendre ou aliéner l'entreprise corporative ou aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la corporation ;

prepare, occupy, sell, lease, exchange, or otherwise deal with the whole or any part of the same ;

To carry on any business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveninetly carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patentes, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise or develop or grant licenses in respect of, or or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being constructed so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise, assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company.

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock in trade ;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

Faire enrégistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, représenteront la présente corporation et recevront signification, pour et au nom de la compagnie, d'aucune procédure ou action ;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens qui sembleront avantageux, et spécialement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et revues, par octroi de prix, récompenses et dons ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées, des obligations ou débentures, en paiement intégral ou partiel d'aucunes valeurs, de la propriété foncière ou personnelle, des droits, prétentions, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut acquérir, comme aussi, avec l'assentiment des actionnaires, des services rendus ou à être rendus, émettre aussi ces actions libérées, ces obligations ou débentures en paiement intégral ou partiel, ou en échange d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable, ou se rattachant au commerce de la présente corporation ;

Exercer aucun des commerces, faire aucun des actes et choses précités, soit comme principaux, soit comme agents, par l'entremise de fiduciaires, d'agents ou en une autre qualité, soit seuls, soit conjointement avec une ou plusieurs autres personnes ;

Faire toutes les autres choses que la compagnie jugera connexes ou appropriées aux objets précités, sous le nom de "The Union Publishing Company, Limited—La compagnie de Publication de L'Union, Limitée", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau su secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

751—9-2 C.-J. SIMARD.

To procure the company to be registered and recognised in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To issue and allot fully paid up shares, bonds or debentures for the payment, either in whole or in part, of any assets, property, real or personal, rights, claims, privileges, concessions or other advantages the company may acquire, as well as, with the approval of the shareholders, for any services which have been rendered or may be rendered to it, and also to issue such fully paid up shares, bonds or debentures in payment, part payment or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part, incidental to the business of this company ;

To carry on or do any of the business, acts and things aforesaid, either as principals or agents by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with another or others ;

To do all such other things which may seem to the company incidental or conduvice to the above objects, under the name of "The Union Publishing Company, Limited—La Compagnie de Publication de L'Union Limitée", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars ($99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1920.

C. J. SIMARD,

752—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Hartt & Adair Coal Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de février 1920, constituant en corporation: Francis George Bush, comptable ; George Robert Drennan, Alexander Gordon Yeoman, sténographes ; Hubert William Jackson, et Michael Joseph O'Brien, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer, soit comme principaux soit comme agents, le commerce qui consiste à acheter, vendre, distribuer et autrement trafiquer de la houille, du coke ainsi que des autres produits de même nature ;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir, détenir, posséder, développer des gisements houilliers, aussi les explorer, développer, exploiter, vendre, louer, ou autrement les faire valoir ;

Construire, entretenir et exploiter des routes, tramways, rails mobiles ou voies d'évitement,

"The Hartt & Adair Coal Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governorof the Province of Quebec, bearing date the third day of February 1920, incorporating: Francis George Bush, bookkeeper ; George Robert Drennan, Alexander Gordon Yeoman, stenographers ; Herbert, William Jackson and Michael Joseph O'Brien, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on, either as principals or agent the business of buying, selling, distributing and otherwise dealing in coal, coke and other products of a similar nature ;

To purchase, take on lease or otherwise acquire, hold, own and develop coal areas and to explore, develop, work, sell, lease or otherwise turn the same to account ;

To construct, maintain and operate any roads, tramways, railway switches or sidings, wharves,

quais, docks, entrepôts, usines, magasins, maisons ainsi que d'autres structures et commodités qui paraîtront propres directement ou indirectement à promouvoir les intérêts de la compagnie, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, entretien ou amélioration ;

Acheter, affrêter, louer, bâtir ou autrement acquérir, posséder et exploiter des navires ou bateaux à vapeur ou autre, faire affaires comme voituriers, armateurs, entreposeurs, propriétaires de quais et expéditeurs ;

Acquérir et assumer, à titre d'affaire exploitée, l'entreprise, l'actif et le passif d'aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui que la présente corporation est autorisée à exercer, ou qui possède des biens appropriés aux objets de la présente compagnie, à cette intention, acquérir la totalité ou aucune partie des actions, obligations, débentures, dettes ou obligations de cette compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir et assumer le commerce d'aucune autre personne, société ou corporation, semblable en tout ou en partie au commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, émettre aussi des actions, entièrement libérées en paiement intégral ou partiel d'icelui, assumer le passif et l'exécution des obligations d'aucune telle personne, société ou corporation ;

Acquérir, détenir et posséder des actions dans aucunes autres corporations exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable et les payer soit en numéraire, ou partie en argent, ou émettre des actions entièrement libérées de la compagnie en paiement ingétral ou partiel, ou autrement, tel que convenu, aussi les vendre ou autrement les négocier ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucunes patentes, licences, concessions et privilèges similaires conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à aucun procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions ;

Conclure aucune arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou qui est susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de l'entreprise et de l'actif de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour le prix, aux termes et conditions que la compagnie jugera avantageux et plus particulièrement accepter comme considération, des actions, obligations ou débentures d'aucune autre compagnie exerçant un commerce semblable en tout ou en partie au commerce exercé par la corporation ;

Distribuer aux actionnaires de la corporation, en espèces, aucunes propriétés ou valeurs de la compagnie, suivant que cette dernière en décidera et généralement faire toutels les choses qui se rattachent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "The Hartt & Adair Coal Company, Limited", avec un fonds social de deux millions de piastres ($2,000,000.), divisé en vingt mille (20,000) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

docks, warehouses, shops, stores, houses and other works and conveniences which may seem calculated directy or indirectly to advance the company's interests and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, maintenance or operation thereof ;

To purchase, charter, hire, build or otherwise acquire, own, and operate steam and other ships or vessels and to carry on the business of carriers, shipowners, warehousemen, wharfingers and forwarders ;

To acquire and take over as a going concern the undertaking assets and liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business in whole or in part to that which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company and with a view thereto to acquire all or any of the shares, bonds, debentures, debts or liabilities of such company ;

To purchase or otherwise acquire and take over the business of any other person, firm or corporation similar in whole or in part to the business which this company is authorized to carry on and to issue fully paid shares in payment or part payment therefor, and to assume the liabilities and undertake to carry out the obligations of any such person, firm or corporation ;

To acquire, hold and own shares in other corporations doing business in whole or in part of a like nature and to pay for the same either in cash or in part cash or to issue fully paid up shares of the company in payment or part payment therefor, or otherwise as may be arranged, and to sell or otherwise deal with the same ;

To apply for purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions ;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on or is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company may deem expedient and more particularly to accept as consideration shares, bonds or debentures of any other company carrying on business similar in whole or in part to the business carried on by the company ;

To distribute among the shareholders of the company in specie any property or assets of the company as and when the company may determine ;

And generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "The Hartt & Audair Coal Company, Limited", with a capital stock of two million dollars ($2,000,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

757—9-2 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie de Construction de St-Grégoire, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorizième jour de février 1920, constituant en corporation: Alphonse Rouleau, rentier, Larochelle ; Calixte Duval, Alphonse Rhéault, Joseph-O. Hébert, cultivateurs, Saint-Grégoire ; Elphège Geoffray, mécanicien, Nicolet, comté de Nicolet, P.Q., dans les buts suivants :

D'exercer l'industrie d'entrepreneurs de travaux de construction de chemins gravelés, macadamisés ou en béton, de ponts et de quais ;

D'acquérir à quelque titre que ce soit, les matériaux de toute sortes, les machines et l'outillage, les établissements et les ateliers propres au développement et au plus large exercice de l'industrie de la compagnie ;

De procurer à ses clients les services professionnels d'architectes, d'arpenteurs, d'ingénieurs civils, d'ingénieurs des mines, ingénieurs hydrographes ou ingénieurs mécaniciens, pourvu que ces services soient requis ou rendus sans dérogations aux privilèges et aux dispositions des lois régissant ces professionnels ;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou par elle requis, pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants ;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie ;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres ;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

De donner, par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou à plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis ; sous le nom de "La Compagnie de Construction de St.-Grégoire, Limitée", avec un capital social de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de Larochelle, dans les comté et district de Nicolet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorizième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

771—9-2 C.-J. SIMARD.

"Canadian Films, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,

758—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Construction de St-Grégoire, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1920, incorporating: Alphonse Rouleau, annuitant, Larochelle ; Calixte Duval, Alphonse Rheault, Joseph O. Hébert, farmers, Saint Grégoire, Alphège Geoffray, machinist, Nicolet, county of Nicolet, P.Q., for the following purposes :

To carry on the business of gravelled, macadamized or concrete road, bridge and wharf contractors ;

To acquire under any title the materials of every kind, machinery and equipment, plants and shops suitable for the development and the thorough carrying out of the business of the company ;

To procure to its customers the professional services of architects, surveyors, civil engineers, mining engineers, hydraugraphic engineers or mechanical engineers, provided such services be required or rendered without derogating to the privileges and provisions of the acts governing such professions ;

To pay for all services rendered to the company or required by it, for any acquisition of the company, in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash ;

To borrow money upon the credit of the company ;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient provided that no such bonds, debentures or other securities be for a less sum than one hundred dollars ;

To hypothecate or pledge the immoveable property of the company or pledge its moveable property or do both to secure any such bonds, debentures or other securities and any money borrowed for the purposes of the company ;

To give, through their duly authorized officers to one or more trustees, to secure the payment of the bonds or debentures, a hypothec upon the immoveable property of the company, mentioning the issue and the amount of the bonds or debentures so secured, under the name of "La Compagnie de Construction de St.-Grégoire, Limitée", with a capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at the village of Larochelle, in the county and district of Nicolet.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,

772—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Films, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec bearing date the thirteenth day

jour de février 1920, constituant en corporation: Frederick Thomas Enright, conseil du roi; Charles Mackay Cotton, William Ulric Cotton, avocats, Westmount; Humbert Cecil George Mariotti, avocat, et Isabella Stewart Macfarlane, sténographe, Montréal, pour les fins suivantes :

Produire, monter, imprimer, posséder, acheter, louer, présenter, permettre aux autres de produire et présenter des pièces de théâtre, des opéras, jeux de cirques fantaisies, vaudevillesques, vues cinématographiques, ainsi que toutes les autres formes de distractions ou d'amusements qu'on donne habituellement dans les théâtres, opéras, parcs, et autres endroits de récréation ou d'amusement ;

Exercer un commerce d'échange de pellicules ; acheter, vendre, céder à bail, louer, manufacturer, exploiter et autrement trafiquer de pellicules de vues animées, d'attractions et amusements de toute description, de théâtres de vues animées et autres locaux d'amusement, de machines cinématographiques et fournitures d'aucunes sortes se rapportant aux amusements du cinéma, aux théâtres et machines à vues animées, exercer aussi le commerce que consiste à offrir au public des amusements, distractions et de l'instruction généralement ;

Manufacturer, acheter, prendre à bail, construire ou autrement acquérir des appareils cinématographiques à forte réflection, à lumière concentrée ou d'autres mécanismes propres à exhiber des vues animées avec forte lumière ;

Entretenir, exploiter, installer et surveiller des vues animées avec forte lumière dans des théâtres, salles, salles d'amusement, de concert ou autres endroits où l'on peut donner des œuvres dramatiques, opératiques, du vaudeville, ou d'autres amusements ;

Tenir, construire, posséder, gérer, prendre ou céder à bail, acheter, autrement acquérir et détenir des bâtisses, bureaux, usines, théâtres, salles dramatiques et de concert, jardins ou autres locaux où l'on peut offrir des représentations théâtrales, de l'opéra, du vaudeville, du cinéma, d'autres espèces de distractions ou d'amusements, aussi vendre, aliéner et autrement disposer de la propriété ainsi acquise et détenue, donner des représentations publiques ou privées d'aucune nature, là ou n'importe ou ailleurs ;

Détenir, posséder, acquérir par achat ou autrement, louer, concéder ou vendre toutes mises en scène et propriétés, tous procédés brevetés ou non qui peuvent servir en rapport avec aucun théâtre, opéra, ou autre endroit de récréation ou d'amusement ;

Employer ses deniers à l'achat du capital d'autres corporations dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce un commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation ;

Acquérir l'achalandage, les droits, la propriété, les valeurs d'aucune sorte, assumer aussi la totalité ou aucne partie du passif ou des obligations, prendre à bail et continuer le commerce d'aucune personne, société ou corporation exerçant le commerce semblable à celui de la présente corporation, et particulièrement la "Canadian Films, Limited", et les payer en argent ou avec des actions de la présente corporation ;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui para'tra propre, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le

of February 1920, incorporating: Frederick Thomas Enright, King's Counsel; Charles Mackay Cotton, William Ulric Cotton, advocates, Westmount; Humbert Cecil George Mariotti, advocate and Isabella Stewart Macfarlane, stenographer, Montreal, for the following purposes :

To produce, promote, print, own, purchase, lease and present and to license others to produce and present theatrical plays, operas, circus performances, vaudeville novelties, moving pictures exhibitions, and all other forms of entertainments or amusement usually presented in theatres, opera houses, parks, and other places of entertainment or amusement ;

To carry on the business of a film exchange; to buy, sell, lease, rent, manufacture, operate and otherwise deal in moving picture films of every description and amusement features, moving picture theatres and other places of amusement, moving picture machines, and supplies of all kinds connected with moving picture amusement, moving picture theatres and moving picture machines, and to carry on the business of providing public amusement, entertainment and instruction generally ;

To manufacture, purchase, take on lease, erect or otherwis acquire day light or full light moving picture appliance or apparatus, spot light or other devices for producing and representing day light of full light moving pictures ;

To maintain, operate, install and control day light or full light moving pictures in any theatre, hall, playhouse, music hall or other place where theatrical operatic or vaudeville performances and other amusement may be presented ;

To hold, construct, own, conduce, lease, rent purchase or otherwise acquire and hold any buildings, offices, workshops, theatres, plahouses, music halls, park and other places where theatrical, operatic, vaudeville or moving picture performances and other forms of entertainment or amusement may be presented, and to sell, dispose of and otherwise deal with property so acquired and hold, and to give public or private performances of any kind therein or any where-lease ;

To hold, own, acquire, by purchase or otherwise and to lease, license or sell all scenery and properties and all patented and all unpatented devices which may be used in connection with any theatre, opera house, or other place of entertainment or amusement ;

To use its funds in the purchase of stock f other corporations having objects wholly or n part similar to those of the company or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To acquire the goodwill, rights, property and assets, of all kinds and to undertake the whole or any part of the liability or liabilities or to take on lease and continue the business of any person, firm, or corporation doing a like business as this Company and in particular the "Canadian Films Limited", and to pay for same in cash or shares of this company ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such considera-

prix que la corporation jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures et valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou à l'amalgamation avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation ;

Rémunérer en argent, en actions libérées de la présente compagnie, en obligations ou autrement aucune personne ou compagnie, pour services rendus ou à être rendus, en faisant souscrire les actions du capital de la compagnie, les obligations, débentures ou les autres valeurs de la présente corporation, à l'occasion de la formation de la compagnie, de la gestion des affaires, sauf approbation des actionnaires, sous le nom de "Canadian Films, Limited", avec un fonds social de deux millions de piastres ($2,000,000.00), divisé en deux cent mille (200,000) parts de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

773—9-2

tion as the company may think fit, and particularly for shares, debentures and securities of any other corporation having objects all together or in part similar to those of the company ;

To enter into any agreement for the sharing of the profits, union of interest, co-operations, joint adventure, reciprocal concession or amalgamation with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To remunerate by cash, paid up shares of this Company, bonds or otherwise any person or company for service rendered or to be rendered, in placing of the shares of the company's capital stock, bonds, debentures or other securities of this company or in or about the formation of the company or the conduct of its operation subject to the approval of the holders under the name of "Canadian Films, Limited", with a capital stock of two million dollars ($2,000,000.00), divided into two hundred thousand (200,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

774—9-2

"Levine's, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de février 1920, constituant en corporation : Solon Eliasoph, Nathan Solomon John MacNaughton, avocats ; Michael Leon Brown, courtier d'assurances, et Barnett Levine, marchand, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer le négoce et le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, agents, marchands en gros et au détail de tous les espèces de vêtements, fourrures, chapeaux, modes, chaussures, lainages, épiceries, produits chimiques, métaux, ainsi que de tous les articles de commerce semblables ou de même nature ;

Acquérir par achat, bail, concession ou autrement, des plantations, manufactures, franchises, aussi les exploiter et développer ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ériger, construire, entretenir, exploiter, améliorer, et trafiquer des biens-fonds, moulins, fabriques, entrepôts, bâtisses, logements ouvriers, ou autres immeubles et structures de toute description, utiliser et employer aucuns terrains de la compagnie pour en faire des chemins, des immeubles et d'autres commodités, et généralement disposer de terrains et propriétés et les améliorer;

Acquérir par achat, bail ou autrement, exploiter des magasins, vendre aucun des produits de la compagnie, ou des produits de même nature ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements et d'autres instruments négociables ;

Emettre des récépissés, négociables ou autres, pour marchandises emmagasinées par la compagnie ; prêter de l'argent, garantir les contrats,

"Levine's, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1920, incorporating : Solon Eliasoph, Nathan Solomon, John MacNaughton, advocates ; Michael Leon Brown, insurance broker, and Barnett Levine, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business of manufacturers, importers, exporters, agents and wholesale and retail dealers in all kinds of garments, furs, hats, millinery, boots and shoes, woollens, groceries, chemicals, metals and all and any articles of commerce of a similar or other nature ;

To acquire by purchase, lease, concession or otherwise plantations, factories, franchises, and to work and develop the same ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, maintain, operate, improve, and deal in real estate, mills, factories, storehouses buildings, houses for employees, or others, and work of every description, and to convert and appropriate any lands of the company for roads, buildings, and other conveniences, and generally to deal with and improve land and property;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to operate stores; to sell any of the products of the company or products of a similar nature ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments ;

To issue receipts, negotiable or otherwise for merchandise stored with the company ; to lend money, to guarantee the contracts of or otherwise

ou autrement aider aucune personne, société ou compagnie avec laquelle la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires ;

Souscrire, assumer, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir, négocier et convertir des parts, actions, obligations de toutes sortes, des compagnies avec lesquelles transige la présente corporation ;

Faire société ou d'autres arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, ou la coopération avec aucune personne ou société, organiser, aider à organiser, former ou promouvoir des compagnies, syndicats ou autres sociétés de toutes catégories, aux fins d'acquérir et assumer aucune propriété de la compagnie, de réaliser ses objets, ou pour aucune autre fin que peut la présente corporation avantageusement poursuivre ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou autrement faire valoir des concessions, droits, privilèges, marques de commerce, patentes, permis et franchises convenant ou appropriées au commerce de la corporation ;

Acquérir aucune entreprise ou affaire entièrement ou partiellement semblable à celui de la compagnie, avec l'installation, le fonds de commerce, l'achalandage, les marques de commerce, les valeurs et franchises de toutes espèces, exercer aussi aucun autre commerce qui peut être convenablement exercé en rapport avec aucun des objets précités, et les payer en argent, en actions, avec du capital de la compagnie, ou autrement ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales ou autres, aucun arrangement qui paraîtra approprié aux objets de la compagnie, obtenir aussi de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, vendre, céder, transférer, trafiquer, faire commerce d'effets, denrées marchandises et biens de toute catégorie et description ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, du capital ou des obligations de la présente corporation ou d'aucune autre ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, fiduciaires ou en une autre, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à l'accomplissement des objets précités ;

Rémunérer par paiement en argent, et, avec l'assentiment des actionnaires, en actions ou en parts, ou d'aucune autre manière, aucune personne, firme ou corporation, pour services rendus ou à être rendus, en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou garantissant la souscription d'aucune des actions de la compagnie, d'aucunes autres valeurs de la corporation, à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Les susdits objets, pouvoirs ou fins de la compagnie seront réputés distincts et indépendants les uns des autres, la compagnie pouvant poursuivre ou réaliser une ou plusieurs de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera limitée dans son sens général ou autrement interprêtée en fonction d'aucune autre clause de ces objets, pouvoirs ou

assist any person, firm or company with which the company may have business relations ;

To subscribe for, to undertake, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares, and securities of all kinds, of companies with which this company may have business relations ;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests or co-operation with any person or firm, and to promote, aid in promoting, form or organize companies, syndicates, or other partnerships of all kinds for the purposes of acquiring and undertaking any property of this company or of advancing the objects thereof or for any other purpose which may be expedient to this company to enter into ;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account, concessions, rights, privileges, trademarks, patents, permits,and franchises, suitable or convenient for the business of the company ;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of the company together with the plant, stock in trade, good-will, trademarks, assets and franchises of all kinds, and to carry on any other business which may conveniently be carried on in connection with any of the above objects, and to pay for the same in cash, shares or stock of the company, or otherwise ;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from such authorities any rights, privileges and concessions, which the company may think advisable to obtain and carry out, exercise and comply with any such arrangement, rights, privleges, and concessions ;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, use, own, sell, assign, transfer, trade, deal in goods, wares and merchandise and property of every class and description ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, stock or securites of this or any other company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To remunerate by payment in cash, and, with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner any person, firms, or corporation, for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company, or any other securities of the company, or in the formation or promotion of the company or in the conduct of the business

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers

fins, sous le nom de "Levine's, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
797—9-2 C.-J. SIMARD.

"Thibault, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de février 1920, constituant en corporation : Raoul Thibault, industriel ; Napoléon Létourneau, commerçant ; Georges-E. Fournier, marchand ; Napoléon Bélanger, boucher ; Aimé-Miville Déchêne, avocat, C. R., tous de la ville de Montmagny, dans les buts suivants :

Acheter, louer, ou autrement acquérir, bâtir, construire, maintenir, exploiter des usines à bois et des scieries, s'engager dans l'industrie de la manufacture et de la préparation pour le marché du bois de service, et de charpente, et de bois de toutes espèces et descriptions ;

Importer, exporter, acheter, vendre, et autrement disposer de bois de tout genre, manufacturer et disposer d'articles de toute espèce dans la manufacture desquels le bois est employé ;

Manufacturer des meubles, portes, fenêtres, stores, glacières, brouettes, jouets, cercueils, boîtes, moulures et généralement tous les articles dans lesquels le bois forme une des parties constructives ; exercer toute industrie se rattachant et usuellement reliée à ces objets ;

Pour les fins de l'industrie de la compagnie, exercer l'industrie de courtiers d'immeubles, et d'une compagnie foncière, acheter, détenir, posséder, louer, échanger, développer, la propriété immobilière, de toute espèce, y compris le bois debout et des concessions forestières, en trafiquer ou autrement disposer ;

Exercer toute et aucune des industries de constructeurs, entrepreneurs, agent commerciaux, négociants en pierre, chaux, briques, ciment, charbon, sable, papiers à couvrir, quincailleries, et autres produits requis dans le commerce autorisé de la compagnie, faire le commerce de fer, cuivre, fonte et autres métaux, dans l'intérêt du dit commerce ;

Acquérir par achat, bail ou autrement du pouvoir électrique ou autre pouvoir de toute nature pour l'éclairage, le chauffage, la force motrice ou autres fins, les vendre, louer, ou autrement en disposer ainsi que du pouvoir électrique et énergie motrice produits par la compagnie ; le tout dans le comté de Montmagny ;

Acquérir ou détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie pouvant être directement ou indirectement conduite avantageusement pour la compagnie ;

Acheter, prendre à bail, ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière, droits, privilèges, hypothèques, que la compagnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de ses affaires, et en particulier toute machinerie, outillage, et fonds de commerce ;

Vendre, disposer, aliéner, hypothéquer, en tout ou en partie, les biens meubles et immeubles,

or purposes, under the name of "Levine's Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
798—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"Thibault Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1920, incorporating : Raoul Thibault, industrial ; Napoléon Létourneau, merchant ; Georges E. Fournier, merchant ; Napoléon Bélanger, butcher ; Aimé Miville Dechêne, advocate, K. C., all of the town of Montmagny, for the following purposes :

To buy, lease or otherwise acquire, build, construct, maintain, operate lumber mills and saw-mills, to carry on the business of manufacturing and preparing for market of lumber and timber and wood of every kind and description ;

To import, export, buy, sell or otherwise dispose of wood of every kind, manufacture and dispose of articles of every kind in the manufacture of which wood is used ;

To manufacture furniture, doors, sashes, blinds, ice-houses, wheel-barrows, toys, coffins, boxes, mouldings and generally all articles in which wood is one of the constituent parts ; to carry on any business incidental and commonly allied to its objects ;

For the business purposes of the company, to carry on the business of realty brokers and a realty company, buy, hold, own, lease, exchange, develop, immoveable property of every kind, including standing timber and timber limits, to deal therein or otherwise dispose thereof ;

To carry on any and all of the businesses of builders, contractors, commercial agents and dealers, in stone, lime, brick, cement, coal, sand, roofing paper, hardware and other products required in the authorized business of the company, deal in iron, copper, cast-iron and other metals in the interest of said business ;

To acquire by purchase, lease or otherwise electric or other power of any kind for lighting, heating and motive power or other purposes sell, lease or otherwise dispose of the same as well as of any electric and motive power produced by the company, the whole, in the county of Montmagny ;

To acquire or hold shares in any other company having objects altogether or partly similar to those of the company or carrying on a business capable of being directly or indirectly conducted for the benefit of the company ;

To buy, take on lease or in exchange, let or otherwise acquire any moveable property, rights, privileges, hypothecs which the company may think necessary or useful for its business purposes and particularly any machinery, equipment and stock in strade ;

To sell, dispose of, alienate, hypothecate, in whole or in part, the moveables and immoveables,

droits et privilèges, de la compagnie dans l'intérêt et pour les fins des affaires de la compagnie ;

Acheter, vendre, louer, opérer les diverses machineries et pouvoirs moteurs, nécessaires à la préparation des bois destinés aux pulperies et faire le commerce dudit bois sous toutes ses formes ;

Emettre et répartir des actions libérées de la compagnie en paiement total ou partie de tout service, industrie, entreprise, franchise, propriété, droit, pouvoirs, privilèges, machinerie, bail, permis ou contrat, que la compagnie a l'autorisation d'acquérir ;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, ou autrement avec toute corporation, firme ou personne, exerçant ou se proposant d'exercer une industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou pouvant être directement ou indirectement conduite avantageusement pour la compagnie ;

Demander, acheter, ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions, et choses semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret et autre information concernant toute invention, faire valoir, vendre, louer ,ou autrement disposer, de tels brevets, permis ou concessions ;

Garantir et donner des garanties, ou devenir responsables pour le paiement de billets à ordre, lettres de change, effets de commerce, comptes ou autres engagements de toute personne, firme, ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, ou autrement assister toute personne, firme ou corporation ;

Faire tous autres actes, exercer tous les pouvoirs nécessaires ou se rattachant à l'accomplissement normal de tous les objets pour lesquels la compagnie est incorporée ;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses se rattachant à l'incorporation et à l'organisation de la compagnie, sous le nom de "Thibault, Limitée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montmagny, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
781—9-2 C.-J. SIMARD.

rights and privileges of the company in the interest and for the business purposes of the company;

To buy, sell, lease, operate the various machinery and motive powers necessary for the preparation of the wood destined to pulp-mills and deal therein under all forms ;

To issue and allot paid up shares of the company in full or part payment of any service, industry, undertaking, franchise, property, rights power, privilege, machinery, lease, permit or contract which the company is authorized to acquire ;

To enter into arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any corporation, firm or person carrying on or intending to carry on a business which this company is authorized to carry on or capable of being conducted directly or indirectly so as to benefit the company ;

To apply for, buy or otherwise acquire any patents, permits, concessions and the like conferring an exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention, and to turn to account, sell, lease or otherwise dispose of such patents, permits or concessions ;

To guarantee or give security or become liable for the payment of promissory notes, bills of exchange, commercial instruments, accounts or other obligations of any person, firm or corporation with whom the company may have business dealings or otherwise asist any person, firm or corporation ;

To do all other acts, exercise all the powers necessary or incidental to the proper attainment of all the objects for which the company is incorporated ;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses incidental to the incorporation and organization of the company, under the name of "Thibault, Limitée", with a capital stock ninety nine thousand dollars ($99,000.00) divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montmagny, in the district of Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
782—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"Le Club Devonshire, Incorporée—The Devonshire Club, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de février, 1920, constituant en corporation: Henri DesRosiers, notaire ; John Campbell Elliott, Jean Noel Beauchapm, avocats ; Sylva Kipp, employé civil, tous quatre des cité et district de Hull, et Joseph Clément Beauchamp, journaliste, de la cité d'Ottawa, en la province d'Ontario, dans les buts suivants :

Procurer à ses membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit, et de délassement pour le corps ;

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie, se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages, commodités et le confort d'un club ;

"Le Club Devonshire, Incorporée—The Devonshire Club, Incorporated"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of February, 1920, incorporating: Henri DesRosiers, notary; John Campbell Elliot, Jean-Noel Beauchamp, advocates ; Sylva Kipp, civil employee, all four of the city and district of Hull, and Joseph-Clément Beauchamp, journalist, of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes :

To procure its members means of recreation and education of the mind and relaxation of the body ;

To organize, maintain and manage a club for the accomodation of the members of the company, to secure a club house and generally give to its members all the privileges, advantages, commodities and confort of a club ;

Exploiter des installations pour le cirage des chaussures, des salons de barbier, des salles de billard, de pool et de quilles, des dépôts de journaux et autres publications périodiques, des magasins de cigares, cigarettes, tabacs et de bonbons ;

To operate shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, bowling alleys, news stands, cigar stores and confectionneries ;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de restaurateur y compris la vente de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques en conformité avec les lois de la province de Québec, de même aussi que des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages et obtenir, à ces fins, une licence de club ou toute autre licence qui sera jugée avantageuse pour les fins de l'entreprise ;

To carry on the restaurant business generally in all its branches including the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, in conformity with the provisions of the Quebec License Law, and also the sale of aerated mineral and artificial waters and other beverages, and obtain a club or any other license for such purpose that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles et immeubles nécessaires et requis pour atteindre l'objet de la compagnie, et disposer desdits biens de toute façon ; hypothéquer et affecter les immeubles de la compagnie et donner en gage ou nantissement les biens meubles de ladite compagnie ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange and alienate the necessary and required moveables and immoveables to attain the object of the company, and dispose of the said property in any manner ; to mortgage and encumber the immoveables of the company and pledge the moveables of the said company ;

Acheter, louer, détenir et acquérir toute entreprise d'une nature semblable à celle que la compagnie se propose d'exploiter ;

To purchase, lease, hold and acquire any undertaking of a similar nature to that which the company intends to exploit ;

Acquérir et posséder des actions, bons et débentures de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie, et en disposer comme bon semblera à la compagnie ;

To acquire and own shares, bonds and debentures of any corporation carrying on the same kind of business as the present company and to dispose thereof as the company may think fit ;

Souscrire, accepter, endosser et négocier toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables ;

To subscribe for, accept, endorse and negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments ;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l'émission de débentures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des immeubles de la compagnie ;

To contract loans and assure the repayment of same in the manner determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing hypothecs on all or part of the immoveables of the company;

Garantir, cautionner et se porter responsable du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune autre corporation, société ou personne ;

To guarantee, go security for and become liable for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts and other obligations of any kinds for any other corporation, firm or person ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débentures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement de services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in total or part payment for the purchase price of moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages that the company may lawfully acquire as also in payment for services rendered either in connection with the formation of the company or during the course of its operations ;

Adopter une constitution, faire et édicter des règlements, ordonnances et règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, pour l'administration et la régie générale des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, pour autoriser les directeurs à s'objecter au transfert des actions de la corporation ; pourvu, cependant, que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie cette constitution, ces règlements, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable ;

To adopt a constitution, make and enact by-laws ordinances and rules not incompatible with the public laws of the Province of Quebec for the administration and internal management of the affairs and things of the corporation and of its members for the discipline, suspension and expulsion of its members, for authorizing the directors to object to the transfer of the shares of the corporation provided however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change, in whole or in part, such constitution, rules and ordinances, as the corporation may think fit ;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, de redevances annuelles, d'autres contributions et cotisations pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoir d'établir différentes catégories de membres et déterminer leurs privilèges ;

To collect admission fees, annual dues and other contributions and assessments for commodities and furnitures, the use of any of the club property with power to classify the members and determine their privileges ;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Le Club Devonshire, Incorporé—The Devonshire Club, Incorporated", avec un capital social de dix mille piastres ($10,000.00),

To execute all the acts, exercise all the powers and carry out all the operations incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated under the name of "Le Club Devonshire, Incorporé—The Devonshire Club, Incorporated", with a capital stock

divisé en mille (1000) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
789—9-2 C.-J. SIMARD.

"Lachine Realties, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorizème jour de février 1920, constituant en corporation: Henri Gérin-Lajoie, avocat et conseil du Roi, Alexandre Gérin-Lajoie, Harry Budyk, avocats, Joseph Emile Côté, comptable, Montréal ; Paul Lacoste, avocat et conseil du Roi, de la cité d'Outremont, pour les fins suivantes :

Transiger les affaires d'une compagnie foncière et de terrains, tenir une agence d'immeubles, agir comme propriétaires de biens-fonds, courtiers, estimateurs et encanteurs, et généralement comme courtiers de finances, d'assurances et de commission, avec pouvoir d'acquérir, acheter, détenir, possèder, louer, entretenir, contrôler, gérer, exploiter, développer, vendre, transférer, louer, échanger, améliorer, cultiver, louer, autrement trafiquer et disposer de biens fonds et propriétés immobilières, de bâtisses, immeubles, équité, intérêt ou droit en iceux, résidu de prix de vente, d'aucunes équités en iceux ainsi que de toutes les autres catégories de biens et effets, et à cette fin employer et placer le capital de la compagnie à acheter, arpenter, améliorer, développer et préparer, pour occupation et colonisation, lesdits biens-fonds, terrains, édifices, immeubles, équités, intérêts, droits ou résidus de prix de vente, de la manière qui semblera la plus avantageuse au parfait exercice du commerce de la compagnie ;

Bâtir des maisons d'habitation et autres bâtisses sur ces biens-fonds ou sur aucune partie d'iceux, reconstruire, modifier ou améliorer les bâtisses existantes ou les structures qui s'y trouvent, subdiviser, améliorer ou développer des terrains, pour les ventes, ou pour autre fin, faire et exécuter aussi toutes choses licites et nécessaires à leur développement et amélioration ;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges en garantie du paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou d'auncun montant à elle dûe par les acheteurs, ou prêtée par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou d'autres améliorations ;

Manufacturer et vendre des matériaux de construction et d'entreprises, de toutes sortes, y compris les matériaux brevetés et autres de toute description, exercer aussi le commerce d'entrepreneurs généraux et négociants de marchandises ;

Prendre, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principaux soit comme agents, comme propriétaires absolus, par voie de garantie collatérale, ou autrement,

Aussi vendre, échanger, transférer ou autrement aliéner, négocier, des obligations, débentures, actions ou autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, bancaire ou d'une ou plusieurs autres compagnies ou corporations dûment constituées ; et les payer soit en argent soit en actions, obligations, débentures, ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie ;

of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be at Hull, in the district of Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of February ,1920.

C.-J. SIMARD,
790—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"Lachine Realties, Limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1920 incorporating : Henri Gérin-Lajoie, advocate and King's Counsel, Alexandre Gérin-Lajoie, Harry Budyk, advocates, Joseph Emile Côté, accountant, Montreal ; Paul Lacoste, advocate and King's Counsel, of the city of Outremont, for the following purposes :

To carry on the business of a real estate and land company, and a real estate agency, and to act as a real estate owners, brokers, valuators and auctioneers and as financial, insurance and commission agents generally, with power to acquire, buy, hold, own, hire, maintain, control, manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve, cultivate, let and otherwise deal in and dispose of real estate and real property, buildings and immoveables or any equity, interest and right therein or balance of price thereof, or any equities therein and all other kinds of property and chattels, and to that end apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development and preparation for occupation and settlement of the said real estate, lands, buildings, immoveables, equity, interests, rights or balances of price in such manner as may be most convenient for the due carrying on of the business of the company ;

To construct dwelling-houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ; to rebuild, alter or improve existing buildings or works thereon, to subdivide, improve or develop lands for the purpose of sale or otherwise, and to do and perform all things lawful and needful for the development and improvement of the same ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To manufacture and sell builder's and contractor's supplies of all kinds including patented and other materials of every description and to carry on the business of general contractor's and dealers in merchandise ;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer or otherwise dispose of, deal in bonds or debentures, stocks or other securities of any government or municipal or school scorporation or any bank or of any other duly incorporated company or companies, corporation or corporations ; and to pay for the same either in cash, or in the shares, bonds, debentures, or other securities of this company ; and to hold, sell, vote or otherwise deal in the shares, bonds, debentures, or other secu-

Aussi détenir, vendre, voter sur icelles, ou autrement disposer des actions, obligations, débentures ou autres valeurs ainsi achetées, garantir le remboursement du capital ou le service des dividendes et intérêts sur lesdites actions, obligations, débentures ou autres valeurs ;

rities so purchased, and to guarantee payment of the principal of or dividends and interest on said shares, bonds, debentures or other securities ;

Aider à promouvoir, organiser, développer, administrer aucune corporation ou compagnie, prélever et aider à prélever de l'argent, aider par boni, prêt, promesse, endossement, garantie, ou autrement, aucune corporation dans le capital-action de laquelle la compagnie a des parts ou avec laquelle elle sera en relations d'affaires ;

To assist in the promotion organization, development or management of any corporation or company and to raise and assist in raisong money for and to aid by way of bnus, loan, promise, endorsement, guarantee, or otherwise any corporation in the capital stock of which the company hold shares or with which it may have business relations ;

Transiger et se livrer aux affaires d'une agence générale de finances et de courtage, agir aussi en qualité d'agents et courtiers de placement, prêt, paiement, transmission et perception de deniers, de transfert et enregistrement d'obligations, débentures, actions ou autres valeurs, d'achat de vente et d'amélioration, de développement et administration d'aucune propriété, affaire ou entreprise, de gestion, contrôle ou direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations ;

To transact and carry on a general financial agency and brokerage business, and to act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money for the transfer, and recording of bonds, debentures, shares or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of any property, bysiness or undertaking and the management, control, or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations ;

Agir comme agents, pour d'autres personnes, dans le placement de deniers, ou l'exercice d'aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

To act as agents for others in the investment of funds for the carrying out of any business which this company is authorized to carry on ;

Solliciter, acheter, adopter, enregistrer ou autrement acquérir des patentes, marques et noms de commerce, dessins, imprimés, étiquettes, brevets d'invention, octrois, licences, baux, concessions et privilèges semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif, aussi des formules, procédés, inventions, patentes ou autres choses, et aucun renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra susceptible de profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi les payer en argent, en actions, ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, et utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis ;

To apply for, purchase, adopt, register or otherwise acquire any patents, trade-marks, tradenames, designs, prints, labels, brevets d'invention, grants, licenses, leases, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right, and any formulæ and processes and any inventions, patents or otherwise, and any information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to pay for the same in cash, shares, or other securities of the company or other, wise, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie estimera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce ou les objets de la compagnie, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucuns des biens ou droits de la corporation, ou de les rendre profitables ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, franchises, de l'entreprise de la compagnie, et de son actif, moyennant le prix que la corporation croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertaking of the company, the assets thereof or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company ;

Conclure aucuns arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre avec aucune personne, société ou corporation exerçant, se livrant à sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation, aussi les vendre, les détenir, émettre ou réémettre avec ou sans garantie quant au capital et aux intérêts, et autrement les négocier ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or corporation carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, issue or re-issue the same, with or without guarantee of principal and interest, and otherwise deal in the same ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, en avoir l'exercice et la jouissance, en son nom propre ou au nom des personnes, sociétés ou compagnies auxquelles il est ci-après référé, après

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, exercise and enjoy in its own name or in the names of the persons, firms, company or companies, hereinafter referred to, if thereunto duly

valable autorisation, de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits, pouvoirs et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant, constituée pour exercer aucun commerce entièrement ou partiellement semblable à celui que la présente corporation est autorisée à exercer, et payer ces biens, franchises, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges, en tout ou en partie en argent, en tout ou en partie avec des actions corporatives, ou autrement, et assumer le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et spécialement les actions, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de la présente corporation ;

Emettre des actions libérées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partie d'aucuns biens ou droits qui pourront être acquis, ou, avec l'assentiment des actionnaires, des services rendus, d'ouvrage fait pour la compagnie en paiement ou en satisfaction des dettes ou obligations de la corporation ;

Faire enregistrer, désigner ou autrement reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner et nommer les personnes qui agiront comme procureurs ou représentants de la présente corporation, avec plein pourvoir de la représenter dans toutes affaires, selon les lois de ce pays étranger,, et de recevoir signification, pour ou au nom de la présente compagnie, d'aucune procédure ou action, sous le nom de "Lachine Realties, Limited", avec un fonds social de quatre-vingt-dix mille piastres ($90,000.00), divisé en neuf cents (900) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de février 1920.

Le secrétaire de la province,
827—9-2 C.-J. SIMARD.

authorized, all or any of the property, franchises, good-will, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchise, good-will, rights, powers and privileges wholly or partly in cash or wholly or partly in paid-up shares of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets and liabilities of this company ;

To issue paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by, or with the approval of the shareholders, for any services rendered or for any work done for the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

To procure the company to be registered, designated or otherwise recognized in any foreign country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of this company with full power to represent in all matters according to the laws of such foreign country and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit, under the name of "Lachine Realties, Limited", with a capital stock of ninety thousand dollars ($90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montral, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
828—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Boys Cletling Cempany, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1920, constituant en corporation Solon Eliasoph, John MacNaughton, Nathan Solomon, avocats ; Joseph Alphonse Ribaud, notaire et Michael Léon Brown, courtier d'assurances, pour les fins suivantes :
ivantes :

Exercer le négoce et le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, agents, marchands en gros et au détail de toutes les espèces de vêtements, fourrures, chapeaux, modes, chaussures, lainages, épiceries, produits chimiques, métaux, ainsi que de tous les articles de commerce semblables ou de même nature ;

Acquérir par achat, bail, concession ou autrement, des plantations, manufactures, franchises, aussi les exploiter et développer ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ériger, construire, entretenir, exploiter, améliorer, et trafiquer des biens-fonds, moulins, fabriques, entrepôts, bâtisses, logements ouvriers, ou autres immeubles et structures de toute description, utiliser et employer aucuns terrains de la compagnie pour en faire des chemins, des immeubles et d'autres commodités, et généralement disposer de terrains et propriétés et les améliorer;

"Canadian Boys Clothing Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Leiutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh February, 1920, incorporating : Solon Eliasoph, John MacNaughton, Nathan Solomon, advocates ; Joseph Alphonse Bibaud, notary, and Michael Leon Brown, insurance broker, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business of manufacturers, importers, exporters, agents and wholesale and retail dealers in all kinds of garnments, furs, hats, millinery, boots and shoes, woollens, groceries, chemicals, metals and all and any articles of commerce of a similar or other nautre ;

To acquire by purchase, lease, concession or otherwise plantations, factories, franchises, and to work and develop the same ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, maintain, operate, improve, and deal in real estate, mills, factories, storehouses buildings, houses for employees, or others, and work of every description, and to convert and appropriate any lands of the company for roads, buildings, and other conveniences, and generally to deal with and improve land and property;

Acquérir par achat, bail ou autrement, exploiter des magasins, vendre aucun des produits de la compagnie, ou des produits de même nature ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements et d'autres instruments négociables ;

Emettre des récépissés, négociables ou autres, pour marchandises emmagasinées par la compagnie ; prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune personne, société ou compagnie avec laquelle la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires ;

Souscrire, assumer, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir, négocier et convertir des parts, actions, obligations de toutes sortes, des compagnies avec lesquelles transige la présente corporation ;

Faire société ou d'autres arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, ou la coopération avec aucune personne ou société, organiser, aider à organiser, former ou promouvoir des compagnies, syndicats ou autres sociétés de toutes catégories, aux fins d'acquérir et assumer aucune propriété de la compagnie, de réaliser ses objets, ou pour aucune autre fin que peut la présente corporation avantageusement poursuivre ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou autrement faire valoir des concessions, droits, privilèges, marques de commerce, patentes, permis et franchises convenant ou appropriées au commerce de la corporation ;

Acquérir aucune entreprise ou affaire entièrement ou partiellement semblable à celui de la compagnie, avec l'installation, le fonds de commerce, l'achalandage, les marques de commerce, les valeurs et franchises de toutes espèces, exercer aussi aucun autre commerce qui peut être convenablement exercé en rapport avec aucun des objets précités, et les payer en argent, en actions, avec du capital de la compagnie, ou autrement ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales ou autres, aucun arrangement qui paraîtra approprié aux objets de la compagnie, obtenir aussi de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, vendre, céder, transférer, trafiquer, faire commerce d'effets, denrées marchandises et biens de toute catégorie et description ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, du capital ou des obligations de la présente corporation ou d'aucune autre ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, fiduciaires ou en une autre, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à l'accomplissement des objets précités ;

Rémunérer par paiement en argent, et, avec l'assentiment des actionnaires, en actions ou en parts, ou d'aucune autre manière, aucune personne, firme ou corporation, pour services rendus ou à être rendus, en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou garantissant la souscription d'aucune des actions de la compagnie, d'aucunes

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to operate stores, to sell any of the products of the company or products of a similar nature ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments ;

To issue receipts, negotiable or otherwise for merchandise stored with the company ; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company with which the company may have business relations ;

To subscribe for, to undertake, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares, and securities of all kinds, of companies with which this company may have business relations ;

To enter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interests, or co-operation with any person or firm, and to promote, aid in promoting, form or organize companies, syndicates, or other partnerships of all kinds for the purposes of acquiring and undertaking any property of this company or of advancing the objects thereof or for any other purposes which may be expedient to this company to enter into ;

To purchase, lease otherwise acquire, to hold, own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account, concessions, rights, privileges, trademarks, patents, permits,and franchises, suitable or convenient for the business of the company ;

To acquire any undertaking or business similar in whole or in part to that of the company together with the plant, stock in trade, good-will, trademarks, assets and franchises of all kinds, and to carry on any other business which may conveniently be carried on in connection with any of the above objects, and to pay for the same in cash, shares or stock of the company, or otherwise ;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from such authroities any rights, privileges and concessions, which the company may think advisable to obtain any carry out, exercise and comply with any such arrangement, rights, privleges, and concessions ;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, use, own, sell, assign, transfer, trade, deal in goods, wares and merchandise and property of every class and description ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, stock or securites of this or any other company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To remunerate by payment in cash, and, with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner any person, firms, or corporation, for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company, or any other securities of the

autres valeurs de la corporation, à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Les susdits objets, pouvoirs ou fins de la compagnie seront réputés distincts et indépendants les uns des autres, la compagnie pouvant poursuivre ou réaliser une ou plusieurs de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera limitée dans son sens général ou autrement interprêtée en fonction d'aucune autre clause de ces objets, pouvoirs ou fins, sous le nom de "Canadian Boys Clothing Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
825—9-2 C.-J. SIMARD.

" The Liberty Amusements, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de février 1920, constituant en corporation: Norman Hugh McCallum, Wilfrid-J. Marchand, comptables ; Haralampos V. Koutsogianopoulos *alias* Harry Pulos, George Cladianos, marchands, tous quatre des cité et district de Montréal, et George C. Spiliotopoulos, marchand, de la cité de Westmount, district de Montréal, dans les buts suivants :

Produire, posséder, acheter, présenter et autoriser d'autres personnes à produire et présenter des pièces de théâtre, d'opéra, des actes de vaudeville, des vues animées et autres genres de récréations et amusements présentés dans les théâtres, salles d'opéra, salles de vues animées et autres lieux de récréations et d'amusements;

Acheter, acquérir et changer, recevoir, louer, sous-louer, posséder, produire, faire, préparer, fabriquer, confectionner, organiser, vendre, céder, transporter des pièces dramatiques et d'opéras enrégistrées et non enrégistrées, des pellicules de vues animées et parlantes et toutes pellicules et décorations scéniques et tous appareils, brevetés ou non brevetés, qui peuvent être employés en rapport avec les théâtres, salles d'opéra, salles de vues animées et autres lieux de récréations et d'amusements ;

Construire, posséder, louer ou autrement acquérir et posséder des théâtres, des salles de représentations, des salles de concerts, des édifices pour bureaux et autres lieux ou pièces de thâétres, d'opéra, de vaudeville, de vues animées et autres genres de récréations ou d'amusements qui peuvent être présentés ou telles représentations ou autres affaires qui peuvent être exploités ; et dans lesdits théâtres ou autres lieux ou ailleurs, donner des représentations publiques, privées de toutes sortes et exploiter des salles de rafraîchissements et faire les affaires de pourvoyeurs pour lieux de récréations ou d'amusements en général ;

Acquérir les affaires et les établissements ou tous autres biens et clientèle de toures ou aucune autre entreprise ou propriété théâtrale qui seront jugés les plus convenables d'acquérir ;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions dans toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de la compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie ;

company, or in the formation or promotion of the company or in the conduct of the business ;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes, without regard to the others of them, and no c..use shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes, under the name of "Canadian Boys Clothing Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,-000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1920.

C. J. SIMARD,
826—9-2 Assistant Provincial Secretary.

" The Liberty Amusements, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1920, incorporating MM. Norman Hugh McCallum, Wilfrid-J. Marchand, accoutants ; Haralampos V. Koutsogianopoulos *alias* Harry Pulos, George Cladianos, merchants, all four of the city and district of Montreal, and George C. Spiliotopoulos, merchant, of the city of Westmount, district of Montreal, for the following purposes :

To produce, hold, purchase, present and authorize other persons to produce and present theatrical and opera performances, vaudeville acts, moving picture shows and other kinds of recreation and amusement presented in theatres, opera houses, moving picture halls and other places of recreation and amusement ;

To purchase, acquire and change, receive, lease, sublet, hold, produce, make, prepare, manufacture, execute, organize, sell, convey, transport registered or unregistered dramatic plays and operas, moving picture and phonetic films and any films and scenic decorations and any apparatus patented or otherwise that may be employed in connection with theatres, opera houses, moving picture halls and other places of recreation and amusement ;

To construct, hold, lease or otherwise acquire and own theatres, playhouses, concert halls, structures for offices and other places or apartments for theatres, opera, vaudeville, moving pictures and other kinds of recreation or amusement that may be presented or such performances or other things that may be exploited, and in the said theatres or other places or elsewhere give public and private performances of all kinds and operate refreshment rooms and carry on the business of purveyors for places of recreation or amusement in general ;

To acquire the business and establishments or any other property and goodwill of all or any other theatrical undertaking or property that may be deemed the most suitable to acquire ;

To sell or otherwise acquire and hold shares in any other companies having objects in whole or in part similar to the objects of the company or exercising any business susceptible of being conducted in a manner to directly or indirectly benefit the company ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens réels ou personnels et tous droits convenables pour les fins de son commerce et en particulier pour toute machinerie, matériel et fonds de commerce ;

Acquérir, acheter, posséder et payer par parts acquittées de la compagnie, les avantages, intérêts, droits que possédaient, pour un terme de 21 ans, en vertu d'un acte intitulé : Bail et promesse de vente en date du 9 mars 1917, enrégistré le 16 mai 1917, au bureau d'enrégistrement d'Hochelaga & Jacques-Cartier, Montréal, No 341978 et consenti devant Me R. Faribault, N. P., sous le No 5529 de ses minutes. George Cladianos, Haralampos V. Koutsogianopoulos *alias* Harry Pulos et Samuel N. Holman, et que possèdent actuellement, pour encore un terme de 18 ans à venir, lesdits Haralampos V. Koutsogianopoulos *alias* Harry Pulos et Geo. Cladianos en vertu de l'acte susdit, et George C. Spiliotopoulos en vertu d'un acte intitulé : Vente et transport en date du 13 juillet, enrégistré le 19 juillet de la même année, au bureau d'enrégistrement d'Hochelaga & Jacques-Cartier, Montréal, sous le No 345383, consenti devant le notaire susdit sous le No. 5689 de ses minutes, aux conditions y mentionnées, et ce, quant à l'occupation de partie des immeubles ci-après décrits :

1. Un lot de terre connu et désigné comme étant le demi Nord-Ouest du lot No 13 de la subdivision officielle du lot No 14 de la subdivision officielle du lot originaire No 12 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis (½ n.-o. du 12-14-13), avec bâtisses dessus érigées et portant les Nos civiques 2470 et 2472 de l'avenue du Parc, Montréal ;

2. Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 14 de la subdivision officielle du lot No 14 de la subdivision officielle du lot originaire No 12, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis (12-14-14), avec bâtisses dessus érigée portant les Nos civiques 2476 à 2484 de l'avenue du Parc, Montréal.

3. Un lot de terre connu et désigné comme étant la partie non subdivisée du lot No 15 de la subdivision officielle du lot No 14 de la subdivision officielle du lot originaire No 12 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la coté Saint-Louis (partie non subdivisée de 12-14-15), avec bâtisses dessus érigées et portant les Nos civiques 2488 à 2490 de l'avenue du Parc, Montréal ;

4. Un lot de terre connu et désigné comme étant les Nos 1 et 2 de la subdivision officielle du lot No 15 de la subdivision officielle du lot No 14 de lasubdivision officielle du lot originaire No 12 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis (12-14-15-1 et 2), avec bâtisses dessus érigées portant les Nos civiques 2494 à 2498 de l'avenue du Parc, Montréal ;

Prendre tels moyens de faire connaître les produits de la compagnie, les pellicules qu'elle aura produites, qui sembleront convenables et en particulier d'annoncer dans les journaux et par circulaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transportables ;

Vendre ou disposer de l'entreprise pour telles considérations que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toutes autres compagnies ayant des

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any real or personal property and any rights suitable for the purposes of its business and in particular for any machinery material and stock in trade ;

To acquire, purchase, hold and pay for with paid up shares of the company, the advantages, interests, rights that owned, for a term of 21 years, in virtue of a deed entitled :

Lease and promise of sale dated the 9th March, 117, registered on the 1t6h May, 1917, at the registry office of Hochelaga & Jacques-Cartier, Montreal, No. 341978, and executed before Me. R. Faribault, N. P., under the No. 5529 of his minutes, George Cladianos, Haralampos V. Koutsogianopoulos *alias* Harry Pulos and Samuel N. Holman, and that actually own, for still a term of 18 years to come, the said Haralampos V. Koutsogianopoulos *alias* Harry Pulos and Geo. Cladianos in virtue of the aforesaid deed, and George C. Spiliotopoulos in virtue of a deed entitled : Sale and transfer dated the 13th July, registered on the 19th July of the same year, at the registry office of Hochelaga & Jacques-Cartier, Montreal, under the No. 345383, executed before the aforesaid notary under the No. 5689 of his minutes, on the conditions mentioned therein, and such as to the occupation of part of the immoveables hereinafter described :

1. A lot of land known and designated as being the northwest half of the lot No. 13 of the official subdivision of the lot No. 14 of the official subdivision of the primitive lot No. 12 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis (½ n. w. of 12-14-13), with buildings thereon erected and bearing the civic Nos. 2470 and 2472 of Park avenue, Montreal ;

2. A lot of land known and designated as being the lot No. 14 of the official subdivision of the lot No. 14 of the official subdivision of the primitive lot No. 12 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis (12-14-14), with buildings thereon erected bearing the civic Nos. 2476 to 2484 of Park avenue, Montreal ;

3. A lot of land known and designated as being the non subdivided part of the lot No. 15 of the official subdivision of the lot No. 14 of the official subdivision of the primitive lot No. 12 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, (non subdivided part of 12-14-15), with buildings thereon erected and bearing the civic Nos. 2488 to 2490 of Park avenue, Montreal ;

4. A lot of land known and designated as being the Nos. 1 and 2 of the official subdivision of the lot No. 15 of the official subdivision of the lot No. 14 of the official subdiviison of the primitive lot No. 12 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis (12-14-15-1 and 2), with buildings thereon erected bearing the civic Nos. 2494 to 2498 of Park avenue, Montreal ;

To take such means of making known the products of the company, the films it may produce, that may seem suitable and in particular to advertise in the newspapers and by circulars ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable and transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking for such consideration as the company may deem fit and in particular for the shares, debentures or securities of any other companies having objects

objets en tout ou partie semblables à ceux de la compagnie ;

Faire des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toutes personnes ou compagnies faisant ou sur le point de faire un commerce ou genre d'affaires pour lequel ces compagnies se font autoriser, ou toutes affaires susceptibles d'être conduites de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement ; prêter de l'argent, garantir l'exécution des contrats ou autrement aider ces personnes et compagnies, prendre et autrement acquérir des actions et valeurs de ces compagnies, les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Prendre et autrement acquérir et détenir les actions dans aucune autre compagnie similaire, dans ses objets, à cette compagnie en tout ou en partie ou faisant des affaires susceptibles d'être conduites directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie ;

Emprunter, prélever ou se procurer les paiements d'argent de toute autre manière que la compagnie le jugera convenable et spécialement pour l'émission des débentures, obligations perpétuelles ou autrement, au débit de tous et chacun des biens de la compagnie, y compris le capital souscrit et non payé, racheter et payer ces valeurs ;

Rémunérer toutes personnes et compagnies pour services rendus ou à rendre dans la souscription, l'aide à la soucription ou à la garantie de souscription, d'aucune action du capital de la compagnie, d'aucune débenture ou autres valeurs de la compagnie, dans l'organisation ou à l'occasion de l'organisation de la compagnie ou dans la gestion de ses affsires, sous le nom de "The Liberty Amusements, Limited", avec un capital social de quatre-vingt-quinze mille piastres ($95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréql, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
793—9-2 C.-J. SIMARD.

in whole or in part similar to those of the company ;

To make arrangements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint risks, reciprocal concessions or otherwise with any persons or companies carrying on or about to carry on any undertaking or kind of business for which such companies shall be authorized or any business susceptible of being conducted in a manner to directly or indirectly benefit the company ; to loan money to, guarantee the execution of contracts or otherwise assist such persons and companies, take and otherwise acquire the shares and securities of said companies, sell, hold, reissue with or without guarantee or otherwise dispose of same ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To borrow, raise or obtain money in any other manner that the company may deem fit and especially by the issue of fixed debentures, bonds or otherwise, on the security of all and any of the property of the company including the subscribed and unpaid capital, redeem and pay such securities ;

To remunerate any person and companies for services rendered or to be rendered in the placing, assiting in placing, guaranteeing the placing of any share of the capital of the company, any debenture or other securities of the company, the organisation or about the organisation of the company or the management of its business, under the name of "The Liberty Amusements, Limited", with a capital stock of ninety five thousand dollars ($95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
794—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"Renaud Motor Supply, Limited-Compagnie Renaud d'Aocess ires d'Automobiles, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de février 1920, constituant en corporation : Alexandre Renaud, marchand, Joseph-Roasrio Paradis, imprimeur ; Telesphore St. Pierre, Raoul Bastien, comptables ; Eva Lebrun, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, échanger, posséder, détenir, bâtir, louer, céder à bail, échanger, manufacturer, rebâtir, réparer, faire le renflouage et le sauvetage, l'entretien, le négoce et le commece, disposer de, et agir généralement comme marchand en gros et au détail, comme négociants, fabricants, agents des manufacturiers, marchands à commission, agents, importateurs, exportateurs ou autrement faire le commerce et disposer de toutes les sortes d'automobiles de fabrication récente et ancienne, des cycles, bicycles, tricycles, des engins à la vapeur, au gaz, à la gazoline, à l'huile, à l'électricité, ainsi que toutes les sortes d'engins, moteurs, appareils électriques, des huiles, graisses,

"Renaud Motor Supply, Limited-Compagnie Renaud d'Access ires d'Automobiles, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1920, incorporating : Alexandre Renaud, merchant, Joseph Rosario Paradis, printer; Telesphore St. Pierre, Raoul Bastien, accountants Eva Lebrun, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To purchase, sell, exchange, hold, own, build, lease, convey by lease, exchange, manufacture, rebuild, repair, inflate and salvage, maintain, trade and deal in, dispose of and generally act as wholesale and retail merchants, dealers, manufacturers, manufacturers' agents, commission merchants, agents, importers, exporters or otherwise deal in and dispose of all kinds of automobiles of recent or older manufacture, cycles, bicycles, tricycles, steam, gas, gasoline, oil and electrical engines ll and akinds of engines, motors, electrical apparatus, oils, greases, tires, uniforms for chauffeurs, gloves, caps, overcoats, dresses, tools, repair necessaries, metal and wood equip-

pneus, uniformes de chauffeurs, des gants, chapeaux, paletots, robes, outils, nécessaires de réparation, outillages de métallrgie et de charpenterie, des machines, bouilloires, quincailleries de toute nature et description, de tous et de chacun des divers accessoires de moteurs, des accessoires sections, inventions, spécialités, articles et fournitures, servant dans la construction, la fabrication, l'altération, l'opération ou la réparation d'aucun des objets précités ;

Acquérir par achat, bail ou autrement détenir les propriétés mobilières et immobilières qui seront jugées nécessaires et indispensables aux fins de l'industrie de la corporation, y compris les bureaux, usines, magasins, entrepôts et les autres établissements, aussi les vendre, louer, aliéner, échanger ou remplacer ;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie de l'actif du commerce, de la propriété, des privilèges, contrats, droits, obligations et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie, que la présente corporation est autorisée à exercer ou aucune industrie semblable à icelle, ou qui possède des biens appropriés à ses fins, ou que la corporation pourra, en vertu des présentes, acheter, louer ou autrement acquérir, et payer ces acquisitions en actions, débentures, obligations ou valeurs corporatives ;

Louer, vendre, administrer, améliorer, développer, échanger, faire valoir, ou autrement aliéner ou disposer de la propriété et de l'actif de la corporation, ou d'aucune partie d'iceux, pour le prix que la compagnie trouvera convenable, y compris des actions, débentures ou valeurs d'aucune corporation, et distribuer lesdites parts en nature ou en valeur parmi les actionnaires de ladite compagnie ;

Annoncer, au moyen de prospectus, lettres ou autres annonces quelconques, les marchandises ou produits, en vente par d'autres corporations ou personnes ou sociétés quelconques, faisant un commerce semblable à celui de ladite compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, ainsi que toutes les industries qui se rattachent à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Renaud Motor Supply, Limited—Compagnie Renaud d'Accessoires d'Automobiles, Limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce qutorzième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

799—9-2 C.-J. SIMARD.

ment, machinery, boilers, hardware of every kind and description, all and any of the various motor parts, accessories, sections, inventions, specialties, articles and supplies used in the construction, manufacture, alteration, operation or reparation of any of the aforementioned objects ;

To acquire by purchase, lease or otherwise hold the moveable and immoveable property that may be deemed necessary and indispensable for the purposes of the business of the corporation, including the offices, workshops, stores, warehouses and other establishments, and sell, lease, alienate, exchange or replace same ;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any business that the present corporation is authorized to carry on or any similar business thereto, or that owns property suitable for its purposes, or that the corporation may in virtue hereof purchase, lease or otherwise acquire, and pay for such acquisitions with shares, debentures, bonds or corporative securities ;

To lease, sell, manage, improve, develop, exchange, turn to account or otherwise alienate or dispose of the property and assets of the corporation or any part of same for the price that the company may deem fit, including the shares, debentures or securities of any corporation, and distribute the said shares in kind or in value among the shareholders of the said company ;

To advertise, by way of prospectus, letters or other advertisements whatever, the merchandise or products for sale by other corporations or persons or firms whatever carrying on any similar business to that of the said company ;

To do all the acts, exercise all the powers and all the industries relating to the attainment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Renaud Motor Supply, Limited—Compagnie Renaud d'Accessoires d'Automobiles, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,

800—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Internationale d'Importation, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de février 1920, constituant en corporation : Joseph Miller, marchand, de Saint-Jérôme de Terrebonne ; Joseph-Royal Constantineau, manufacturier, de la cité de Montréal ; Antoine-Wilfrid Bisson, comptable, Lucien Paquet, fonctionnaire public et Anna-Marie Lavoie, sténographe, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail, de toutes marchandises, matières, et choses servant à l'alimentation et à la consommation, et en parti-

"La Compagnie Internationale d'Importation, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1920, incorporating : Joseph Miller, merchant, of Saint Jérôme de Terrebonne, Joseph Royal Constantineau, manufacturer, of the city of Montreal, Antoine-Wilfrid Bisson, accountant, Lucien Paquet, public officer, and Anna Marie Lavoie, stenographer, all three of the city of Quebec, for the following purposes :

To deal wholesale and retail in any merchandise, naterials and things used for food and consumption and in particular, but without restriction

culier, mais sans limitation à ces objets seulement, faire le commerce général, des vins, des liqueurs et de toutes boissons quelconques ; importer ou exporter tous produits relatifs à ces matières ;

Manufacturer capsules, boîtes et paniers, adopter des marques de commerce, obtenir des brevets d'invention, les faire enrégistrer, les vendre ou autrement en disposer ;

Acheter, vendre, acquérir ou louer toutes choses ou droits mobiliers ou immobiliers, terres, propriétés, machineries, instruments et entrepôts frigorifiques nécessaires aux fins dudit commerce ;

Acquérir, acheter, vendre en tout ou en partie, ou engager, donner en garantie, toutes licences brevets, franchises ou privilèges émanant de tous pouvoirs publics ou municipalités ;

Conclure tous arrangements de fusion, sociétés, co-opération, concessions mutuelles avec toute personne ou compagnie, exerçant ou sur le point d'exercer, ou formée en vue d'exercer tout commerce capable de profiter à la compagnie de quelque manière que ce soit, leur prêter de l'argent, garantir tous contrats ou engagements conclus de leur part ; acquérir leurs actions ou obligations, les détenir, vendre ou engager avec ou sans garantie, ou autrement contracter sur icelles ;

Satisfaire à toutes obligations, à toutes dettes ou à tous engagements de la compagnie, au moyen d'actions, d'obligations ou de débentures de la compagnie ;

Attribuer tout nombre d'action du capital de la compagnie, sous forme d'actions entièrement ou partiellement libérées à tous personnes en considération de services, faveurs ou autres motifs valables, échanger telles actions contre tous droits ou biens mobiliers ou immobiliers

Faire toutes autres choses se rapportant de quelque manière aux objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "La Compagnie Internationale d'Importation, Limitée", avec un capital social de cinquante mille piastres ($50,000.00), divisé en cinq cent (500) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

819—9-2 C.-J. SIMARD.

to such objects only, deal generally in wines, liquors and any beverages whatever, and import or export any products relative to such materials ;

To manufacture capsules, boxes and baskets, adopt trade marks, obtain patents of invention, register, sell or otherwise dispose of same ;

To purchase, sell, acquire or lease any moveable or immoveable things or rights, land, propertty, machinery, instruments and cold storage warehouses necessary for the purposes of the said business ;

To acquire, purchase, sell in whole or in part, or pledge, give as security any licenses, patents, franchises or privileges emanating from any public authorities or municipalities ;

To enter into any arrangements for fusion, partnership, cooperation, mutual concessions with any person or company carrying on or about to carry on, or formed with the purpose of exercising any business capable of benefiting the company in any manner whatever ; loan money to guarantee any contracts or engagements entered into on their part ; acquire their shares or bonds, hold, sell or pledge with or without guarantee or otherwise bargain on same ;

To settle any obligations, debts or liabilities of the company with shares, bonds or debentures of the company ;

To assign any number of shares of the capital stock of the company, under the form of fully or partially paid up shares, to any persons in consideration for services, favors or other valid motives, exchange such shares for any moveable or immoveable rights or property ;

To do anything else relating in any manner to the hereinabove mentioned objects, under the name of "La Compagnie Internationale d'Importation, Limitée", with a capital stock of fifty thousand dollars ($50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be at Québec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,

820—9-2 Assistant Provincial Secretary.

"Hotel Supply Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-e unième jour de février 1920, constituant en corporation: Horace Robert, gérant ; Georges Bélanger, assistant-gérant ; Elphège Marier, Henri Rainville, avocats, de la cité et du district de Montréal ; Delle Anne-Berthe Berthiaume, sténographe, de la cité de Verdun, district de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, vendre et faire le commerce des chevaux, du bétail, des moutons, des porcs ainsi que de tous autres animaux vivants et de tous produits manufacturés ou provenant de leurs carcasses, faire aussi le commerce du beurre, du fromage, du lard, saindou composé, saindou de cuisine, œufs, volaille, gibier, peaux, légumes, oléomargarine, et toutes les autres substances de même nature ;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer des peaux, du cuir, de la laine, du suif, savon, colle, huile, peinture, vernis, poudre à laver, graisse, engrais, ingrédients, pâtures, fourrages, paille, médecines, liniments, couvertures, selles, harna-

"Hotel Supply Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1920 incorporating : Horace Robert manager, Georges Bélanger, assistant manager, Elphège Marier, Henri Rainville, advocates, of the city and district of Montreal ; Miss Anne Berthe Berthiaume, stenographer, of the city of Verdun, district of Montreal, for the following purposes :

To buy, sell and deal in horses, cattle, sheep, hogs, and all other live stock and all products manufactured or produced from the carcasses of the same, and to deal in butter, cheese, lard, lard compound, cooking compound, eggs, poultry, game and hides, vegetables, oleomargarine, and all other substances of similar nature ;

To manufacture, buy, sell and deal in skins, leather, wool, tallow, soap, glue, oil, paint, varnish, washing powders, grease, fertilizers, dressings, feed, fodder, straw, medecines and liniments, blankets, saddles, harnesses, nails, horse-shoes,

chements, clous, fers à cheval, traîneaux, voitures, wagons ainsi que toutes les autres sortes de véhicules, de même aussi que tout ce qui dérive d'aucun des objets précités, en est fait, s'y rattache ou y est nécessaire ;

Agir en qualité d'agents, négociants ou manufacturiers de tout ce qui précède, aider, au moyen de prêt, endossement, garantie, coopération, cession réciproque ou risque mutuel, aucuns manufacturiers ou commerçants d'aucun des articles précités, aussi détenir, posséder, acquérir du capital, des obligations ou d'autres valeurs d'aucune compagnie, personne ou société exerçant aucun commerce semblable à celui de la présente corporation ;

Se livrer au commerce des trafiquants de bétail ainsi qu'à celui qui consiste à tenir un établissement où l'on vend le porc, la viande, le lard et les conserves, avec tous les pouvoirs qui s'y rattachent et y sont nécessaires ;

Acheter, accepter en paiement ou vendre des actions dans d'autres compagnies constituées en corporation ;

Tenir entrepôts et congélateurs pour leurs fins personnelles et l'usage public, avec droit d'émettre des récipissés d'entrepôts, percevoir loyers, commissions et souscriptions, et généralement de faire toutes choses pertinentes au commerce précité ;

Acquérir, louer, échanger, en tout ou en partie le fonds de commerce, les crédits, l'achalandage, les marques de commerce, d'autres droits et intérêts appartenant à des compagnies constituées, à des sociétés ou personnes ;

Emettre et répartir la totalité ou aucune partie des actions libérées du capital, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière, d'aucuns droits ou intérêts que la compagnie aura acquis ;

Vendre, louer, grever, céder et transférer la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits, franchises, de l'achalandage, du commerce ou la licence de la présente ou d'aucune autre compagnie, société ou personne exerçant un commerce semblable à celui de la présente corporation, et en paiement accepter du numéraire, des actions, obligations, débentures ou d'autres valeurs d'aucune telle compagnie ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, se rattachant au négoce principal de la compagnie, susceptible d'en accroître la valeur, ou de profiter de toute manière à la présente corporation ;

Emettre des actions libérées de la compagnie en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière, des services rendus ou à être rendus, sous le nom de "Hotel Supply Company, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille neuf cent piastres ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
823—9-2 ALEX. DESMEULES.

sleighs, carriages, carts and all other classes of vehicles, as well as everything that may be derived or produced from and, incidental to or necessary for any of the foregoing objects ;

To act as agents for, dealers in or manufacturers of any of the foregoing and to aid by loan, endorsement, guarantee, co-operation, reciprocal concession or joint adventure, any manufacturers of, or dealers in any of the foregoing and to hold, own or acquire, stock, bonds or other securities of any company, person or partnership, carrying on any business of a nature similar to this company ;

To carry on the business of live stock dealers and of a pork, meat, lard and produce packing establishment with all powers incidental thereto and necessary therefor ;

To buy, accept in payment or sell shares in other incorporated companies ;

To keep warehouses and cold storage plants for their own personal and public use, with the right to issue warehouse receipts and to collet rents, commissions and subscriptions and generally do all things relative to the above business ;

To acquire, lease and exchange in whole or in part, the stock in trade, credits, goodwill, trade marks and other rights and interests belonging to incorporated companies, firms or individuals ;

To issue and allot, in whole or in part, paid up shares of the capital stock, bonds or other securities of the company inpayment of any moveable or immoveable property and any rights or interest acquired by the company ;

To sell, lease, pledge, convey and transfer the whole or any part of the property, rights, franchise, goodwill, trade or license of this or any other company, any firm or individual carrying on a business similar to that of this company and in payment thereof to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any such company;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, incidental to the main business of the company, or calculated ro enhance the value thereof or benefit the present company in any manner ;

To issue paid up shares of the company in payment of any property moveable or immoveable services rendered or to be rendered, under the name of "Hotel Supply Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business, of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
824—9-2 Acting Assistant Provincial Secretary.

'Joncas, Malouin & Rousseau, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de février 1920, constituant en corporation: Paul Joncas, Paul Malouin, Théodore-

"Joncas Malouin & Rousseau, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1920, incorporating: M.M. Paul Joncas, Paul Malouin, Théodore-Eugène

Eugène Rousseau, tous trois ingénieurs civil ; Joseph-Alfred Careau, comptable et Antoine Crépin, marchand, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Agir généralement comme contracteurs pour tous travaux quelconques de bâtisses, constructions, aquedues, égouts, routes, rues et autres entreprises privées et publiques, et fournir des ingénieurs experts conformément à la loi ;

Faire préparer les plans, devis et estimations pour tous projets quelconques de chemins de fer, routes, ponts, canaux, construction maritime, développement d'industries et pour tous autres travaux précités ;

Faire faire rapport en qualité d'experts sur l'organisation, l'efficacité, le rendement, la valeur de toutes exploitations industrielles, limites à bois, mines, carrières, etc., se rapportant à quelconques des travaux précités ;

Faire le commerce de pierre, de sable, de ciment, de béton, de chaux, de brique, de pierre artificielle, d'asphalte, de bitume, de tuile, ou autres matériaux de construction, acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains ou tout intérêt sur iceux, acquérir, posséder, exploiter des carrières, sablières, fours à chaux, briqueteries, usines pour la fabrication ou pour la transformation d'aucuns des matériaux dont la compagnie est autorisée à faire le commerce ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner des machines à construire des routes, à creuser des carrières ainsi que des accessoires de toutes espèces ;

Vendre, louer, hypothéquer ou autrement aliéner des terrains, bâtisses, installations et autres propriétés de la compagnie ;

Acquérir par bail ou autrement et exploiter des limites à bois, vendre des scieries et généralement faire le commerce du bois ;

Acquérir, obtenir, posséder, exploiter à telles conditions jugées avantageuses, les contrats, franchises, droits, privilèges, de toutes corporation municipales ou autres et des autorités fédérales ou provinciales ;

Engager des ingénieurs, des gérants, commis et travailleurs ;

Emettre des actions acquittées, des obligations, des débentures en paiement des services rendus à la compagnie, soit par des membres ou officiers de la compagnie, soit par des tiers ;

Acheter, détenir et posséder le capital social des obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou de tout particulier exerçant quelque industrie que la compagnie est autorisées à exercer ;

Se joindre avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ayant des objets de mêmes natures que ceux ci-énumérés ;

Emettre des obligations, des débentures ou autres valeurs de la compagnie et engager et vendre telles obligations, debentures, ou valeurs à tels prix qui pourront être jugés à propos ;

Hypothéquer les propriétés immobilières de la compagnie, ou engager les propriétés mobilières, afin de garantir toutes telles obligations, débentures ou valeurs, ou tous montants empruntés pour les fins de la compagnie ; conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, le risque mutuel, la concession réciproque ou autres fins avec toute personne ou société exerçant une industrie susceptible d'être exercé par cette corporation et pouvant lui bénéficier, prêter des deniers à ces personnes ou corporations, les cautionner ou autrement les aider ;

Acquérir et utiliser à ses fins des marques de commerce, patentes, inventions, licences ou privilèges quelconques conférant des droits limités

Rousseau, all three civil engineers ; Joseph-Alfred Careau, accountant, and Antoine Crépin, merchant, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To act generally as contractors for any work whatever such as buildings, constructions, waterworks, sewers, roads, streets and other private and public undertakings, and supply expert engineers pursuant to law ;

To have plans, specifications and estimates prepared for any projects whatever such as railways, roads, bridges, canals, naval construction, development of industries and for any of the aforesaid works ;

To have a report made in the capacity of experts for the organization, efficacity, yield, value of any industrial operations, timber limits, mines, quarries, etc., relating to any of the aforesaid works ;

To deal in stone, sand, cement, concrete, rock, brick, artificial stone, asphalt, bitumen, title or other building materials, acquire by purchase, lease, exchange or otherwise any lands or interest in same, acquire, hold, exploit quarries, sandpits limekilns, brickyards, workshops for the manufacture or transformation of any of the materials which the company is authorized to deal in ;

To purchase, lease or otherwise acquire and sell or otherwise alienate machines for building roads, digging quarries and also accessories of every kind ;

To sell, lease, hypothecate or otherwise alienate lands, buildings, installations and other property of the company ;

To acquire by lease or otherwise and exploit timber limits, sell sawmills and generally deal in lumber ;

To acquire, obtain, hold, exploit on the conditions deemed fit the contracts, franchises, rights, privileges of any municipal corporations or other or of the federal or provincial authorities ;

To engage engineers, managers, clerks and laborers ;

To issue paid up shares, bonds, debentures in payment for services rendered to the company either by members or officers of the company or by third parties ;

To purchase, own and hold the capital stock bonds or other securities of any other company, corporation or of any individual carrying on any industry that the company is authorized to carry on ;

To unite with any other company or any other companies having objects of a similar nature to the aforementioned ;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge and sell such bonds, debentures or securities for such prices as may be deemed fit ;

To hypothecate the immoveable property of the company or pledge the moveable property so as to guarantee any such bonds, debentures or securities or any sums borrowed for the purposes of the company ; to enter into arrangements for the sharing of profits, union of interests, mutual risks, reciprocal concession or other purposes with any person or firm carrying on any business capable of being carried on by this corporation and able to benefit it ;

To loan money to such persons or corporations, go security for or otherwise assist them ;

To acquire and make use of for its purposes trade marks, patents, inventions, licenses or privileges whatever conferring any limited,

exclusifs ou non, ou des secrets ou renseignements dont l'acquisition pourrait lui être profitable et les exploiter ; à toutes fins que de droit ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus à l'occasion de la formation, de l'organisation de la compagnie ou de la vente de ses actions ;

Défrayer à même les fonds de la compagnie le coût de sa constitution et de son organisation ;

Les pouvoirs susdits ne seront ni limités ni restreints en conséquences des termes d'aucuns paragraphes particulier ou déductions quelconques, et les objets et pouvoirs précités seront distincts et indépendants les uns des autres. La corporation pourra poursuivre l'un ou de plusieurs de ses pouvoirs indépendamment des autres, sous le nom de "Joncas, Malouin & Rousseau, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

835—10-2 C.-J. SIMARD.

exclusive or non exclusive rights or any secret or information whose acquisition may benefit it and exploit same for all rightful purposes ;

To remunerate any person or company for services rendered about the formation, organization of the company or sale of its shares ;

To defray out of the funds of the company the cost of its incorporation and organization ;

The aforesaid powers shall neither be limited or restricted from the terms of any particular paragraph or deduction whatever, and the aforesaid objects and powers shall be distinct the one from the other. The corporation may pursue one or more of its powers independently from the others, under the name of "Joncas, Malouin & Rousseau, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,

836—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Coopérative des Boulangers, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de février 1920, constituant en corporation : Charles-Edouard Godin, Aristide Comtois, Adélard Labelle, Joseph Pominville et Damase Brouillette, boulangers, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie en gros et en détail de boulangers et de confiseurs, fabricants de biscuits et d'aliments cuits de tous genres que ce soit, ainsi que tous matériaux nécessaires à ce commerce, avec la faculté de faire des pains de farine de toutes grandeur ou formes, pourvu que ce soit suivant la loi ; Accepter, recevoir, acheter et posséder des effets mobiliers, des terrains, propriétés, ainsi que des biens meubles et immeubles, les donner, vendre, aliéner, céder et transmettre ; donner, accepter des obligations, et autres titres ou valeurs, pour le paiement ou pour la garantie du paiement de toutes sommes d'argent dues par ou à la compagnie, exercer tous les autres pouvoirs qui peuvent lui être nécessaires, pour l'accomplissement et l'exécution de ses obligations et de ses fonctions ;

Avoir le droit de faire, avoir et utiliser les éléments nécessaires à produire la lumière et la force motrice utile à sa propre exploitation et disposer de tout excédent d'icelles aux conditions déterminées par cette compagnie, dans le district de Montréal ;

Faire le commerce d'importation et d'exportation ;

Acquérir ou vendre tout brevet d'invention, amélioration ou procédés, marques de commerce, ou autre chose nécessaire et utile à la compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou partie du commerce d'aucune personne ou compagnie exerçant une industrie similaire à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Accepter, acquérir ou autrement détenir des actions dans d'autres compagnies semblables en tout ou en partie à la présente compagnie, et jugée propres à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

"La Coopérative des Boulangers, limités".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1920, incorporating : Charles-Edouard Godin, Aristide Comtois, Adélard Labelle, Joseph Pominville and Damase Brouillette, bakers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the wholesale and retail business of bakers and confectioners, manufacturers of biscuits and cooked foods of all kinds whatever, as well as all products necessary to the aforesaid business, with the faculty of baking loaves of all sizes or shapes, provided however it be according to law ;

To accept, receive, buy and own moveable effects, lands, property, as well as moveables and immoveables, give, sell, alienate, assign and transmit same ; to give, accept bonds and other titles or securities for the payment or the security of payment of all sums of money due by or to the company, exercise all other powers which may be necessary for the attainment and execution of its obligations and powers ;

To have the right to make, have and utilize the necessary elements for the production of light and motice power, useful for its own exploitation and to dispose of the surplus thereof on the conditions determined by this company in the district of Montreal ;

To carry on the business of importers and exporters ;

To acquire or sell any patents, improvements or processes, trade marks or other things necessary and suitable to the company ;

To buy or otherwise acquire and take over the whole or part of the business of any person or company carrying on a business similar to that which the present company is authorized to carry on ;

To accept, acquire or otherwise hold shares in other companies altogether or party similar to the present company and deemed suitable to directly or indirectly benefit the present company ;

Conclure des arrangements avec toutes municipalités, corporations ou personnes pouvant être utiles à tout objet de la présente compagnie ; obtenir de tels gouvernements ou autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera convenable d'obtenir ; exercer et se conformer à tel arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Acheter généralement, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles, droits ou privilèges, que la compagnie jugera nécessaire ou convenable aux opérations de son commerce et en particulier tous terrains, constructions, machineries, outillages et fonds de commerce ;

Construire, entretenir et modifier toute construction ou ouvrage nécessaire ou convenable aux objets de la compagnie ;

Emprunter des deniers et en garantir le paiement de la manière que la compagnie jugera convenable et en particulier émettre des débentures engageant tout ou partie des propriétés de la compagnie, racheter, libérer et payer ses garanties ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer, et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et tous instruments négociables et transférables ;

Vendre et disposer du tout ou partie de l'entreprise de la compagnie, pour telle compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures et obligations et valeurs d'aucune compagnie exerçant une industrie analogue à celle de la présente compagnie ou toute au re industrie ;

Prendre pour faire connaître les produits de la présente compagnie, les moyens qui sembleront convenables et spécialement annoncer dans les journaux, publier des livres et revues, octroyer des prix, récompenses et dons, etc., tenir des expositions ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou partie de la propriété des droits de la compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir toute action du capital de la compagnie ;

Ne pourront devenir membres de la compagnie que des membres d'une union ouvrière reconnue comme telle par le bureau de direction, sous le nom de "La Coopérative des Boulangers, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre ($1.00) chacune, pourvu qu'aucun actionnaire ne possède moins de cinq (5) actions .

a principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

851—10-2 C.-J. SIMARD.

To enter into arrangements with any municipalities, corporations or persons capable of being useful to any object of the present company ; to obtain from such governments or authorities any rights, privileges and concessions which the company may think fit to obtain ; to exercise and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To buy generally, take on lease or in exchange let or otherwise acquire any property, real or personal, rights, or privileges which the company may think necessary or suitable for its business operations and in particular any lands, constructions, machinery, equipment and stock in trade ;

To construct, maintain, and alter any construction or work necessary or suitable for the objects of the company ;

To borrow money and guarantee the payment thereof in the manner which the company may think fit and in particular to issue debentures bearing a lien on the whole or part of the property of the company, to redeem, release and pay off its securities ;

To draw, make, accept, endorse, discount, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and any negotiable and transferable instruments ;

To sell and dispose of the whole or part of the undertaking of the company for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures and bonds and securities of any company carrying on a business identical to that of the present company or any other business ;

To adopt for making known the products of the present company the means which may appear convenient and especially to advertise in the newspapers, publish books and reviews, grant prizes awards and gifts, etc., hold exhibitions ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, hypothecate, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or part of the property and rights of the company ;

To buy or otherwise acquire any share of the capital of the company ;

No one but members of a labor union recognized as such by the Board of Directors shall become members of the company, under the name of "La Coopérative des Boulangers, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each, provided that no shareholder shall hold less than five shares.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1920.

C.-J. SIMARD,

832—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Le Club des Italiens, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de février 1920, constituant en corporation : Antonio Di Lallo Pietro Fuoco commerçants de chaussures, Giorgio Liberty, commerçant de fruits, de la cité de Hull, P. Q., Antonio Berotto, barbier, Guzzo Francesco, épicier, de la cité d'Ottawa, P. Q., dans les buts suivants :

Procurer à ses membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit, et délassement

"Le Club des Italiens, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth February, 1920, incorporating : Antonio DiLallo, Pietro Fuoco, book and shoe dealers, Giorgio Liberty, fruit dealer, of the city of Hull, P.Q., Antonio Verotto, barber, Giezzo Francesco, grocer, of the city of Ottawa, Ont., for the following purposes ;

To procure its members means of recreation and education of the mind and relaxation of the

pour le corps, surtout pour ses membres de nationalité italienne ;

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie, et surtout les membres italiens ; se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages commodités et le confort d'un club ;

Exploiter des installations pour des salons de barbier, des salles de billard, de pool et de quilles, des dépôts de journaux et autres publications périodiques, des magasins de cigares, cigarettes, tabacs et de bonbons ;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de restaurateur y compris la vente de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques en conformité avec les lois de la province de Québec, de même aussi que des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages et obtenir, à ces fins, une licence de club ou toute autre licence qui sera jugée avantageuse pour les fins de l'entreprise ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles et immeubles nécessaires et requis pour atteindre l'objet de la compagnie, et disposer desdits biens de toute façon ; hypothéquer et affecter les immeubles de la compagnie et donner en gage ou nantissement les biens meubles de ladite compagnie ;

Acheter, louer, détenir et acquérir toute entreprise d'une nature semblable à celle que la compagnie se prppose d'exploiter ;

Acquérir et posséder des actions, bons et débentures de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie, et en disposer comme bon semblera à la compagnie ;

Souscrire, accepter, endosser et négocier toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables ;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l'émission de débentures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des immeubles de la compagnie ;

Garantir, cautionner et se porter responsable du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune autre corporation, société ou personne ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débentures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement des services rendus soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations ;

Adopter une constitution, faire et édicter des règlements, ordonnances et règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, pour l'administration et la régie, générale des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres pour autoriser les directeurs à s'objecter au transfert des actions de la corporation ; pourvu, cependant, que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie cette constitution, ces règlements, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable ;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrées, de redevances annuelles, d'autres contributions et cotisations pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec

body especailly for its members of Italian nationality ;

To organize, maintain and manage a club for the accomodation of the members of the company seed especially the Italian members ; to secure a club house and generally give to its all the privileges, advantages, commodities and confort of a club ;

To operate shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, news stand, cigar stores and confectioneries ;

To carry on the restaurant business generally in all its branches including the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, in conformity with the provisions of the Quebec License Law, and also the sale of aerated, mineral and artificial waters and other beverages, and obtain a club or any other license for such purpose that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange and alienate the necessary and required moveables and immoveables to attain the object of the company, and dispose of the said property in any manner ; to mortgage and encumber the immoveables of the company and pledge the moveables of the said company ;

To purchase, lease, hold and acquire any undertaking of a similar nature to that which the company intends to exploit ;

To acquire and own shares, bonds and debentures of any corporation carrying on the same kind of business as the present company and to dispose thereof as the company may think fit ;

To subscribe for, accept, endorse and negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments ;

To contract loans and assure the repayment of same in the manner determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing hypothecs on all or part of the immoveables of the company;

To guarantee, go security for and become liable for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts and other obligations of any kinds for any other corporation; firm or person ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in total or part payment for the purchase price of moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages that the company may lawfully acquire as also in payment for services rendered either in connection with the formation of the company or during the course of its operations ;

To adopt a constitution, make and enact by-laws, ordinances and rules not incompatible with the public laws of the Province of Quebec for the administration and internal management of the affairs and things of the corporation and of its members for the discipline, suspension and expulsion of its members, for authorizing the directors to object to the transfer of the shares of the corporation provided however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change, in whole or in part, such constitution, rules and ordinances, as the corporation may think fit ;

To collect admission fees, annual dues and other contributions and assesments for commodities and furnitures, the use of any of the club property with power to classify the members and

pouvoir d'établir différentes catégories de membres et déterminer leurs privilèges ;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant aux fins pour lesqueles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Le Club des Italiens, Limitée", avec un capital social de deux mille piastres ($2,000.00) divisé en cinq cents (500) actions de quatre piastres ($4.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatirème jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
863—10-2 C.-J. SIMARD.

determine thier privileges ;

To execute all the acts, exercise all the powers and carry out all the operations incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated under the name of "Le Club des Italiens, Limitée", with a capital stock of two thousand dollars ($2,000,000), divided into five hundred (500) shares of four dollars ($4.00) each

The principal place of business of the corporations, will be at Hull, in the district of Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twnety fourth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD.
864—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Drummondville Workmen's Realties Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de février 1920, constituant en corporation: Napoléon Garceau, Gaston Ringuet, avocats ; Walter A. Moisan, notaire public ; Alexandre Mercure, industriel ; Raoul Garceau, étudiant, tous de la ville de Drummondville, district d'Arthabaska, pour les fins suivantes :

Acquérir des terrains sur ou près des limites d'une municipalité dans la province, bâtir aussi sur ces terrains des habitations de dimension moyennes, pourvues d'améliorations appropriées, pour être louées à prix modérés, aux termes des dispositions de la loi 4 George V, chapitre 47, meubler des résidences confortables, sans encaisser de bénéfices supérieurs à ceux qu'autorise la présente législation, sous le nom de "Drummondville Workmen's Realties, Limited", avec un fonds social de soixante mille piastres ($60,000.00) divisé en six cents (600) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le principale place d'affaires de la corporation, sera à Drummondville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
867—10-2 ALEXANDRE DESMEULES.

"Drummondville Workmen's Realties, Limited."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1920, incroporating : Napoléon Garceau, Gaston Ringuet, attorneys ; Walter A. Moisan, notary public ; Alexandre Mercure, industrial ; Raoul Garceau, student, all of the town of Drummondville, district of Arthabaska, for the following purposes ;

To acquire lands in or near the boundaries of a municipality in the Province, and to build on such land dwelling-houses of reasonable dimensions, supplied with proper improvements and intended to be let at a moderate price, according to provisions of the Act 4 George V, chapter 47, to furnish confortable dwellings and not to make a profit greater than that allowed by this act, under the name of "Drummondville Workmen's Realties, Limited", with a capital stock of sixty thousand dollars ($60,000.00), divided into six hundred (600) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principalplace of the business of the corporation, will be at Drummondville, in the district of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincaial Secretary, this twenty seventh day of February, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
868—10-2 Acting Assistant Provincial Secretary.

La Compagnie "Lac Blanc", Ltée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de février 1920 constituant en corporation : Joseph-Armand Roch, marchand, Dame Philomène Piché, épouse de J.-A. Roch, Hervé Roch, avocat, G.-H. Lefebvre, employé de banque, tous d'Outremont et L.-H. Desjardins, marchand, Terrebonne, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie du bois et de la pierre à l'état brut, les préparer, fabriquer et manufacturer, et en faire le commerce d'importation et d'exportation en gros et en détail ;

Exercer l'industrie du charbon de bois et des sous-produits qui en proviennent et en faire le commerce en gros et en détail ;

Faire le défrichement et la culture des terres, l'élevage d'animaux domestiques ; exercer l'industrie laitière et faire tout ce qui a rapport à l'exploitation de fermes ; préparer, fabriquer et manufacturer les produits de la terre et leurs sous-produits et en faire le commerce en gros et en détail tant à l'état brut que préparé ou manufacturé ;

Exercé dans toutes ses variétés l'industrie des

La Compagnie "Lac Blanc", Ltée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1920, incorporating Joseph Armand Roch, merchant, Dame Philomène Piché, wife of J. A. Roch, Hervé Roch, advocate, G.-H. Lefebvre, bank employee, all of Outremont, and L. H. Desjardins, merchant, Terrebonne, for the following purposes :

To trade in wood and stone in the raw state, prepare, fabricate and manufacture same, carry on the business of wholesale and retail importers and exporters ;

To trade in charcoal and by-products thereof, and deal therein wholesale and retail ;

To clear and cultivate lands, breed domestic animals ; to carry on dairying and do everything incidental to farming ; to prepare, fabricate and manufacture farm produce and by-products thereof and deal therein wholesale and retail, in the raw state, or prepared or manufactured ;

To carry on in all its branches the animal,

huiles animales, végétales et minérales ainsi que leurs sous-produits ; préparer et fabriquer des engrais pour le bétail et des fertilisants, et en faire le commerce en gros et en détail ;

Opérer pour les fins desdites exploitations des moulins à scie, usines, fabriques, ateliers, nanufactures et des pouvoirs d'eau ; acquérir pour les fins de la compagnie par achat, louage, échange ou autre titre équivalent des limites à bois, des coupes de bois, des terres, carrières et pouvoirs d'eau, des établissements, ateliers, usines appareils machines et outillages, ainsi que des biens meubles ou immeubles et en disposer à quelque titre que ce soit ;

Acquérir à quelque titre que ce soit, prendre ou louer, vendre ou échanger des marques de commerce ou de fabrique, des brevets d'invention ou de découvertes, des formules, procédés et secrets de fabrication ;

Employer en tout ou en partie les fonds de la compagnie pour acquérir des actions d'autres compagnies, ou pour acquérir toute entreprise semblable ou similaire en totalité ou en partie à celle de la compagnie, ou pour acquérir l'actif, le matériel, les biens, privilèges, franchises, contrats, droits, clientèle ou achalandage, ou autres valeurs de toute corporation, société ou personne ayant des objets ou fins similaires, et se consolider ou s'amalgamer avec toute telle corporation, société ou personne ;

Payer pour toute acquisition de la compagnie à quelque titre que ce soit, ou pour services rendus et requis par elle, en deniers comptants, ou en actions libérées de la compagnie, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées de la compagnie ;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie ;

Emettre des bons, obligations, ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, obligation ou autres valeurs ne soient pas pour une somme moindre de $100.00 ;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, et tous emprunts faits pour les fins de la compagnie; émettre et donner des actions acquittées de la compagnie et non sujettes à appel pour le paiement de tels bons, obligations, emprunts ou autres valeurs de la compagnie ;

Emettre, signer, endosser ou accepter tout billet, traite, chèque, certificat d'action ou autres effets de commerce ou effets négociables, sous le nom de La Compagnie "Lac Blanc", Ltée" avec un capital social de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix(490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
861—10-2 C.-J. SIMARD.

vegetal and mineral oil business and the by-products thereof ; prepare and munfacture cattle feeds and fertilizers and deal therein wholesale and retail ;

To operate for the purposes of the aforesaid businesses saw-mills, plants factories, shops, manufactories and water-powers ; to acquire for the purposes of the company by purchase, lease, exchange or other equivalent title timber limits, permits to cut timber, lands, quarries and water-powers, establishments, shops, plants, apparatuses, machinery and equipment, together with moveables and immoveables and to dispose thereof under any title whatever ;

To acquire under any title whatever, take or lease, sell or exchange trade or manufacturing marks, patents, formulas, processes and secrets of manufacture ;

To employ in whole or in part the funds of the company to acquire shares in other companies or the acquisition of any undertaking altogether or partly similar to that of the company, or the acquisition of the assets, equipment, property, privileges, franchises, contracts, rights, goodwill and custom or other securities of any corporation, firm or person having similar objects or purposes and to consolidate or amalgamate with any such corporation, firm or person ;

To pay for any acquisition of the company under any title whatever or for services rendered or required by it in cash or in paid up shares of the company, or partly in cash and partly in paid up shares of the company ;

To barrow money upon the credit of the company ;

To issue bonds, debentures or other securites of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient provided that no such bonds, debentures or other securities be for a less sum than $100.00 ;

To hypothecate or pledge the immoveable property of the company or pledge its moveable property or do both to secure any such bonds, debentures or other securities and any money borrowed for the purposes of the company ; to issue and allot paid up and non-assessable shares of the company in payment of such bonds, debentures or other securities of the company ;

To issue, underwrite, endorse, or accept any notes, drafts, checks, share certificates or other commercial or negotiable instruments, under the name of "La Compagnie "Lac Blanc", Ltée", with a capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of the business of the corporation will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
862—10-2 Assistant Provincail Secretary.

" Cloughs, Limited ".

Avis est donné au puglic que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de février 1920, constituant en corporation : John Fraser, agent, Montréal ; George Hubert Green, agent Lennoxville ; Charles A Roy, comp-

" Cloughs, Limited ".

Puglic notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1920, incorporating : John Fraser, agent, Montreal ; George Hubert Green, agent, Lennoxville ; Cahrles A. Roy, accountant

table ; Edouard Leblanc, sténographe, Jos.-Henri Lemay, avocat, Sherbrooke, aux fins suivantes :

Exercer, en gros et au détail, le commerce de la farine, du fourrage, des grains, vivres et épiceries, et généralement faire tous les actes qui se rattachent à ce négoce ;

Transiger comme agents, manufacturiers, importateurs, exportateurs, producteurs, acheteurs et vendeurs de tous les articles dont on trafique dans ce commerce ;

Exploiter des moulins à moudre ainsi que toutes les autres sortes de moulins et machines nécessaires à transformer les produits de la ferme en farine, fourrages, vivres, tel que susdit ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, utiliser exploiter, céder, vendre, grever et aliéner, d'aucune manière quelconque, du terrain ainsi que des propriétés immobilières, des établissements, magasins, entrepots, les biens mobiliers et immobiliers qui pourraient être nécessaires ou utiles aux objets pour lesquels la présente corporation est constituée ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, le négoce, les propriétés mobilières et immobilières, l'actif, l'achalandage, les privilèges, contrats, l'entreprise, le commerce, en tout ou en partie, d'aucune compagnie, corporation ou de personnes exerçant un commerce semblable à celui pour lequel la présente compagnie est formée; et payer les choses susmentionnées en argent, obligations, débentures ou en actions de la présente compagnie ;

Accepter en paiement de dettes, des propriétés immobilières ou des obligations ; ou les accepter en garantie collatérale ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, des affaires, propriétés et entreprises de la compagnie, aux prix et conditions que ladite corporation croira à propos d'accepter :

Faire toutes les conventions relatives au partage des bénéfices de ladite compagnie ;

S'unir à aucune autre firme qui se livre au même genre d'affaires ;

Emprunter tous les montants que la compagnie jugera convenable d'emprunter, en aucun temps et chaque fois que le besoin s'en fera sentir, pour atteindre aux buts de ladite corporation, aux termes, conditions et pour les garanties que la compagnie jugera à propos de consentir ;

Signer, accepter, endosser et payer des billets promissoires, lettres de change, obligations, débentures, bons et tous autres instruments légaux négociables et transférables ;

Emettre et donner des actions libérées de la compagnie en paiement d'aucunes marchandises, propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie peut accquérir, ou donner ces actions pour services rendus à la compagnie et ouvrage fait pour elle ;

Généralement, exercer tous les pouvoirs nécessaires pour arriver aux fins et objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de " Cloughs, Limited", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres, ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Lennoxville, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la Province,
879—10-2 C.-J. SIMARD.

Edouard Leblanc, stenographer, Jos. Henri Lemay, advocate, Sherbrooke, for the following purposes :

To do business as wholesalers and retailers in flour, feed, grain, provisions and groceries, and generally to do all the acts pertaining to such trade ;

To do business as agents, manufacturers, importers, exporters, producers, buyers and sellers of all articles that may be included in such a trade ;

To operate grist mills and all other kinds of mills and machineries necessary to transform raw products of the farm into flour, feed, provisions as above said ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to utilize, to operate, cede, sell, mortgage and alienate in any way whatsœver land and immoveable properties establishments, stores, warehouses, moveable and immoveable properties which would be necessary or useful to the purposes for which this corporation is formed ;

To acquire by purchase, lease or otherwise the trade, moveable and immoveable properties, assets, good will, privileges, contracts, undertakings, the business in part or as a whole of any company, corporation or individuals doing a similar business as the one for which this company is formed ; and to pay for the above mentioned things in money, bonds, debentures or shares of this company ;

To accept as payment for debts, immoveable properties or obligations ; or to accept same as collateral security ;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or part of the trade, business, properties and undertakings of the company for the price and conditions that the said company may seem fit to accept ;

To do all agreements for the union, division of the profits, of said company ;

To unite with any other concern doing the same line of business ;

To borrow all the sums that the company may seem fit to borrow, in any time and as often as required, to fill the aims of said company, under the terms, conditions and guarantees that the company may seem fit to give ;

To make, accept, endorse and pay promissory notes, bills of exchange, obligations, debentures, bonds and all other legal instruments that can be negotiated and transferred ;

To issue and give paid off shares of the company, as payment of any goods, moveable or immoveable properties that the company may acquire, or to give such shares for services and work done for the company ;

In general, to exercise all the powers necessary to fill the aims and purposes for which this company is formed into a corporation, under the name of "Cloughs, Limited", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars ($99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Lennoxville, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
880—10-2 Assistant Provincial Secretary.

" Club Athlétique St-Arsène, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de février 1920, constituant en corporation: Dr Roch Despati, médecin ; Edmond Bélanger, contracteur ; Arthur Guyot, marchand ; Vital Fortin, opérateur ; Jos. Guibord, peintre, tous de Montréal, dans les buts suivants·

Encourager et promouvoir la culture physique parmi ses actionnaires et ses membres ;

Etablir, aménager, et exploiter des locaux, pour des fins d'instruction pour l'esprit, de récréation et de délassement pour le corps ;

Acquérir et posséder par voie d'achat ou autrement les biens immobiliers et mobiliers nécessaires à ces fins et les payer en actions acquittées de la compagnie ;

Vendre ou autrement aliéner ces biens immobiliers et mobiliers et en acquérir d'autres à leur place ;

Hypothéquer ses biens immeubles ;

Faire tous contrats, arrangements, transactions ou conventions quelconques pour l'acquisition par voie d'achat ou autrement de tous droits, franchises, pouvoirs et privilèges possédés par toute corporation ou association similaire et donner en paiement des actions acquittées de la présente compagnie ;

S'unir avec toute corporation créée pour des fins similaires ;

Donner des actions acquittées en paiement de tous services rendus à la compagnie ;

Faire tous les règlements nécessaires pour la régie du club et le gouvernement de ses membres, relativement au paiement et la confiscation des actions ainsi que pour toute matière concernant l'ordre, la discipline et le bon gouvernement du club ;

Obtenir et exploiter une licence de club, pour la vente des vins, bières, conformément aux dispositions de la loi des licences de la province de Québec, et ses amendements ;

En un mot faire tous actes de nature à atteindre les fins ci-dessus sous le nom de "Club Athlétique St. Arsène, limitée", avec un capital social de cinq mille piastres ($5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

881—10-2 C.-J. SIMARD.

" Club Athlétique St-Arsène, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1920, incorporating : Roch Despati, doctor of medicine ; Edmond Bélanger, contractor ; Arthur Guyot, merchant ; Vital Fortin, operator ; Jos. Guibord, painter, all of Montreal, for the following purposes :

To encourage and promote physical culture among its shareholders and members ;

To establish, furnish and operate premises for the education of the mind, the recreation and relaxation of the body ;

To acquire and own by way of purchase or otherwise the moveable and immoveable property necessary for the above purposes and to pay for same in paid up shares of the company ;

To sell or otherwise alienate such moveable and immoveable property and acquire other property in lieu of same ;

To hypothecate its immoveables ;

To enter into any contracts, arrangements, bargain or agreements whatever for the acquisition by way of purchaser or otherwise of any rights, franchises, powers and privileges held by any similar corporation or association and to give in payment therefor paid up shares of the present company ;

To amalgamate with any corporation created for similar purposes ;

To give paid up shares in payment of any services rendered to the company ;

To make all regulations necessary for the management of the club and the governing of its members respecting the payment and confiscation of shares as well as on any matter concerning order, discipline and proper management of the club ;

To obtain and exploit a club license for the sale of wine, beer pursuant to the provisions of the Quebec License Law and amendments thereto ;

Finally, to do all acts conducive to the attainment of the above purposes, under the name of "Club Athlétique St-Arsène, limitée", with a capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten ($10.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,

882—10-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

187-20.

Québec, 26 février 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul, dans le comté de Joliette, les lots Nos 383 à 421, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul, ainsi que partie du lot No 382, partie nord-ouest, comprenant toute la partie nord des concessions nord-est et sud-ouest du ruisseau Saint-Pierre, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Ruisseau Saint-Pierre. 765—9-2

Department of Public Instruction

187-20.

Quebec, 26th February, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Paul, in the county of Joliette, the lots Nos. 383 to 421, inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Patul, also a part of the lot No. 382, north west part, comprising all the north part of the northeast and southwest concessions of the Ruisseau Saint-Pierre, and to form of all this territory a distinct school municipality under the name of Ruisseau Saint-Pierre. 766—9-2

Département du trésor

Avis d'annulation de permis de société charitable.

Avis est par le présent donné que la "Cookshire Patriotic Association", une société charitable incorporée en vertu des dispositions de l'article 6896, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ayant décidé de discontinuer ses affaires par une résolution adoptée le huitième jour de janvier 1920, le permis et l'enregistrement accordés à la dite société ont été annulés en conséquence.

Donné conformément aux prescriptions de l'article 6950 des Statuts précités, ce vingt-septième jour de février 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 839—10-2

Avis d'annulation de permis de société charitable

Avis est par le présent donné que la "Great War Veterans Association (Montreal Branch)", une société charitable incorporée en vertu des dispositions de l'article 6896 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ayant décidé de discontinuer ses affaires en vertu d'une résolution adoptée le vingt-troisième jour de février 1920, le permis et l'enregistrement accordés à ladite société ont été annulés en conséquence.

Donné conformément aux prescriptions de l'article 6950 des Statuts précités, ce vingt-septième jour de février 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
841—10-2

Avis d'annulation de permis de société charitable

Avis est par le présent donné que la "Royal Highlanders C. E. F. Officers Association", une société charitable incorporée en vertu des dispositions de l'article 6896 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ayant décidé de discontinuer ses affaires en vertu d'une résolution adoptée le treizième jour de février 1920, le permis et l'enregistrement accordés à ladite société ont été annulés en conséquence.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts précités, ce vingt-septième jour de février 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
843—10-2

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Belœil, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir les applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger

Treasury Department

Notice of cancellation of license of a charitable Association.

Notice is hereby given that the "Cookshire Patriotic Association", a charitable association incorporated pursuant to the provisions of article 6896 of Revised Statutes of Quebec, 1909, having decided to discontinue its business by a resolution adopted the eighth day of January, 1920, the license and registration granted to the said association have been cancelled accordingly.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the aforesaid Statutes, this twenty seventh day of February, 1920.

F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 840—10-2

Notice of cancellation of license to a charitable Association.

Notice is hereby given that the 'Great War Veterans Association (Montreal Branch)", a charitable association incorporated in virtue of article 6896 of Revised Statutes of Quebec, 1909, having decided to distontinue its business by a resolution adopted the twenty third of February, 1920, the license and registration granted to the said association have been cancelled accordingly.

Given pursuant to the requirements of article 6950 of the aforesaid Statutes, this twenty seventh day of February, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F.-L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, P. Q.
842—10-2

Notice of cancellation of license to a charitable association.

Notice is hereby given that the "Royal Highlanders C. E. F. Officers Association", a charitable association incorporated in virtue of article 6896 of Revised Statutes of Quebec, 1909, having decided to discontinue its business by a resolution adopted the thirteenth day of February, 1920, the license and registration granted to the said association have been cancelled accordingly.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the aforesaid Statutes, this twenty seventh day of February, 1920.

For the treasurer of the Province of Quebec
F. L MONCK,
Superintendent of Insurance

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. P. Q.
844—10-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Belœil", has been established in conformity with articles 6886 and folowing, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to

toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu desdits articles dudit paragraphe, peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir : assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés), dans les limites du comté de Verchères, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce deuxième jour de mars 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 869—10-2

Avis est par le présent donné que "The Supreme Council of the Royal Arcanum", de Boston. Mass, a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurance vie le et après le premier jour de mars 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province de Québec, sont : Henry J. Elliott, Edifice Canada Life, Montréal, P.Q.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce deuxième jour de mars, 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 871—10-2

Avis est par le présent donné que "The Supreme Council of the Royal Arcanum", société de secours mutuels incorporée en vertu des lois de l'Etat de Massachusetts, des Etats-Unis, ayant obtenu un permis du département des assurances du Canada, sous le numéro 837 à l'effet de faire les opérations, dans la Puissance du Canada, d'assurance-vie, le permis numéro 23 émis par la branche des assurances du département du trésor de la province de Québec est en conséquence annulé à compter du premier jour de mars 1920.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce deuxième jour de mars 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 873—10-2

Avis est par le présent donné que "The Preferred Accident Insurance Company of New York", de New York, N. Y., a été enregistrée pour faire les affaires dans la province de Québec d'assurance des automobiles et d'assurance contre l'accident et la maladie le et après le troisième jour de mars 1920.

Le nom et l'adresse du pricipal agent pour la province de Québec sont Arthur McBain, Edifice Lewis, Montreal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce troisième jour de mars 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances, P. Q.,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 911—10-2

---

transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the inspector, namely : mutual insurance against fire and lightning on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial or on buildings used for commercial or manufacturing purposes or extra-hasardous), within the limits of the county of Verchères, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this second day of March, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
870—10-2 Superintendent of Insurance, P.Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

Notice is hereby given that "The Supreme Council of the Royal Arcanum", of Boston, Mass, has been registered to transact within the Province of Quebec, the business of Life Insurance on and after the first day of March, 1920.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are : Henry J. Elliott, Canda Life Bld'g., Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this Second day of March, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P.Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec 872—10-2

Notice is hereby given that "The Supreme Council of the Royal Arcanum", a mutual benefit association incorporated in virtue of the laws of the State of Massachusetts, U.S.A., having been licensed by the Insurance Department of Canada, under number 837, for the purpose of transacting within Canada the business of Life Insurance, the license number 23 issued by the Insurance Branch of the Treasury Department of the Province of Quebec, has been, therefore, cancelled from the first day of March, 1920.

Given purusant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this second day of March, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P.Q.

Insurance Branch,
Treasury department, Quebec. 874—10-2

Notice is hereby given that "The Preferred Accident Insurance Company of New York", of New York, N. Y., has been registered to transact within the Province of Quebec the business of automobile insurance, accident insurance and sickness insurance on and after the third day of March, 1920.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are : Arthur McBean, Lewis building, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., this third day of March, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 912—10-2

Avis est par le présent donné que "The Ladies' Catholic Benevolent Association", société de secours mutuels incorporée en vertu des lois de l'état de Pennsylvania, des Etats-Unis, ayant obtenu un permis du département des assurances du Canada, sous le numéro 835 à l'effet de faire les opérations, dans la puissance du Canada, d'assurance-vie; le permis numéro 42 émis par la branche des assurances du département du trésor de la province de Québec, est en conséquence annulé à compter du deuxième jour de février 1920.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour de février 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 779—9-2

Notice is hereby given that "The Ladies' Catholic Benevolent Association", a mutual benefit association incorporated in virtue of the laws of the State of Pennsylvania, U. S. A., having been lisenced by the Insurance Department of Canada, under number 835 for the purpose of transacting within Canada the business of life insurance; the license number 42, issued by the Insurance Branch of the Treasury Department of the Province of Quebec has been, therefore, cancelled from the second day of February, 1920.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty-fourth day of February, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P. Q. Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 780—9-2

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société d'horticulture a été constituée dans le comté de Jacques-Cartier, en vertu des articles 1944 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, sous le nom de "Sainte-Anne de Bellevue Horticultural Society.

Daté à Québec, ce 3ième jour du mois de mars 1920.

Le ministre de l'agriculture,
913 JOS.-ED CARON

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a horticultural Society has been constituted in the county of Jacques-Cartier, under articles 1944 and following of the Quebec Revised Statutes, 1909, under the nameof"SainteAnne-de-Bellevue Horticultural Society".

Dated at Quebec, this 3rd day of the month of March, 1920.

JOS. ED CARON,
914 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3712. Dame Malvina-Azilda-Adrienne Brochu, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Elias Tabah, marchand, du même lieu, demanderesse ; vs Elias Tabah, marchand, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12ième jour de février 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
BROSSARD, FOREST, LALONDE & COFFIN.
Montréal, 27 février 1920. 845—10-5

Province de Québec, district de Mont éal, Cour supérieure, No 3889. Dame Freeda Leibovitch, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de George Herscovitch, du même lieu, tailleur, demanderesse ; vs ledit George Herscovitch, de la cité et du district de Montréal, tailleur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur aux présentes.

Les procureurs de la demanderesse,
WEINFIELD, SPERBER & LEVINE.
Montréal, 2 mars 1920. 931—10-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 923. Dame Angèle Pidoux, épouse commune en biens de Georges Dallaire, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, deman-

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3712. Dame Malvina Azilda Adrienne Brochu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Elias Tabah, merchant, of the same place, plaintiff ; vs Elias Tabah, merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 12th of February, 1920.

BROSSARD, FOREST, LALONDE & COFFIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th February, 1920. 846—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3889. Dame Freeda Leibovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George Herscovitch, of the same place, tailor, plaintiff ; vs the said George Herscovitch, of the city and district of Montreal, tailor, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant herein.

WEINFIELD, SPERBER & LEVINE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd March, 1920. 932—10-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 923. Dame Angèle Pidoux, wife common as to property of Georges Dallaire, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice* for the purposes hereof,

deresse ; vs Georges Dallaire, chauffeur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens dans cette cause a été prise par la demanderesse contre le défendeur le 23 janvier 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
LAVERY & DEMERS.

Montréal, 3 mars 1920. 933—10-5

Cour supérieure, district de Hull, No 5053, Dame Aline Schnubb, de Sainte-Cécile-de-Masham, épouse commune en biens de Jérémie Brazeau, dûment autorisée à ester en justice ; vs. le dit Jérémie Brazeau, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Hull, 16 février 1920.

Le procureur de la démanderesse,
655—8-5 ARTHUR DESJARDINS.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 1950. Dame Clara Lebrock, des cité et district de Montréal, demanderesse ; vs Valmor-A. Cordeau, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 12 février 1920.

Les avocats de la demanderesse,
657—8-5 MURPHY, GOUIN & PARENT.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 1000. Dame Lumina Morelle, épouse commune en biens de Joseph Danis, charpentier-menuisier, tous deux de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Joseph Danis, défendeur.

Une actions en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14 février 1920.

Le procureur de la demanderesse,
691—8-5 LEONIDAS T. MORIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1036. Dame Emmeline Taylor, de la cité de Verdun, district de Montréal, demanderesse ; vs Richard Smith, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Montréal, 9 février 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
561—7-5 FAUTEUX & FAUTEUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2807. Dame Aglaé Breton, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Aimé Lamoureux, du même endroit, journalier, demanderesse ; vs Aimé Lamoureux, journalier, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 30 janvier 1920.

Le procureur de la demanderesse,
CLOVIS LAPORTE.

Montréal, 9 février 1920. 599—7-5

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 432. Dame Edouardina Lafond, épouse de Calixte Descôteaux, tailleurs de la cité des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Calixte Descôteaux, défendeur.

plaintiff ; vs Georges Dallaire, chauffeur, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on the 23rd January, 1920.

LAVERY & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd March, 1920. 934—10-5

Superior Court, district of Hull, No 5053. Dame Aline Schnubb, of Sainte-Cécile de-Masham, wife common as to property of Jeremie Brazeau, duly autorized to *ester en justice;* vs. ledit Jeremie Brazeau, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Hull, 16th February, 1920.

ARTHUR DESJARDINS,
656—8-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 1950. Dame Clara Lebrock, of the city and district of Montreal, plaintiff ; vs Valmor A. Cordeau, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

Montreal, 12th February, 1920.

MURPHY, GOUIN & PARENT,
658—8-5 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint-Francis, Superior Court, No. 1000. Dame Lumina Morelle, wife common as to property of Joseph Danis, carpenter-joiner, both of the city of Sherbrooke, district of Saint-Francis, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Joseph Danis.

An action in separation as to property has been entered against the defendant on the 14th of February, 1920.

LEONIDAS T. MORIN,
692—8-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1036. Dame Emmeline Taylor, of the city of Verdun, district of Montreal, plaintiff ; vs Richard Smith, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

Montreal, 9th February, 1920.

FAUTEUX & FAUTEUX,
562—7-5 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2807. Dame Aglaé Breton, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Aimé Lamoureux, of the same place, laborer, plaintiff ; vs Aimé Lamoureux, laborer, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 30th of January, 1920.

CLOVIS LAPORTE,
600—7-5 Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th February, 1920.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 432. Dame Edouardina Lafond, wife of Calixte Descoteaux, tailor, of the city of Three Rivers, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Calixte Descoteaux, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 février 1920.

Trois-Rivières, 3 février 1920.

Les procureurs de la demanderesse,

527—6-5 DUPLESSIS & LANGLOIS.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd February, 1920.

Three Rivers, 3rd February, 1920.

DUPLESSIS & LANGLOIS,

528 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Une assemblée générale des actionnaires de "Home Securities, Limited," sera tenue à Montréal, le lundi, 22 mars 1920, à cinq heures de l'après-midi, au siège social de la compagnie, chambre 24, de l'immeuble 248 rue Saint-Jacques, pour adopter des règlements, élire des directeurs, repartir des actions et transiger toutes autres affaires que les actionnaires trouveront opportun.

Le directeur provisoire,

935 JOSEPH ATTABE.

Avis est donné au public conformément à l'article 7299*a* des Statuts refondus 1909, et amendements que Joseph Michaud, de la paroisse de Saint-Ulric, dans le comté de Matane, se propose de faire et maintenir une écluse sur la rivière Tartigou, dans la paroisse de l'Assomption-de-Notre-Dame, dans le comté de Matane, appuyée sur les lots 540 et 3e du premier rang du canton Matane pour flotter son bois, l'arrêter et le maintenir pour l'approcher à son moulin pour pouvoir le scier.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la première division du comté de Matane, conformément à la loi.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en Conseil, le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le requérant,

923 JOSEPH MICHAUD.

Avis est par les présentes donné de la part de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec, qu'elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu de l'article 6860 des Statuts refondus de Québec, 1909, après publication du présent avis dans quatre numéros consécutifs de la *Gazette Officielle de Québec*, dans le but de former un capital-actions de deux cent mille piastres, et dans le but de changer son nom et de se rendre au désir exprimé par la majorité des membres à l'assemblée générale de la compagnie, tenue le 11ème jour de février 1920.

Le président,

J.-L. POUPART.

Le secrétaire,

J.-A. HUBERDEAU.

Le procureur,

829—9-4 HECTOR LAFERTÉ.

Miscellaneous Notices

A general meeting of the shareholders of Home Securities, Limited will be held at Monreal, on Monday, the 22nd March, 1920, at five o'clock P. M., at the head office of the company, room 24, in the premises bearing the No. 248 Saint James street, to adopt by-laws, elect directors, allot shares and transact any other business which the shareholders may think expedient.

JOSEPH ATTABE,

936 Provisional director.

Public notice is hereby given pursuant to article 7299*a* of the Revised Statutes, 1909, and amendments that Joseph Michaud, of the parish of Saint-Ulric, in the county of Matane, intends to build and maintain a dam upon the river Tartigou, in the parish of L'Assomption-de-Notre-Dame, in the county of Matane, abutting on the lots 540 and 3rd of the first range of the township of Matane for floating its timber, stopping and maintaining it in place to approach it to his mill to saw it.

Notice is further given that a petition to that effect, accompanied with plans and specifications indicating the nature of the work and the lands affected by such works, has been transmitted to the Minister of Lands and Forests and a duplicate copy of such plans and specifications has been deposited in the registry office of the first division of the county of Matane, according to law.

The application contained in the petition will be considered by the Lieutenant Governor in Council on or after the tenth day ollowing the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

JOSEPH MICHAUD,

924 Petitioner.

Notice is hereby given on the part of "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec" that it will apply to the Lieutenant-Governor in Council, in virtue of article 6860 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, after publication of the present notice in four consecutive numbers of the *Official Gazette of Quebec*, for the purpose of raising a capital stock of two hundred thousand dollars and also for the purpose of changing its name so as meet the wishes of the members as expressed at the general meeting of the members, held on 11th February, 1920.

J.-L. POUPART,

President.

J.-A. HUBERDEAU,

Secretary.

HECTOR LAFERTÉ,

830—9-4 Attorney.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La "J. M. Smoot and Company, Limited" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs accordés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, constituées en vertu de la loi de la province de Québec, et assujetties aux formalités prescrites par les lois en vigueur dans la province, pourvu que ladite corporation ne soit pas autorisée à agir comme compagnie de fidéicommis, dans la province, à moins qu'elle ne satisfasse aux conditions et formalités requises et imposées par la loi Geo. V, chap. 44.

Le siège social, pour la province, est à Montréal.

Son agent principal, préposé pour recevoir les significations dans aucunes actions et procédures intentées contre elle, est M. F. S. Sean, de Montréal.

L'assistant sous-secrétaire de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

Québec, 27 février 1920. 859

Company authorized to do business

The "J. M. Smoot and Company, Limited" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province on condition that the aforesaid company shall not act as a trust company within the Province, unless if fulfills the conditions and formalities required and prescribed by the act Geo. V, ch. 44.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. F. S. Sean, of Montreal.

ALEXANDRE DESMEULES.
Acting Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 27th February, 1920. 860

ERRATA

A la page 182 de la *Gazette officielle* du 24 janvier 1920, aux numéros 297-298 ainsi qu'à la page 262 de la *Gazette officielle* du 31 janvier 1920, mêmes numéros, lisez : "Club Laval Athlétique, incorporée", au lieu de : "Le Club St-Denis-Nord, incorporée" 833

Aux pages 347 348 de la *Gazette Officielle* du 7 février 1920, aux numéros 501-502, ainsi qu'aux pages 388-389 de la *Gazette* du 14 février 1920, mêmes numéros, lisez : "Home and Foreign Securities Company" au lieu de "Mount Royal Securities". 901

ERRATA

On page 182 of the *Official Gazette* of the 24th January, 1920, numbers 297-298, and also on page 262 of the *Official Gazette* of the 31st January, 1920, same numbers read : "Club Laval Athlétique, incorporée" instead of : "Le Club St-Denis-Nord, incorporée" 834

On folios 347-348 of the *Official Gazette* of the 7th February, 1920, numbers 501-502, and also on folios 388-389 of the *Official Gazette* of the 14th February, 1920, same numbers, read : "Home and Foreign Securities Company", instead of "Mount Royal Securities". 902

Faillite—avis de

Re : E.-R. Pichette, de Québec, marchand, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 20 mars 1920, et sera payable le ou après le 22 mars 1920.

Québec, 1er mars 1920.

Les curateurs conjoints,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec. 857

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure. *In re :* Alfred Lepage, insolvable, Saint-Faustin, Québec.

Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 20 mars 1920, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE.

Bureau : 820 Edifice "Power .
Montréal, 2 mars 1920. 883

Notice of Bankruptcy

Re : E. R. Pichette, of Quebec, merchant, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and will be sudject to objection until 20th March, 1920, and will be payable on or after 22nd March, 1920.

Quebec, 1st March, 1920.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint curators.

Offices : 147 Mountain Hill,
(Bossé building), Quebec. 858

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court. *In re :* Alfred Lepage, insolvent, Saint Faustin, Québec.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection untill March 20th, 1920, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 820 "Power" bldg.
Montreal, 2nd March, 1920. 884

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 271.

Avis est donné que le vingt-sixième jour de février 1920, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur aux biens de John Massé & Fils, qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

Roxton-Falls, P. Q., 27 février 1920.

Le curateur,
J. RAICHE.

Bureau : J. Raiche, notaire. 847

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 112. *In re* : Achille Michelin, Trois-Rivières, Québec, failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à contestation d'hui au 22 mars 1920.

Ce dividende sera payable au bureau d'Henri Bisson, édifice Banque Hochelaga, Trois-Rivières, le ou après le 23 mars 1920.

Les curateurs conjoints,
HENRI BISSON & VINCENT LAMARRE.

Henri Bisson,
Edifice Banque Hochelaga.

Vincent Lamarre,
820 édifice Power, Montréal.

Trois-Rivières, 3 mars 1920. 885

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 140. *In re :* Joseph Vallières, Trois-Rivières, Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné que le deuxième jour de mars 1920, ledit Joseph Vallières a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

Le gardien provisoire,
ADELARD DUCHARME.

Bureau de Henri Bisson,
Edifice Banque Hochelaga.
Trois-Rivières 2 mars 1920. 887

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. *Re :* "Crown Silk Waist Co", Montréal, faillis.

Avis est par les présentes donné, que par un ugement de la Cour supérieure en date du 3 mars 1920, j'ai été nommé curateur aux biens des susdits faillis.

Les réclamations, assermentées, doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

Le curateur,
PAUL-LS TURGEON.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55 rue Saint-François-Xavier, Montréal. 921

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 7. *In re :* Lorenzo Bibeau.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 24ème jour de mars 1920, après laquelle date, en cas de non contestation, il sera payable à mes bureaux.

Le liquidateur,
OSCAR BEAUCHAMP.

Edifice "La Presse".
51 rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 3 mars 1920. 925

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 271.

Notice is hereby given that, on the twenty sixth day of February, 1920, by an order of the Court, the undersigned was appointed curator to the property of the said John Massé & Sons, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

Roxton-Falls, P Q., 27th February, 1920.

J. RAICHE,
Curator.

Office : J. Raiche, notary. 848

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 112. *In re :* Achille Michelin, Three Rivers, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 22nd March, 1920.

This dividend will be payable at the office of Henri Bisson, Hochelaga Bank building, Three Rivers, on or after 23rd March, 1920.

HENRI BISSON & VINCENT LAMARRE,
Joint curators.

Henri Bisson,
Hochelaga Bank building.

Vincent Lamarre,
820 Power building, Montreal.

Three Rivers, 3rd March, 1920. 886

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 140. *In re :* Joseph Vallières, Three Rivers, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that on the second day of March, 1920, the said Joseph Vallières has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Three Rivers, according to law.

ADELARD DUCHARME,
Provisional guardian.

Office of Henri Bisson,
Hochelaga Bank building.
Three Rivers, 2nd March, 1920. 888

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. *Re :* Crown Silk Waist Co., Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that, by a judgment of the Superior Court dated 3rd March, 1920, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of present notice.

PAUL LS TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55 Saint-François-Xavier street, Montreal. 922

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 7. *In re :* Lorenzo Bibeau.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection up to the 24th day of March, 1920, after which date, in case of no contestation, it will be payable at my offices.

OSCAR BEAUCHAMP,
Liquidator.

La Presse building",
51 Saint James street, Montreal.
Montreal, 3rd March, 1920. 926

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 17. *In re* : T. Bechard & Cie, 1280 Ontario-Est, Montréal, insolvables.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, district de Montréal, en date du 19 février 1920, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens desdits insolvables.

Toutes réclamation en cette affaire devront être produites entre les mains des curateurs dans les trente jours de cet avis.

Les curateurs,
PAQUET & BONNIER.

Suite 501, 120 St-Jacques,
Montréal, 3 mars 1920. 927

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 21. *In re* : Lebeau & Lebeau, quincaillerie, 245 avenue Bernard-Ouest, Montréal.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, en date du 2 ma s 1920, les soussignés ont été nommés curateurs dans l'affaire ci-haut mentionnée.

Toutes réclamations contre lesdits insolvables devront être produites entre les mains des soussignés dans les trente jours de cet avis.

Les curateurs,
PAQUET & BONNIER.

Suite 501, 120 Saint-Jacques.
Montréal, 3 mars 1920. 929

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 17. *In re* : T. Bechard & Co., 1280 Ontario street East, Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that, by judgment of the Superior Court, district of Montreal, dated 10th February, 1920, the undersigned have been appointed curators to the above mentioned estate.

All claims in this matter will have to be filed in the hands of the curators within thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,
Curators.

Suite 501, 120, Saint-James street.
Montreal 3rd March, 1920. 928

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 21. *In re* : Lebeau & Lebeau, hardware, 245 Bernard avenue West, Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that by judgment of the Superior Court, district of Montreal, dated 2nd March, 1920, the undersigned have been appointed curators to the above mentioned estate.

All claims against the said insolvents will have to be filed with the undersigned within thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,
Curators.

Suite 501, 120 Saint-James street.
Montreal, 3rd March, 1920. 930

Liquidation—Avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 105. Holmes Hogue, limitée, en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé entre les mains de J.-G. Duhamel, liquidateur, domicilié au No 92 de la rue Notre-Dame-Est, à Montréal, un acte passé devant le notaire J.-H. Marin, le 30 janvier 1920, entre J.-G. Duhamel, ès-qualité et J.-Armand Lalande, de Sainte-Geneviève, comté Jacques-Cartier, étant une vente pour la somme de $19,500.00 par ledit J.-G. Duhamel, ès-qualité audit J.-Armand Lalande, des immeubles suivants :

1. Un lot de terre ou emplacement dans le quartier Saint-Joseph, connu et désigné comme lot uméro deux cent vingt-quatre (224) aux plan et vre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant ledit lot, quarante-cinq pieds de front par cent vingt-deux pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise—avec bâtisses portant No civique 202 rue Chatham ;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-deux (242) aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur par cent vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, portant les numéros civiques 219 et 231 rue Chatham, et droits y attachés et bâtisses sus érigées ;

3. Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Joseph, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Chatham, et connu et désigné auxdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, sous le numéro deux cent quarante-trois (243), contenant, ledit lot, cinquante pieds de largeur par cent vingt-deux

Winding up notice

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 105. Holmes Hogue, limitée, in liquiation.

Notice is hereby given that there has lodged into the hands of J. G. Duhamel, liquidator, domiciled at No. 92 Notre-Dame-East street, Montreal, a deed passed before J. H. Marin, esq. notary, on the 30th January, 1920, between J. G. Duhamel *ès-qualité* and J. Armand Lalande, of Sainte-Geneviève, county of Jacques-Cartier, being a sale for the sum of $19,500.00 by the said J. G. Duhamel, *ès-qualité* to the said J. Armand Lalande, of the following immoveables :

1. A lot of land or emplacement in Saint-Joseph ward, known and designated as being the lot number two hundred and twenty four (224) on the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, measuring, said lot, forty five feet in front by one hundred and twenty two feet in depth, the whole more or less, and without warranty as to precise measurements —with the buildings thereon bearing civic No. 202 Chatham street ;

2. A lot of land known and designated under the number two hundred and forty two (242) on the official plan and book of reference of said Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred and twenty two feet in depth, English measure, more or less, bearing the civic numbers 219 and 231 Chatham street, with the rights attached thereto and the buildings thereon ;

3. A lot of land situate in Saint-Joseph ward, in the city of Montreal, fronting on Chatham street, and known and designated on the aforesaid official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, under the number two hundred and forty three (243)), containing, said lot, fifty feet in width by one

pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses ou manufactures dessus construites, ensemble les engins, bouilloires, "shafting and belting", portant le numéro civique 235 rue Chatham, et droits y attachés ;

Font aussi partie de ces immeubles, comme immeubles par destination, les machineries, outillage et équipement actuels des manufactures érigées sur les lots deux cent quarante-deux et deux cent quarante-trois sus-décrits (242-243) ;

a. Un lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept du lot originaire numéro cent cinquante-deux A (152-A 597) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ayant front avenue Cavendish —sans bâtisse ;

b. Le lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatre cent soixante-deux du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-462) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, ayant front rue Sherbrooke —sans bâtisse ;

c. Le lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision sept cent quarante et un du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-741) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe ayant front rue Gonthier—sans bâtisse.

Lesdits immeubles avec les constructions et bâtisses érigées et les machineries s'y trouvant à perpétuelle demeure, qui ont servi à l'exploitation d'une manufacture de boîtes, ainsi que lesdits immeubles sans bâtisse, le tout ayant été en la possession de : 1o Holmes et Arpin et ensuite Vincent Lamarre, ès-qualité, comme curateur de Holmes & Arpin, faillis ; 2o Cesarine Moquin épouse séparée de biens de Stephen Holmes et Henri Hogue ; 3o Holmes Hogue limitée ;

Tous comme propriétaires depuis les trois dernières années, tel que fait foi les certificats de recherches des bureaux d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier et de Montréal-Ouest déposés à mon bureau avec ledit acte de vente.

Tous les créanciers de la compagnie en liquidation, ainsi que toutes les personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu et voulant surenchérir sur le prix d'achat, sont avertis d'avoir à offrir selon la loi leurs surenchères dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion de cet avis.

Montréal, le 2 février, 1920.

Le liquidateur,

479—6-2 J.-G. DUHAMEL.

hundred and twenty two feet in depth, English measure, more or less—with the buildings or manufactories thereon erected, together with the engines, boilers, chafting and belting, bearing civic number 235 Chatham street and the rights attached thereto ;

Form also part of the said immoveables as immoveables by destination, the present machinery, tools and equipment of the manufactories erected on the lots two hundred and forty two and two hundred and forty three (242 and 243) above described :

a. A lot of land known and designated as being the subdivision number five hundred and ninety seven of the original lot number one hundred and fifty two A (152A 597) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, fronting on Cavendish avenue—without building ;

b. The lot of land known and designated as being the subdivision number four hundred and sixty two of original lot number four hundred and nine (409-462) of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, fronting on Sherbrooke street—without building ;

c. The lot of land known and designated as being the subdivision seven hundred and forty one of original lot number four hundred and nine (409-741) of said official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, fronting on Gonthier street—without building ;

The said immoveables with the constructions and buildings thereon erected and the machinery therein for a permanency which were used in the exploitation of a box factory, together with the immoveables without building, the whole having been owned and possessed by : 1o Holmes and Arpin and afterwards Vincent Lamarre, *ès-qualité* as curator to Holmes and Arpin, insolvents ; 2o Cesarine Moquin, wife separated as to property of Stephen Holmes and Henri Hogue ; 3o Holmes, Hogue, Limitée, all as proprietors for the last three years as shown on the registrar's certificates of the registry offices of Jacques-Cartier and Montreal-West deposited at my office with the said deed of sale.

All creditors of the company in liquidation and all persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold wishing to offer an increase over the purchase price, are notified to make their offer according to law within the fifteen days following the last insertion of this notice.

Montreal, 2nd Febuary, 1920.

J. G. DUHAMEL,

480—6-2 Liquidator.

Minutes de notaire

Québec, 1er mars 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un décret de l'exécutif en date du 28 février 1920, d'accorder à M. Louis-Achille Bériau, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de M. Camille Perreault, notaire, du même lieu, qui a cessé de pratiquer comme tel pour cause d'aliénation mentale.

Le secrétaire de la province,

865 ATHANASE DAVID.

Notarial minutes

Quebec, 1st March, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council, dated the 28th February, 1920, to grant the application of Louis Achille Bériau, esquire, notary, residing and precticing in the city of Montreal, for the transfer to him of the minutes, repertory and index of Camille Perreault, esquire, notary, of the same place, who has ceased to practice his profession on account of mental derangment.

ATHANASE DAVID,

866 Provincial secretary.

Québec, 3 mars 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. J.-Donat-Salomon Tremblay, notaire, demeurant et pratiquant à Salaberry-de-Valleyfield, comté et district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu Louis Gervais, en son vivant notaire, pratiquant à Saint-Timothée, comté de Beauharnois.

Le secrétaire de la province,

899—10-5 ATHANASE DAVID.

Québec, 24 février 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Jean-Benajamin Latour, notaire, résidant à Sainte-Rose et pratiquant à Sainte-Rose et à Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Mtre Alph. Alex. Legault, en son vivant pratiquant en la cité de Montréal.

Le secrétaire de la province,

769—9-5 ATHANASE DAVID

Québec, 17 février, 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Joseph-Wilfrid Gilbert, notaire, demeurant et pratiquant à Deschambault, comté de Portneuf, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de Edouard Dérome dit Descarreaux, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant au même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

673—8-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 9 février 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. Ernest Lebrun, notaire, pratiquant et demeurant en la ville de Cookshire, comté de Compton, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu J. I. Mackie, en son vivant, notaire, pratiquant et demeurant au même endroit.

Le sous-secrétaire de la province,

565—7-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 3rd March, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council by J. Donat Salomon Tremblay, esquire, notary, residing and practicing at Salaberry-de-Valleyfield, county and district of Beauharnois, for the transfer, to him, of the minutes, repertory and index of the late Louis Gervais, in his lifetime, notary, practicing at Saint-Timothée, county of Beauharnois.

ATHANASE DAVID,

900—10-5 Secretary of the Province.

Quebec, 24th February, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application made to the Lieutenant-Governor in Council, by Jean Benajamin Latour, esquire, notary, residing at Sainte-Rose and at Montreal, district of Montreal, for the transfer, in his favor of minutes, repertory and index, of Mtre Alph. Alex. Legault, in his lifetime practising in the city of Montreal.

ATHANASE DAVID,

770—9-5 Secretary of the Province.

Quebec, 17th February, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Joseph Wilfrid Gilbert, esquire, notary, residing and practicing at Deschambault, county of Portneuf, district of Quebec, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Edouard Derome alias Descarreaux, in his lifetime notary, residing and practicing at the same place.

C.-J. SIMARD,

674—8-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 9th February, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Ernest Lebrun, notary, practising and residing in the town of Cookshire, county of Compton, district of Saint-Francis, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of late J. I. Mackie, notary, practising and residing in the same place.

C.-J. SIMARD,

566—7-5 Assistant Provincial Secretary.

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. No 5147. Paul-Emile Mailloux, demandeur ; vs P.-Hector Mailloux, défendeur et Edouard-D. Porcheron, mis-en-cause, et P.-H. Mailloux, demandeur en reprise d'instance ; vs Lucien Mailloux *et al*, défendeurs en reprise d'instance et Dame F. Mailloux, demanderesse en reprise d'instance ; vs Olivier Faucher *et al*, défendeurs en reprise d'instance.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le seizième jour de janvier 1920, dans une cause dans laquelle Paul-Emile Mailloux, collecteur, des cité et district de Montréal, était demandeur ; Pierre-Hector Mailloux, tabaconiste, Philias-Adolphe Mailloux, comptable, Ovide Mailloux, peintre,

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5147. Paul Emile Mailloux, plaintiff ; vs P. Hector Mailloux, defendant & Edouard D. Porcheron, *mis-en-cause*, and P. H. Mailloux, plaintiff *en reprise d'instance;* vs Lucien Mailloux *et al*, defendants *en reprise d'instance* and Dame F. Mailloux, plaintiff *en reprise d'instance ;* vs Olivier Faucher *et al*, defendants *en reprise d'instance.*

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the sixteenth day of January, 1920, in a cause in which Paul Mailloux, collector, of the city and district of Montreal, was plaintiff; Pierre Hector Mailloux, tobacconist, Philias Adolphe Mailloux, accountant, Ovide Mailloux, painter, all of the

tous des cité et district de Montréal, Dame Alice Mailloux, épouse séparée de biens de J.-Arthur Berthiaume, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes ; Delles Juliette Mailloux, Eva Mailloux, Augustine Mailloux, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, des cité et district de Montréal, Dame Eugénie Gravel, veuve de Pierre-Philias Mailloux, en son vivant bourgeois, du même lieu, étant en justice tutrice de Lucien Mailloux, enfant encore mineur issu de son mariage avec ledit Pierre-Philias Mailloux ; Charles-Edouard Gravel, de la cité d'Outremont, district de Montréal, gérant de succession, en sa qualité de tuteur *ad hoc* dûment nommé à Marie-Antoinette Mailloux, enfant mineure issue du légitime mariage desdits feu Pierre-Philias Mailloux et Dame Eugénie Gravel ; D.-Réné Mailloux, comptable, Raoul-O. Mailloux, comptable, tous deux des cité et district de Montréal, et Demoiselles Joséphine-Hortense Mailloux, Blanche-Fabiola Mailloux, Anna Mailloux, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, des cité et district de Montréal, et les héritiers et représentants de feue Dame Hectorine Mailloux, de son vivant épouse contractuellement séparée de biens de Numa-E. Brossoit, avocat, et conseil du Roi, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois, décédée en novembre 1915, étaient défendeurs, et Edmond-D. Porcheron, agent, des cité et district de Montréal, était mis-en-cause ; et Pierre-Hector Mailloux, demandeur en reprise d'instance, contre Lucien Mailloux, Dame Anna Mailloux, épouse séparée de biens de Gaston Rodier, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Dame Alice Mailloux, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Arthur Berthiaume, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse, Demoiselles Eva Mailloux et Augustine Mailloux, toutes deux des cité et district de Montréal, ces trois dernières, Dames Alice Mailloux, Eva Mailloux et Augustine Mailloux en leur qualité d'exécutrices testamentaires de feu Juliette Mailloux, fille majeure, décédée, défendeurs en reprise d'instance ; et Demoiselle Fabiola Mailloux, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, demanderesse en reprise d'instance ; contre Olivier Faucher, Dame Caroline-Marie Laramée, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Edmond-D. Porcheron, comptable, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse, Dame Eugénie Gravel, du même lieu, veuve de feu Pierre Philias Mailloux, en son vivant aussi du même lieu, Dame Léda Chamberland, veuve de Joseph Lareau, hôtelier, du même lieu, Dame Marceline Brosseau, de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, district d'Iberville, veuve de Thomas Lyon, du même lieu, Dame Euphémie Brosseau, épouse séparée de biens de Hector L'Heureux, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse, et Joseph-Ovide Gravel, des cité et district de Montréal, défendeurs en reprise d'instance, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. Un immeuble situé sur l'avenue du Parc, dans la ville Saint-Louis, près Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, composé du lot numéro cinquante-sept, de la subdivision officielle du lot numéro douze-cinquante-sept et du numéro cent quatre-vingt-onze de la subdivision officielle dudit lot numéro quatorze-191 (14-191), tous deux aux plan et livre

city and district of Montreal, Dame Alice Mailloux, wife separate as to property of J. Arthur Berthiaume, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purpose of this suit ; Juliette Mailloux, Eva Mailloux, Augustine Mailloux, all three of age and in the full exercise of their rights, of the city and district of Montreal, Dame Eugénie Gravel, widow of Pierre Philias Mailloux, in his life time gentleman, of the same place, as tutrix to Lucien Mailloux, minor child issue of her marriage with the said Pierre Philias Mailloux ; Charles Edouard Gravel, of the city of Outremont, district of Montreal, estate-manager, in his quality of tutor *ad hoc* duly appointed to Marie Antoinette Mailloux, minor child issued of the legal marriage of the said late Pierre Philias Mailloux and Dame Eugénie Gravel ; D. René Mailloux, accountant, Raoul O. Mailloux, accountant, both of the city and district of Montreal, and Josephine Hortense Mailloux, Blanche Fabiola Mailloux and Anna Mailloux, all three of age and in the full exercise of their rights, of the city and district of Montreal, and the heirs and representatives of the late Dame Hectorine Mailloux, in her lifetime wife separate as to property of Numa E. Brossoit, advocate and King's Counsel, of the city of Salaberry of Valleyfield, in the district of Beauharnois, who died in November 1915, being defendants, and Edmond D. Porcheron, agent, of the city and district of Montreal, being *mis-en-cause ;* and Pierre Hector Mailloux, plaintiff en reprise d'instance ; against Lucien Mailloux, Dame Anna Mailloux, wife separate as to property of Gaston Rodier, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his said wife in this cause, Dame Alice Mailloux, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Arthur Berthiaume, of the same place, and the latter to authorize his said wife ; Eva Mailloux and Augustine Mailloux, both of the city and district of Montreal, the three latter Alice Mailloux, Eva Mailloux and Augustine Mailloux, in their quality of testamentary executrix of the late Juliette Mailloux, unmarried and of age, deceased, defendants *en reprise d'instance ;* and Fabiola Mailloux, of age and in the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal, plaintiff *en reprise d'instance ;* against Olivier Faucher, Dame Caroline Marie Laramée, of the city and district of Montreal, wife separate to property of Edmond D. Porcheron, accountant, of the same place, and the latter to authorize his said wife, Dame Eugenie Gravel, of the same place, widow of the late Pierre Philias Mailloux, in his lifetime also of the same place, Dame Léda Chamberland, widow of Joseph Lareau, hotelkeeper, of the same place, Dame Marceline Brosseau, of the parish of Ste-Marguerite-de-Blairfindie, district of Iberville, widow of Thomas Lyon, of the same place, Dame Euphémie Brosseau, of Ste-Marguerite-de-Blairfindie, district of Iberville, wife separate as to property of Hector L'Heureux, farmer, of the same place, and the latter to authorize his said wife, and Joseph Ovide Gravel, of the city and district of Montreal, defendants *en reprise d'instance*, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

1. A piece of land situated on Park avenue, in the town of Saint-Louis, near Montreal, containing twenty-five feet wide by one hundred and twenty feet deep, English measure, more or less, composed of lot fifty-seven of the official sub-division of lot number twelve, fifty-seven (12-57) and of number one hundred and ninety one of the official subdivision of the aforesaid lot number fourteen-191 (14-191), both on the offi-

de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis dans le comté d'Hochelaga—avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 1759-1761-1763 de ladite avenue du Parc, avec le droit de passage à perpétuité et en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle de dix-huit pieds de largeur qui se trouve en arrière de cet emplacement et dans les ruelles qui y conduisent de la rue Mance et de l'avenue du Parc,

2. Un immeuble situé sur l'avenue du Parc dans la ville Saint-Louis, près Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, lequel emplacement se trouve composé du lot numéro cinquante-huit de la subdivision officielle du lot numéro douze-cinquante-huit (12-58) du lot numéro cent quatre-vingt-douze, de la subdivision officielle dudit lot numéro officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 1755, 1767 et 1769 de ladite avenue du Parc, et avec droit à perpétuité avec d'autres y ayant droit dans lesdites ruelles ;

3. De deux lots de terre connus et désignés sous les numéros quarante et un et quarante-deux, de la subdivision numéro un, du lot numéro douze sur le plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant l'un, le numéro quarante et un, cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, et le numéro quarante-deux, contenant soixante-trois pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Hutchison, en arrière par une ruelle désignée sous le numéro 22 de la subdivision douze-un (12-1), avec l'usage des ruelles en commun, avec d'autres y ayant droit—avec bâtisses dessus y érigées sous le nom "Queen Mary apartment" ;

4. Un lot de terre ou emplacement situé en la cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par la rue Saint-Denis, connu et désigné sous le numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent trente et un et 4 (431-4) aux plan et livre de renvoi du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal—avec les bâtisses désignées sous les numéros civiques 87, 89 et 91 de la rue Saint-Denis, avec en plus les servitudes y attachées et l'usage de la ruelle à perpétuité, celles communiquant de la rue Lagauchetière à Dorchester ;

5. Un emplacement situé en la ville de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot originaire deux cent cinquante-cinq des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, moins une lisière de terrain qui a été prise par la corporation de Saint-Lambert par expropriation.

Les immeubles ci-dessus mentionnés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le NEUVIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de la cité de Montréal, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les

cial plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint-Louis, in the county of Hochelaga—with the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 1759-1761-1763 on the said Park avenue, with the right of passage in perpetuity and in common with all others having rights in the lane of eighteen feet wide in the rear of said property, and in the lanes which lead to Mance street and Park avenue ;

2. A piece of land situated on Park avenue, in the town of Saint-Louis, near Montreal, containing twenty five feet in width by hundred and twenty feet in depth, English measure, more or less, which property is composed of lot number fifty-eight of the official subdivision of lot number twelve, fifty-eight (12-58) of lot number one hundred and ninety-two of the official subdivision of the said official number of the incorporated village of Côte Saint-Louis—with the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 1755-1767 and 1769 of the said Park avenue, and with the right in perpetuity with others having rights in the said lanes ;

3. Two lots of land known and designated under the numbers forty-one and forty two of the suddivision number one, of lot number twelve on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, containing number forty one, fifty feet in front by one hundred feet in depth, and the number forty-two, contaning sixty three feet in front by one hundred feet in depth, English measure more or less ; bounded in front by Hutchison street and in the rear by a lane designated under the number twenty-two of the subdivision twelve-one (12-1), with the use of the lanes in common with other having the same rights—with buildings erected thereon and known by the name of *"Queen Mary Apartment"* ;

4. A lot of land or emplacement situate in the city of Montreal, containing twenty five feet in width by ninety feet in depth, more or less English measure ; bounded in front by Saint-Denis street, known and designated under number four on the official subdivision of lot number four hundred and thirty-one and 4 (431-4) on the plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal—with the buildings bearing civic numbers 87, 89 and 91 Saint-Denis street, with all the servitudes attached thereto and the use of the lane in perpetuity which communicated between Lagauchetière street and Dorchester street ;

5. A lot of land situated in the town of Saint Lambert, in the county of Chambly, known and designated under the number one of the official subdivision of the original lot two hundred and fifty-five of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, less a strip of land which has been taken by the corporation of Saint-Lambert by expropriation.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the NINTH day of APRIL, nineteen hundred and twenty (1920), at HALF PAST TEN, in the morning, at the holding of the Court, in the Court room of the Court house, in Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing to file such oppositions

délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs de Delle J.-Hortense Mailloux et de Raoul Mailloux,
BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE.

Montréal, 27 février 1920. 855—10-2

Avis public de la vente par licitation en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-troisième jour de février dernier 1920, dans une cause dans laquelle Dame Régina Majeau, des cité et district de Montréal, veuve de Henri-Louis Auclair, en son vivant ingénieur civil, du même lieu, est demanderesse ; et Rodrigue Auclair, employé civil, de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Jeanne, Juliette, Louis-Philippe et Lucien Auclair, tous quatre enfants mineurs issus du mariage de la demanderesse avec ledit feu Henri-L. Auclair, est défendeur, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir :

1. Un emplacement situé sur la rue Saint-Luc, en la cité de Montréal, ayant quarante et un pieds de largeur par soixante pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et composé comme suit :

a. La partie nord-est du lot numéro cent trente de la redivision officielle du lot primitif seize cent cinquante-quatre (1654-130) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de ladite cité de Montréal, mesurant ladite partie quarante et un pieds de largeur par quinze pieds de profondeur, étant la largeur dudit lot 130 ; bornée en front par la rue Saint-Luc, au nord-ouest par le lot ci-après décrit, au nord-est par une ruelle portant le numéro cent vingt-deux de ladite redivision (1654-122) et au sud-ouest par le résidu dudit lot 1654-130 ;

b. La partie nord-est du lot numéro cent trente-un de la redivision seize cent cinquante-quatre (1654-131) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant ladite partie quarante et un pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur, étant la largeur dudit lot 131 ; bornée d'un côté, au sud-est par le lot ci-dessus décrit, au nord-ouest par le lot ci-après décrit, au nord-est par la ruelle ci-dessus mentionnée et au sud-ouest par le résidu dudit lot 131 ;

c. La partie du lot numéro cent trente-deux de ladite redivision seize cent cinquante-quatre (1654-132) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant ladite partie quarante et un pieds de largeur le long de la ligne de division entre lesdits lots 131 et 132, par vingt pieds de profondeur ; bornée au sud-est par le lot 1654-131 ci-dessus décrit, au nord-est par la ruelle 1654-122 suscitée, au nord-ouest et au sud-ouest par le résidu dudit lot 132 ;

d. La partie de ladite ruelle portant le numéro cent vingt-deux de ladite redivision (1654-122), mesurant six pieds de largeur par une profondeur de soixante pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise ; bornée en front par la rue Saint-Luc, d'un côté au sud-ouest par tout l'emplacement ci-dessus décrit, de l'autre côté et en arrière par le résidu de ladite ruelle, avec droit de servitude attaché audit immeuble, comprenant droit de passage dans ladite ruelle et droit de vue sur la partie d'icelle ci-dessus décrite en commun avec qui de droit—avec toute la bâtisse y érigée portant le No civique 107 de ladite rue Saint-Luc.

2. Un emplacement composé :

a. Le lot numéro treize cent vingt-trois de la

within the delay hereby limited, the parties will be foreclosed from so doing.

Montreal, 27th February, 1920.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Attorneys for J. Hortense Mailloux
856—10-2 and Raoul Mailloux.

Public notice of the sale by licitation under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montrea , in the district of Montreal on the twenty third day o February last, 1920, in a cause wherein Dame Regina Majeau, of the city and district of Montreal, widow of Henri Louis Auclair, in his li'etime civi' engineer, of the same place, is plaintiff ; and Rodrigue Auclair civil employee, of the city of Montreal, in his qua ity of tutor *ad hoc* to Jeanne, Juliette, Louis Phil ppe and Luciene Auclair, all four minor children issued of the marriage of the plaintiff with the said late Henri L. Auclair, is defendant, ordering the licitation of the immoveables designated as follows, to wit :

1. An emplacement situate on Saint-Luc street, in the city of Montreal, measuring forty one feet in width by sixty feet in depth, more or ess, English measure, and made up as follows :

a. Of the northeast part of the lot number one hundred and thirty o the official redivision of the original lot one thousand six hundred and fifty four (1654-130) of the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, of said city of Montreal, measuring said part forty one feet n width by fifteen feet in depth, being the width of said lot 130 ; bounded in front by Saint-Luc street, on the northwest by the lot hereinunder described, on the northeast by a lane bearing the number one hundred and twenty two of said redivision (1654-122) and on the southwest by the residue of said lot 1654-130 ;

b. The northeast part of the lot number one hundred and thirty one of the redivision sixteen hundred and fifty four (1654-131) of said official plan and book of reference, measuring, said part, forty one feet in width by twenty five feet in depth, being the width of said lot 131 ; bounded on one side to the southeas, by the lot hereinabove described, on the northwest by the lot hereinunder described, on the northeast by the lane above mentioned and on the southwest by the residue of said lot 131 ;

c. That part of the lot number one hundred and thirty two of said redivision sixteen hundred and fifty four (1654-132) of said official plan and book of reference, measur ng, said part, forty one feet in width along dividing line between the said lots 131 and 132 by twenty feet in depth ; bounded on the southeast by the lot 1654-131 hereinabove described, on the northeast by the lane 1654-132 aforementioned, on the northwest and southwest by the residue of said lot 132 ;

d. That part of said lane bearing the number one hundred and twenty two of said redivision (1654-122), measuring six feet in width by sixty feet in depth, the whole more or less, English measure. Bounded, in front by Saint-Luc street, on one side, to the southwest, by the whole emplacement above described, on the other side and in rear by the residue of said lane ; with a right of servitude attached to said immoveable, including a right of way in said lane and right of sight upon the part thereof above described in common with all parties having rights therein, and with the whole building erected thereon bearing the civic No. 107 of said Saint-Luc street.

2. An emplacement composed :

a. Of lot number thirteen hundred and twenty

subdivision officielle du lot numéro onze (11-1323) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, et ayant front sur la rue Clarke—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées ;

b. Une lisière de terre faisant partie du lot treize cent vingt-deux de la subdivision du lot numéro onze (11-1322) auxdits plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant deux pieds de largeur sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur ; bornée en front par la dite rue Clarke, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot 11-1323 ci-dessus décrit, et au sud-est par le résidu dudit lot 11-1322, actuellement connue ladite lisière de terre sous le numéro trois de la redivision du lot treize cent vingt-deux de la subdivision dudit lot onze (11-1322-3) des plan et livre de renvoi officiels susdits tel que le tout se trouve actuellement.

Les immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZE AVRIL prochain 1920, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, à Montréal, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs de la demanderesse,
ST JACQUES, FILION, HOULE & LAMOTHE.
Montréal, 2 mars 1920. 903—10-2

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, le 23ième jour de février 1920, dans une cause dans laquelle Joseph-L.-H. Martel, médecin, de Chambly Bassin, district de Montréal, est demandeur ; et Stanislas Martel, médecin, Georges Martel opticien, tous deux de la ville de Boston, état du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique ; Charles Martel, dentiste, des cité et district de Montréal ; Marie-Louise Martel, épouse contractuellement séparée de biens de Louis-O. Bergevin, médecin, de Chambly Canton, district de Montréal, et ledit Louis-O. Bergevin, partie aux présentes pour autoriser son épouse, Rose Martel, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Ostiguy, marchand, de Chambly Bassin, district de Montréal, et ledit Louis Ostiguy partie aux présentes pour autoriser sadite épouse, et Corinne Martel, fille majeure, de Chambly Bassin, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. Un lot de terre étant le No un de la subdivision officielle du lot originaire No soixante-sept (67-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village du canton de Chambly—avec bâtisses dessus érigées ;

2. Un lot de terre étant le No vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire No cent trente (130-24) aux plan et livre de renvoi officiels du village du Bassin de Chambly—avec bâtisses dessus érigées ;

three of the official subdivision of the lot number eleven (11-1323) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis, containing twenty five feet in width by ninety six feet in depth and fronting on Clarke street—with a house and other buildings thereon erected;

b. A strip of land forming part of the lot thirteen hundred and twenty two of the subdivision of the lot number eleven (11-1322) on said official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis, containing two feet in width by ninety six feet in depth ; bounded in front by said Clarke street, in rear by a lane, on the northwest by the lot 11-1323 above described, and on the southeast by the residue of said lot 11-1322, presently known, said strip of land under the the redivision of the lot thirteen hundred and twenty two of the subdivision of said lot eleven (11-1322-3) of the aforesaid official plan and book of reference, as the whole now subsists.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FOURTEENTH day of APRIL 1920, sitting the Court, in the Court room, of the Court House, in Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the same and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the de ays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

ST. JACQUES, FILION, HOULE & LAMOTHE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd March, 1920. 904—10-2

Notice is hereby given under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, dated the 23rd day of February, 1920, in a cause wherein Joseph L. H. Martel, physician, of Chambly Bassin, district of Montreal, is plaintiff; and Stanislas Martel physician, Georges Martel, optician, both of the city of Boston, State of Massachusetts, one of the United Srates of America ; Charles Martel, dentist, of the city and district of Montreal ; Marie-Louise Martel, wife contractually separated as to property of Louis O. Bergevin, physician, of Chambly Canton, district of Montreal, and the said Louis O. Bergevin, a party hereto to authorize his wife, Rose Martel, wife contractually separated as to property of Louis Ostiguy merchant, of Chambly Bassin, district of Montreal, and the said Louis Ostiguy, a party hereto to authorize his said wife, and Corinne Martel, spinster, of Chambly Bassin, district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

1. A lot of land being the No. one of the official subdivision of original lot No. sixty seven (67-1) on the official plan; and book of reference of the village of Chambly canton—with the buildings thereon erected ;

2. A lot of land being the No. twenty four of the official subdivision of the original lot No. one hundred and thirty (130-24), on the official plan and book of reference of the village of Chambly Bassin—with the buildings thereon erected ;

3. Un emplacement situé à Chambly Bassin, comprenant :

a. Les lots un et deux de la subdivision officielle du lot originaire No quatre-vingt-treize (93-1-2) aux plan et livre de renvoi officiels du village du Bassin de Chambly.

b. La plus grande partie du lot No trois de la subdivision officielle du lot originaire No quatre-vingt-treize (93-3) auxdits plan et livre de renvoi officiels; cette partie bornée en front, au nord par le chemin public ; du côté ouest par le lot No quatre-vingt-treize (93-2) ci-dessus décrit : du côté est par le lot No quatre-vingt-treize (93-4) et le résidu du susdit No quatre-vingt-treize trois (93-3), en arrière par le No quatre-vingt-treize-quatorze (93-14).

Ledit emplacement de forme irrégulière est d'une contenance d'environ vingt-cinq mille quatre cents pieds (25,400) en superficie, sans garantie de mesure précise ;

4. Une étendue de terre comprenant trente-neuf lots, étant les Nos un à trente-neuf (1 à 39), inclusivement, de la subdivision officielle du lot originaire No soixante-neuf (69-1 à 39) du village du Bassin de Chambly.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-NEUVIEME jour de MARS 1920, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, à Montréal, à DIX heures et demie de l'avant-midi, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs du demandeur,
AUDET & BROSSEAU.
Montréal, 24 février 1920. 787—9-2

3. An emplacement situate at Chambly Bassin, comprising :

a. The lots one and two of the official subdivision of the original lot No. ninety three (93-1 and 2) on the official plan and book of reference of the village of Chambly Bassin ;

b. The greater part of the lot No. three of the official subdivision of the original lot No. ninety three (93-3) on said official plan and book of reference; said part being bounded in front, to the north, by the public road, on the west side by the lot No. ninety three two (93-2) above described, on the east side by the lot No. ninety three four (93-4), and the residue of the afore said lot No. ninety three (93-3) and in rear by the No. ninety three fourteen (93-14).

The said emplacement being of irregular outline and containing about twenty five thousand four hundred feet (25,400) in superficies—without warranty as to precise measurements ;

4. An extent of land comprising thirty nine lots being the Nos. one to thirty nine (1 to 39), inclusively, of the official subdivision of the original lot No. sixty nine (69-1 to 39) of the village of Chambly Bassin.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TWENTY NINTH day of MARCH, 1920, sitting the Court, in the Court room, of the Court House, in Montreal, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the same and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

AUDET & BROSSEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th February, 1920. 788—9-2

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : No 26. } J.-BTE DROUIN, J. demandeur ; vs ADELARD PARADIS, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un emplacement situé dans la ville de Victoriaville, connu et désigné comme étant le lot No 134 du cadastre officiel de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire (Victoriaville), le SEPT

SHERIFF'S SALE
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : No. 26. } J.-BTE DROUIN, J. plaintiff; vs ADELARD PARADIS, defendant.

As belonging to said defendant :

An emplacement situated in the town of Victoriaville, known and designated as being the lot No. 134 of the official plan and book of reference of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Victoire (Victoriaville), on the SEVENTH

AVRIL prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.
Arthabaska, 28 février 1920. 853—10-2
[Première publication, 6 mars 1920]

day of APRIL next (1920), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, 28th February, 1920. 854—10-2
[First publication, 6th March, 1920]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

No 6173. EMILE GAGNON ; vs PIERRE ALLARD ET AL., de Kénogami.

Comme appartenant au défendeur, Pierre Allard :

1. La moitié indivise d'un lopin de terre ou emplacement mesurant 130 pieds de largeur du sud au nord, côté ouest, et 124 pieds de profondeur, côté est, sur 50 pieds de largeur de l'est à l'ouest, côté nord, et 53 pieds de largeur, côté sud, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières comme faisant partie des lots numéros 24-116 et 24-117 du rang trois de ce canton ; borné au nord par la rue King George, à l'est par le terrain de Jos. Lavigne & Cie, au sud par le lot cadastral numéro 24-111, et à l'ouest par la rue des Pins ;

2. La moitié indivise d'un terrain situé en le village de Kénogami et étant le lot connu et désigné au cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Jonquières sous les numéros 22*a* 148-2, 22*a*-149-1, 22*a*-149-2. 22*a*-149-3, 22*a*-149-4 et 22*a*-149-5, mesurant au total 280 pieds de largeur vers le nord au sud en suivant la ligne actuelle du chemin public sur une profondeur de 130 pieds, le tout plus ou moins sans garantie de mesure précise—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Kénogami, le DOUZE AVRIL 1920, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. ALAIN.

Bureau du shérif.
Chicoutimi, 27 février 1920. 889—10-2
[Première publication, 6 mars 1920.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

No. 6173. EMILE GAGNON ; vs PIERRE ALLARD ET AL., of Kenogami.

As belonging to the defendant, Pierre Allard :

1. The undivided half of a piece of land or emplacement measuring 130 feet in width from south to north, west side, and 124 feet in depth, east side, by 50 feet in width from east to west, north side, and 53 feet in width south side known and designated on the official cadastre of the township of Jonquières as forming part of the lots numbers 24-116 and 24-117 of the third range of said township ; bounded on the north by King George street, on the east by the land of Jos. Lavigne & Cie, on the south by cadastral lot number 24-111, and on the west by des Pins street ;

2. The undivided half of a lot of land situate in the village of Kenogami, and being the lot known and designated on the official cadastre for the third range of the township of Jonquières under the numbers 22*a*-148-2, 22*a*-149-1, 22*a*-149-2, 22*a*-149-4 and 22*a*-149-5, measuring 280 feet in width from north to south along the present line of the public road by a depth of 130 feet, the whole more or less without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon.

To be sold at the church door of the village of Kenogami, on the TWELFTH APRIL, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,
Sheriff.

Sheriff's office.
Chicoutimi, 27th February, 1920. 890—10-2
[First publication, 6th March, 1920.]

GASPÉ

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour supérieure du district de Gaspé.

Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure. DANS l'affaire de P.-J.-O. CYR, failli ; et MM. LEFAIVRE & GAGNON, curateurs.

Un lopin de terre situé dans la paroisse de Saint-Omer, dans le comté de Bonaventure, connu et désigné sous le No 46 du cadastre officiel du canton de Nouvelle, seigneurie de Shoolbred, —avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Omer, JEUDI, le VINGT-CINQIEME jour de MARS, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.
New-Carlisle, 11 février 1920.
Le shérif, C. B.,
635—7-2 W. M. SHEPPARD.
[Première publication, 14 février 1920].

GASPÉ

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court for the district of Gaspé.

Province of Quebec, District of Gaspé. County of Bonaventure. IN the matter of P. J. O. CYR, insolvent, and MESSRS LEFAIVRE & GAGNON, curators.

A certain piece of land situate in the parish of Saint-Omer, in the county of Bonaventure, known and designated under the No. 46 of the official cadastre of the township of Nouvelle, seigniory of Shoolbred—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Omer, on THURSDAY, the TWENTY FIFTH day of MARCH, 1920, at the hour of TEN in the forenoon.

Sheriff's office.
New-Carlisle, 11th February, 1920.
W. M. SHEPPARD,
636—7-2 Sheriff, C. B.
[First publication, 14th February, 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Gaspé.

Percé, à savoir : No 2062. } LA BANQUE NATIONALE, corporation légale dont le siège social est dans la cité de Québec, et une succursale à Gaspé, dans les comté et district de Gaspé, demanderesse ; contre MOSES DEE, de Saint-George-de-Malbaie, dans les comté et district susdits, défendeur.

Un lopin de terre sis et situé dans la municipalité de Malbaie No 2, dans le comté de Gaspé, étant partie du lot No. 1-B et 7-C, dans le premier rang de Belle Anse, canton de Malbaie, dans le comté susdit ; borné au nord par Wilfrid Fournier, à l'est par les eaux de la baie de Gaspé, au sud par les terres du deuxième rang, et à l'ouest par Edward McGrath—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-George-de-Malbaie, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain 1920, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, à Percé.

Percé, 9 février 1920.

Le shérif,
JAS. T. TUZO.

637—7-2

[Première publication, 14 février 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit : No. 2062. } LA BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Quebec, and a branch at Gaspé, in the county and district of Gaspé, plaintiff ; against MOSES DEE, of Saint-George-de-Malbaie, in the county and district aforesaid, defendant.

A lot of land lying and being in the municipality of Malbaie No. 2, in the county of Gaspé, being part of lot No. 1-B and 7-C, in the first range of Belle Anse, township of Malbaie, in the county aforesaid ; bounded towards the north by Wilfred Fournier, towards the east by the waters of Gaspé-Bay, towards the south by the lands of the second range, and towards the west by Edward McGrath—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-George-de-Malbaie, on the EIGHTEENTH day of MARCH next 1920, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

Percé, 9th February, 1920.

JAS. T. TUZO,
Sheriff.

638—7-2

[First publication, 14th February, 1920].

MONTCALM

MANDAT DE CURATEUR

Cour supérieure.—District de Montcalm.

Mont-Laurier, à savoir : No 332. } *IN RE* : DAME JOSEPHINE BARRETTE, débitrice insolvable ; et VINCENT LAMARRE, curateur requérant.

Comme appartenant à ladite débitrice insolvable, savoir :

Un emplacement faisant partie du lot de terre numéro cinquante-un du troisième rang dudit canton de Robertson, de la contenance de cent quinze pieds de largeur et de cent vingt pieds de profondeur, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées ; borné au sud par la rivière du Lièvre, au nord par la rue du Portage, à l'est par un emplacement pris sur le même lot, la propriété de Godfroi Lamarche, et à l'ouest par un autre emplacement, la propriété de Emilien Lahaie, maintenant connu comme lot 1547 des plan et livre de renvoi officiels du village de Mont-Laurier.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Fourvières, au village de Mont-Laurier, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, mil neuf cent vingt (1920), à DIX heures du matin.

Le shérif,
RODOLPHE ROBERT.

Bureau du shérif.

Mont-Laurier, 17 février 1920. 837—10-2

[Première publication 6 mars 1920.]

MONTCALM

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Montcalm.

Mont-Laurier, to wit : No. 332. } *IN RE* : DAME JOSEPHINE BARRETTE, insolvent debtor ; and VINCENT LAMARRE, curator petitioner.

As belonging to said insolvent debtor, to wit :

That certain emplacement forming part of the lot of land number fifty one of the third range of said township of Robertson containing one hundred and fifteen feet in width and one hundred and twenty feet in depth, more or less—with all the buildings thereon erected ; bounded on the south by the Lievre river, on the north by Portage street, on the east by an emplacement taken out of same lot, the property of Godfroi Lamarche, and on the west by another emplacement owned by Emilien Lahaie, now known as No. 1547 of the official cadastre for the village of Mont-Laurier.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-Fourvières, at the village of Mont-Laurier, the TENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty (1920), at TEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,
Sheriff.

Sheriff's office.

Mont-Laurier, 17th February, 1920.

838—10-2

[First publication 6th March, 1920]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir : No 176. } THE MANTLE LAMP COMPANY OF AMERICA, INC.", demanderesse ;

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit : No. 176. } THE MANTLE LAMP COMPANY OF AMERICA, INC., plaintiff ; vs DAME WIDOW

vs DAME VEUVE LOUIS GAGNE, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, défenderesse, savoir :

Un emplacement mesurant un arpent de hauteur sur un arpent et demi de largeur plus ou moins, à distraire l'emplacement de Madame veuve Charles Picard—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; ledit emplacement étant connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse du Cap Saint-Ignace, comté de Montmagny, sous le numéro deux cent quatorze (214).

Pour être vendu à la porte de l'église de ladite paroisse du Cap Saint-Ignace, SAMEDI, le DIXIEME jour d'AVRIL 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
WENCESLAS NICOLE.

Bureau du shérif.
Montmagny, le 3 mars 1920. 937—10-2
[Première publication, 6 mars 1920.]
[Deuxième publication, 20 mars 1920.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir : No 4572. THEODORE POULIOT, marchand, de Saint-Joseph, Beauce, demandeur ; vs LORAND LAROCHELLE, de Saint-Camille, défendeur, savoir :

Le lot numéro dix-sept (17) du rang un (1) canton Daaquam, étant un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Camille, comté de Bellechasse —circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille, comté de Bellechasse, JEUDI, le HUIT AVRIL 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
WENCESLAS NICOLE.

Bureau du shérif.
Montmagny, le 2 mars 1920. 939—10-2
[Première publication, 6 mars 1920.]
[Deuxième publication, 20 mars 1920.]

LOUIS GAGNE, of the parish of Cap Saint-Ignace, defendant, to wit :

An emplacement measuring one arpent in height by one arpent and a half in width, more or less, to be taken from the emplacement of Madam widow Charles Picard—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; the said emplacement being known and designated on the official cadastre of the parish of Cap Saint-Ignace, county of Montmagny, under the number two hundred and fourteen (214).

To be sold at the chruch door of the said parish of Cap Saint-Igance, on SATURDAY, the TENTH day of APRIL, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

WENCESLAS NICOLE,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.
Montmagny, 3rd March, 1920. 938—10-2
[First publication, 6th March, 1920.]
[Second publication, 20th March, 1920.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit : No 4572. THEODORE POULIOT, merchant, of Saint-Joseph, Beauce, plaintiff ; vs LORAND LAROCHELLE, of Saint-Camille, defendant to wit :

The lot number seventeen (17) of range one (1) township Daaquam, being a lot of land situate in the parish of Saint-Camille, county of Bellechasse —circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Camille, county of Bellechasse, on THURSDAY, the EIGHTH day of APRIL, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

WENCESLAS NICOLE,
Deputy Sheriff.

Sheriff's office.
Montmagny, 2nd March, 1920. 840—10-2
[First publiersion, 6th March, 1920.]
[Second publication, 20th March, 1920.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1714. AUGUSTE PROVENCHER, demandeur ; vs LAND OF MONTREAL, corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Les lots de terre suivants bornés en front par la rue dite Saint-Jean-Baptiste, tous situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles, lesdits lots connus et désignés sous les numéros : 530, 531, 532, 533, 534, 651, 652, 654, 282, 283, 113, 114, 115, 406, 407, 408, 409, 522, 523, 524, 525, 377, 378, 380, 381, 646, 647, 648, 649, 650, 493, 494, 495, 496, 497, 784, 785, 786, 787, 788, 613, 614, 615, 616, 617, 928, 929, 930, 931, 932, 748, 749, 750, 751, 752, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 892, 893, 894, 895, 896, 156, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 306, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 527, 528, 539, 541, 542, 653, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809,

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1714. AUGUSTE PROVENCHER, plaintiff ; vs LAND OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, defandant.

The following lots of land bounded in front by Saint-Jean-Baptiste street, all situated in the town of Pointe-aux-Trembles, the said lots being known and designated under the numbers : 530, 531, 532, 533, 534, 651, 652, 654, 282, 283, 113, 114, 115, 406, 407, 408, 409, 522, 523, 524, 525, 377, 378, 380, 381, 646, 647, 648, 649, 650, 493, 494, 495, 496, 497, 784, 785, 786, 787, 788, 613, 614, 615, 616, 617, 928, 929, 930, 931, 932, 748, 749, 750, 751, 752, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 892, 893, 894, 895, 896, 156, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 306, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 527, 528, 539, 541, 542, 653, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809,

810, 811, 933, 934, 953, 954, 955, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089 1090, 1091, 1092, 1093, 1094 et 1095 du lot originaire No 93, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIÈME jour D'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 3 mars 1920. 915-10-2

[Première publication, 28 février 1920 est nulle.]
[Première publication, 6 mars 1920].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THOMAS CREIGHTON CASSIDY,
No 2332. } demandeur ; vs NORBERT FONTAINE, défendeur.

Un lopin de terre ayant front sur l'avenue Prevost maintenant Terrasse Viau, à Viauville, alors dans la cité de Maisonneuve, maintenant dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille trois cent quarante-cinq du cadastre officiel du lot numéro deux (No 2, 1345), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Hochelaga, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.
Montréal, 3 mars 1920.

Le shérif,
919—10-2 L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 6 mars 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MERCHANTS AND EMPLOYERS
No 2568. } GUARANTEE & ACCIDENT COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs J.-A.-H. TESSIER; défendeur et LA COMPAGNIE CINEMA MAISONNEUVE, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Maisonneuve, district de Montréal actuellement dans les cité et district de Montréal, tierce saisie.

Comme appartenant à la dite tierce saisie :

Un emplacement ayant front sur la rue Ontario, en la ci-devant cité de Maisonneuve, composé :

(*a*) D'une partie du lot numéro trois cent quarante-huit de la subdivision du lot originaire numéro huit (8-348) sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant cette partie vingt-quatre pieds de largeur par une profondeur de soixante seize pieds dans une ligne et soixante quinze pieds et onze pouces dans l'autre ligne, mesure anglaise, et plus ou moins; tenant en front à la rue Ontario, en arrière à une ruelle portant le No 350 sur le plan de ladite subdivision, d'un côté à partie du lot numéro trois cent quarante-neuf de la subdivision du lot No huit ci-après décrit, et de l'autre côté à partie du lot numéro trois cent quarante-sept de la subdivision du lot numéro huit des mêmes plan et livre de renvoi ;

(b) D'une partie du lot numéro trois cent quarante-neuf de la subdivision du lot originaire

810, 811, 933, 934, 953, 954, 955, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089 1090, 1091, 1092, 1093, 1094 and 1095 of the original lot No. 93, on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office. Sheriff.

Montreal, 3rd March, 1920. 916-10-2

[First publication, 28th February, 1920 is null.]
[First publ'cation, 6th March 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montr al.

Montreal, to wit : } THOMAS CREIGHTON CASSIDY,
No. 2332. } plaintiff ; vs NORBERT FONTAINE, defendant.

A lot o' land fronting on Prevost avenue now terrasse Viau, at Viauville, then in the city of Maisonneuve, now in the city of Montreal, known and designated under the number one thousand three hundred and forty five of the official subdivision of the lot number two (No. 2, 1345), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, and more or less—w th all the servi udes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Montreal, 3rd March, 1920.

L. J. LEMIEUX,
920—10-2 Sheriff

[First publication, 6th March, 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MERCHANTS AND EMPLOYERS
No. 2568. } GUARANTEE & ACCIDENT COMPANY, a body politic and corporate, having its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiffs ; vs J. A. H. TESSIER, defendant; and "LA COMPAGNIE CINEMA MAISONNEUVE, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Maisonneuve, district of Montreal, presently in the city and district of Montreal, garnishee.

As belonging to said garnishee.

An emplacement fronting on Ontario street, in the heretofore city of Maisonneuve, composed :

(a) Of a part of the lot number three hundred and forty eight of the subdivision of the original lot number eight (8-348) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing, said part, twenty four feet in width by a depth of seventy six feet in one line and seventy five feet and eleven inches in the other line, English measure and more or less; bounded in front by Ontario street, in rear by a lane bearing the No. 350 on the plan of said subdivision, on one side by part of the lot three hundred and forty nine of the subdivision of the lot number eight hereafter described, and on the other side by part of the lot number three hundred and forty seven of the subdivision of the lot number eight of same plan and book of reference.

(b) Of a part of the lot number three hundred and forty nine of the subdivision of the original

numéro huit sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant cette dernière partie vingt-quatre pieds et cinq pouces de largeur par une profondeur de soixante seize pieds, mesure anglaise, et plus ou moins; tenant cette dite partie en front à la rue Ontario, en arrière à la susdite ruelle, d'un côté à partie du lot numéro trois cent quarante-huit de la subdivision du lot numéro huit ci-dessus mentionné, et de l'autre côté à partie du lot numéro quatre cent vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro quatorze des mêmes plan et livre de renvoi officiels, contenant le dit emplacement en totalité quarante-huit pieds, cinq pouces de largeur et une profondeur de soixante-seize pieds dans une ligne, et soixante-quinze pieds onze pouces dans l'autre, mesure anglaise, et plus ou moins —avec bâtisses dessus contruites et droit de passage en commun dans la ruelle en arrière dudit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour D'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,

Montréal, 3 mars 1920.

Le shérif,

917—10-2 L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 6 mars 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J.-E. COTÉ, demandeur;
No 2075. } vs EMILE LABELLE, défendeur ; et DME ALMA LORD, en sa qualité d'héritière et légataire universelle et exécutrice testamentaire de feu Joseph Gravel, tierce saisie.

Comme appartenant à ladite tierce-saisie, Dame Alma Lord:

Cette propriété composée de trois lots de terre ayant front sur l'avenue Arthur, maintenant rue Sherbrooke, au village de Tétreauville, de Montréal, connus sous les numéros huit cent quarante-un, huit cent quarante-deux et huit cent quarante-trois (841, 842 et 843) de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (399) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière desdits lots et les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain, à MIDI.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 février 1920.

Le shérif,

617—7-2 L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 14 février 1920.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } REVEREND ARISTIDE-WILFRID
No 5022. } MEUNIER, demandeur ; vs DAME SARAH KLEIN, veuve de feu Isaac Workman et Noé Klein, défendeurs.

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-François-de-Sales, Ile-Jésus, connu et désigné sous les numéros cent vingt-quatre A, cent vingt-neuf et cent trente et un aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-François-de-Sales, lesquels susdits lots forment un emplacement contenant trente-cinq à quarante arpents en superficie, sans aucune garantie de mesure précise; tenant au nord-ouest à la rivière Jésus, au sud par le chemin public, d'un côté, à l'ouest, au lot cent trente-six et de l'autre côté, au nord-

lot number eight, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing, this last part twenty four feet and five inches in width by a depth of seventy six feet, English measure and more or less; bounded, said part, in front by Ontario street, in rear by the aforesaid lane, on one side by part of the lot number three hundred and forty eight of the subdivision of the lot number eight above mentioned, and on the other side by part of the lot number four hundred and twenty seven of the subdivision of original lot number fourteen of same official plan and book of reference, containing said emplacement a total of forty eight feet and five inches in width and a depth of seventy six feet in one line and seventy five feet eleven inches in the other, English measure and more or less—with the buildings thereon erected and a right of way in common with others in the lane at the rear of said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd March, 1920.

L. J. LEMIEUX,

918—10-2 Sheriff.

[First publication, 6th March, 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } J.-E. COTÉ, plaintiff;
No. 2075. } vs EMILE LABELLE, defandant ; and DAME ALMA LORD, in her quality of heiress and universal legatee and testamentary executrix of the late Joseph Gravel, garnishee.

As belonging to the said garnishee, Dame Alma Lord :

That property composed of three lots of land fronting on Arthur avenue, now Sherbrooke street, in the village of Tetreauville of Montreal, known under the numbers eight hundred and forty one, eight hundred and forty two and eight hundred and forty three (841, 842 and 843) of the official subdivision of the lot number three hundred and ninety nine (399) of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe—with a common right of way in the lane at the rear of said lots and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TWELVE o'clock NOON.

Sheriff's office.

Montreal, 11th February, 1920.

L. J. LEMIEUX,

618—7-2 Sheriff.

[First publication, 14th February, 1920.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } REVEREND ARISTIDE WILFRID
No. 5022. } MEUNIER, plaintiff ; vs DAME SARAH KLEIN, widow of the late Isaac Workman, and Noé Klein, defendants.

A parcel of land situate in the parish of Saint-François-de-Sales, Ile-Jésus, known and designated under the members one hundred and twenty four A, one hundred and twenty nine and one hundred and thirty one on the official plan and book of reference of the parish of Saint-François-de-Sales, the aforesaid lots forming an emplacement containing thirty five to forty arpents in area, without any warranty of exact measurement; bounded on the northwest by the river Jésus, on the south by the public road, on one side, towards

est, au lot No cent vingt-quatre desdits plan et livre de renvoi—avec les bâtisses dessus construites, comprenant une maison privée, un moulin à farine et tous les droits des défendeurs dans le cours d'eau courant le terrain vendu au nord-ouest, tel qu'exploité et dans les chemins pour conduire aux terrains ci-haut vendus.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François-de-Sales, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 février 1920.

Le shérif,

621—7-2 L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 14 février 1920.]

the west, by the lot one hundred and thirty six, and on the other side, towards the northeast, by the lot number one hundred and twenty four of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected, comprising a private house, a flour mill and all the rights of the defendants in the water course on the land sold on the northwest as exploited and in the roads leading to the lots hereinabove sold.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-François-de-Sales, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 11th February, 1920.

L. J. LEMIEUX,

622—7-2 Sheriff.

[First publication, 14th February, 1920.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir : No 5541. IGNACE BILODEAU, de la cité de Québec, entrepreneur ; contre BERNADETTE COTTER, épouse séparée de biens de J. P. Coveney, de la cité de Québec, commis ; et ledit J. P. COVENEY mis en cause pour autoriser adite épouse, à savoir :

La subdivision No 52 (cinquante-deux) du lot No 147 (cent quarante-sept) du cadastre officiel pour Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Crémazie—avec les bâtisses de sus construites, circonstances et dépendances. Sujette à une rente foncière annuelle de $90.22, payable le 1er de mai à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 4 mars 1920. 941—10-2

[Première publication, 6 mars 1920.]

[Deuxième publication, 20 mars 1920.]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit : No. 5541. IGNACE BILODEAU, of the city of Quebec, contractor ; against BERNADETTE COTTER, wife separated as to property of J. P. Coveney of the city of Quebec, clerk ; and the said J. P. COVENEY *mis en cause* to assist and authorize his said wife, to wit :

The subdivision No. 52 (fifty two) of the lot No. 147 (one hundred and forty seven) of the official cadastre for Notre-Dame-de-Quebec, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Crémazie street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly ground rent of $90.22, payable on the 1st of May to the Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 4th March, 1920. 942—10-2

[First publication, 6th March, 1920.]

[Second publication, 20th March, 1920.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 1062. DAME DELPHINE DEMERS, épouse séparée de biens de Joseph Gauvin, marchand ; et ledit JOSEPH GAUVIN mis en cause pour autoriser et assister sadite épouse, tous deux du Cap-de-la-Madeleine, district de Trois-Rivières ; contre OSCAR LALIBERTE, du village Deschaillons, à savoir :

Partie du lot No 48 (quarante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, étant un emplacement situé au nord du chemin public du premier rang de ladite paroisse, contenant 96 pieds de front sur environ deux-tiers d'arpent de profondeur ; bornée au nord au sommet de la côte, au sud au chemin, au nord-est à Alphonse Couture et au sud-ouest à Lucius Laliberté—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbi-

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 1062. DAME DELPHINE DEMERS, wife separated as to property of Joseph Gauvin, merchant ; and the said JOSEPH GAUVIN *mis en cause* to authorize and assist his said wife, both of Cap-de-la-Madeleine, district of Three Rivers ; against OSCAR LALIBERTE, of Deschaillons village, to wit :

Part of the lot No. 48 (forty eight) of the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Deschaillons, county of Lotbinière, being an emplacement situate on the north of the public road of the first range of the said parish containing 96 feet in front by about two thirds of an arpent in depth ; bounded on the north by the top of the hill, on the south by the road, on the northeast by Alphonse Couture, and on the southwest by Lucius Laliberté—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Jean-Deschaillons, county of Lotbinière,

nière, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.
Québec, 4 mars 1920. 943—10-2
[Première publication, 6 mars 1920.]
[Deuxième publication, 20 mars 1920.]

on the EIGHTH day of APRILn ext, at TEN o'clock in the forenoon

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's office.
Quebec, 4th March, 1920. 944—10-2
[First publication, 6th March, 1920.]
[Second publication, 20th March, 1920.]

FIERI FACIAS
Cour de circuit.

Québec, à savoir } LA CORPORATION de
No. 3148 } la Ville de Courville ;
contre LEUDE GRENIER, de Beauport, et MARIE GRENIER, de la cite de Québec, à savoir :

Le lot No 230 (deux cent trente) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un emplacement situé dans la ville de Courville—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis-de-Courville, comté de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Québec, 19 février 1920.

Le Shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 19 février 1920. 705—8-2
[Première publication, 21 février 1920.]
[Deuxième publication, 6 mars 1920].

FIERI FACIAS
Circuit Court.

Québec, to wit : } THE CORPORATION of
No. 3148. } the town of Courville ;
against LEUDE GRENIER, of Beauport, and MARIE GRENIER, of the city of Quebec, to wit :

The lot No. 230 (two hundred and thirty) of the official cadastre for the parish of Beauport, being an emplacement situate in the town of Courville—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Louis-de-Courville, county of Quebec, on TWENTY-FIFTH day of MARCHnext, at ten o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Quebec, 19th February, 1920.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 19th February, 1920. 706—8-2
[First publication, 21st February, 1920.]
[Second publication, 6 March, 1920.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

District de Rimouski, } J.-HIPPOLYTE
No 6297. } J. RIOUX ; vs WILFRID LAVOIE, Saint-Gabriel, savoir :

1. Un emplacement contenant environ 4 arpents en superficie ; borné au nord-est à la rivière Neigette, au sud au chemin Taché, au nord à Joseph Hamilton et à l'ouest à Alexis Desrosiers, étant partie du lot numéro seize (16 p.) au cadastre officiel de partie du canton Neigette, septième rang, paroisse de Saint-Gabriel—avec les bâtisses sus-construites et dépendances, moulin à scie, machineries etc ;

2. Un emplacement borné au sud-ouest à la rivière Neigette, au nord au chemin Taché, au nord-est et au sud à Arthur Fortin, étant partie du lot numéro seize (16 p.) au cadastre officiel de partie du canton Neigette, huitième rang et paroisse de Saint-Gabriel—avec bâtisses y érigées, avec un four situé au nord du chemin sur le terrain de Jos. Hamilton. A distraire de ce terrain la maison de M. Plante.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Gabriel, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain 1920, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.
Rimouski, 11 février 1920.

Le shérif,
625—7-2 CHS D'ANJOU.
[Première publication, 14 février 1920].

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski : } J.-HIPPOLYTE
No.6297. } J. RIOUX ; vs WILFRID LAVOIE, Saint-Gabriel, to wit :

1. An emplacement containing about 4 arpents in superficies; bounded on the northeast by the Neigette river, on the south by Taché road, on the north by Joseph Hamilton and on the west by Alexis Desrosiers, being part of the lot number sixteen (pt. 16) of the official cadastre of part of thet township of Neigette, seventh range, parish of Saint-Gabriel—with the buildings thereon erected and dependencies, saw-mill and machinery, etc ;

2. An emplacement bounded on the southwest by the Neigette river, on the north by Taché road, on the northeast and south by Arthur Fortin, being part of the lot number sixteen (pt. 16) of the official cadastre of part of the township of Neigette, eighth range and parish of Saint Gabriel—with the buildings thereon erected, with oven situated north of the road on the land of Jos Hamilton. To be deducted from this emplacement the house of Mr. Plante.

To be sold at the church door of Saint-Gabriel, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, 1920, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.
Rimouski, 11th February, 1920.

CHS D'ANJOU,
626—7-2 Sheriff.
[First publication, 14th February, 1920].

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : JOSEPHINE PERRAS, demanderesse ; contre URGELE LACAS, défendeur ; et HORMISDAS BRUNELLE, curateur au délaissement. No 300.

Une terre située sur le côté nord du rang Papineau, en la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, de la contenance d'environ un arpent et demi de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro deux cent trente-neuf (239) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif,
Saint-Hyacinthe, 28 février 1920. 849—10-2
[Première publication, 6 mars 1920.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit : JOSEPHINE PERRAS, plaintiff ; against URGELE LACAS, defendant ; and HORMISDAS BRUNELLE, curator to the surrender of property. No. 300.

A land situated on the north side of Papineau range, in the parish of Saint-Paul-d'Abbotsford, containing about one arpent and a half in width by thirty arpents in depth, more or less, known and designated under lot number two hundred and thirty nine (239) on the official plan and book of reference of the said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Paul-d'Abbotsford, on the SIXTH day of APRIL next (1920), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Saint-Hyacinthe, 28th February, 1920.
850—10-2
[First publication, 6th March, 1920.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. No 1489.

WILLIAM LEFEBVRE, demandeur ; vs EDWARD McMEEKIN, défendeur, à savoir :

Un lopin de terre sis et situé dans le canton de Chatham, connu et désigné comme formant partie du lot numéro six cent (Pt 600) aux livre de renvoi et plan cadastral du dit township ; borné en front par une ligne prise à une distance de vingt pieds de la propriété appartenant à la compagnie du dit chemin de fer Canadien du Pacifique, en arrière par Antonio Lemay dit Delorme ou représentants, d'un côté à l'est par le chemin public de Staynerville, et à l'ouest par le terrain ci-après décrit, de la contenance d'un quart d'arpent en superficie—avec toutes les bâtisses dessus.

Un emplacement connu et désigné comme formant partie dudit lot six cent (Pt 600) aux plan et livre de renvoi officiels ; borné en front par la propriété du Pacifique Canadien, en arrière par Ménasippe Guay, par la partie du lot 600 ci-dessus décrite, et à l'ouest par la partie du même lot appartenant à Hyacinthe Paquin ou représentants—avec bâtisses dessus.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Philippe-d'Argenteuil, district de Terrebonne, le SIXIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.
Sainte-Scholastique, ce 24 février 1920.

Le shérif,
J.-W. CYR.
891—10-2
[Première publication, 6 mars 1920].

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne. No. 1489.

WILLIAM LEFEBVRE, plaintiff ; vs EDWARDMcMEEKIN, defendant, to wit :

A parcel of land lying and situate in the township of Chatham, known and designated as forming part of the lot number six hundred (pt. 600), on the cadastral plan and book of reference of said township ; bounded in front by a line drawn at a distance of twenty feet from the property belonging to the Canadian Pacific Railway Company, in rear by Antonio Lemay alias Delorme or representatives, on one side to the east by the public road of Staynerville, and on the west by the land hereunder described, containing one quarter of one arpent in superficies—with all the buildings thereon:

An emplacement known and designated as forming part of said lot six hundred (pt. 600) on the official plan and book of reference ; bounded in front by the property of the Canadian Pacific, in rear by Menasippe Guay, by the part of the lot 600 hereabove described, and on the west by the part of same lot belonging to Hyacinthe Paquin or representatives—with the buildings thereon.

To be sold at the Catholic Church door of the parish of Saint-Philippe-d'Argenteuil, district of Terrebonne, on the SIXTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.
Sainte-Scholastique, 24th February, 1920.

J. W. CYR,
Sheriff.
892—10-2
[First publication, 6th March, 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir } L'HONORABLE
No 1195. } J.-ADOLPHE TESSIER ET AL., demandeurs ; vs ODILON CROTEAU, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), dans le comté de Nicolet, contenant soixante et quinze pieds de largeur sur cent pieds de longueur, connu et désigné sous le numéro trente-cinq de la subdivision du lot officiel numéro quinze du huitième rang du canton de Blandford (15-35) ; borné vers le nord-ouest par la rue Saint-Alphonse, vers le nord-est par le lot No 15-36, vers le sud-est par le lot No 15-116 et vers le sud-ouest par le lot No 15—avec maison, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), dans le comté de Nicolet, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 1er mars 1920. 893—10-2

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN.

[Première publication, 6 mars 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } THE HONOURABLE
No. 1195. } J. ADOLPHE TESSIER ET AL., plaintiffs ; vs ODILON CROTEAU, defendant.

As belonging to said defendant, to wit :

An emplacement situate in the parish of Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), in the county of Nicolet, containing seventy five feet in width by one hundred feet in depth, known and designated under the number thirty five of the subdivision of official lot number fifteen of the eighth range of the township of Blandford (15-35) ; bounded on the northwest by Saint-Alphonse street, on the northeast by the lot No. 15-36, on the southeast by the lot No. 15-116, and on the southwest by the lot No. 15—with a house thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau), in the county of Nicolet, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office.

Three Rivers, 1st March, 1920.

CHARLES DUMOULIN,
894—10-2 Sheriff.

[First publication, 6th March, 1920.]

Proclamations

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.* } ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de Templeton-Est, dans le

Proclamations

Canada,
Province of Quebec, C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Deputy Attorney General.* } WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality

comté de Hull, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de la municipalité de Templeton-Est et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de la partie est de Templeton-Est".

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire faite selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité séparée et distincte de la municipalité de Templeton-Est a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts.

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la "Municipalité de la partie est de Templeton-Est," en municipalité distincte et séparée de la municipalité de Templeton-Est.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de la partie est de Templeton-Est", dans le comté de Hull, est détaché de la municipalité de Templeton-Est et sera formée :

Des lots du cadastre officiel du canton de Templeton renfermés : a) dans les lots primitifs numéro un, deux, trois, quatre (1, 2, 3, 4) des deuxième et troisième rangs ; b) dans ceux de un (1) à six (6) inclusivement, des quatrième et cinquième rangs ; c) dans la partie sud du lot numéro sept (7) du cinquième rang, laquelle est désignée sous le numéro cadastral 7b et d), dans le lot primitif numéro un (1) du sixième rang, tous du susdit canton de Templeton, dans le comté de Hull, sera détaché de la municipalité de Templeton-Est et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de la partie est de Templeton-Est", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce DEUXIÈME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt de l'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
875 C.-J. SIMARD.

of Templeton East, in the county of Hull, has been presented to Us, making application to detach this territory from the municipality of Templeton East, and erect it into a distinct municipality under the name of "The municipality of the east part of Templeton East".

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a distinct and separate municipality from the municipality of Templeton East, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of the east part of Templeton East" into a separate and distinct municipality from the municipality of Templeton East.

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All the territory bounded as follows :

The territory to be erected into a separate municipality under the name of "The municipality of the east part of Templeton East", in the county of Hull, is detached from the municipality of Templeton East and is made up :

Of the lots of the official cadastre of the township of Templeton contained : a) in the original lots numbers one, two, three, four (1, 2, 3, 4) of the second and third ranges ; b) in those from one (1) to six (6), both inclusive, of the fourth and fifth ranges ; c) in the south part of the lot number seven (7) of the fifth range, which is designated under the cadastral number 7b and d) in the original lot number one (1) of the sixth range, all of the aforesaid township of Templeton, in the county of Hull, shall be detached from the municipality of Templeton East and shall henceforth form a separate municipality of under the name of "The municipality of Templeton East".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SECOND day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty, and in the tenth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
876 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de Templeton-Est, dans le comté de Hull, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de Templeton.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte sous le nom de "La municipalité du village de Templeton", dans le comté de Hull, est détaché de la municipalité de Templeton-Est et sera formé :

Des lots du cadastre officiel du canton de Templeton, renfermés dans les lots primitifs numéros : onze, douze, treize, quatorze (11, 12, 13, 14) du premier rang, onze, quatorze (11, 14) du deuxième rang et dans la moitié sud de chacun

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of Templeton East, in the county of Hull, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality.

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the village of Templeton.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a distinct municipality under the name of "The municipality of the village of Templeton" in the county of Hull, is detached from the municipality of Templeton East and is made up : of the lots of the official cadastre of the township of Templeton contained in the original lots numbers : eleven, twelve, thirteen, fourteen (11, 12, 13, 14) of the first range, eleven, fourteen (11, 14) of the second range and in the south half of each

des lots primitifs numéros douze, treize (12, 13) de ce dernier rang, tous du sus-dit canton de Templeton sera détaché de la municipalité de Templeton-Est et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Templeton", à partir ce ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DEUXIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt de l'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
877 C.-J. SIMARD.

of the original lots numbers twelve and thirteen (12, 13) of this last range, all of the aforesaid township of Templeton, shall be detached from the municipality of Templeton East, and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Templeton".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SECOND day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty, and in the tenth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
878 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'en vertu des dispositions du code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi :

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité du canton d'Ely, et dans la municipalité de la partie nord du canton d'Ely, dans le comté de Shefford, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire des municipalités du canton d'Ely et de la partie nord du canton d'Ely et de l'ériger en municipalité séparée sous

---

Canada,
Province of Quebec, C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the township of Ely and in the municipality of the north part of the township of Ely, county of Shefford, has been presented to Us, making application to detach this territory from the municipalities of the township of Ely and of the

le nom de la "Municipalité de la partie ouest du canton d'Ely" ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans les municipalités d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire faite selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité séparée a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts.

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la "Municipalité de la partie ouest du canton d'Ely" en municipalité distincte et séparée des municipalités du canton d'Ely et de la partie nord du canton d'Ely.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité de la partie ouest du canton d'Ely", dans le comté de Shefford, est pris dans les neuvième, dixième, onzième rangs du canton d'Ely et sera formé :

1. Des numéros du cadastre officiel du canton d'Ely renfermés dans les lots primitifs numéros de un (1) à quinze (15) inclus de chacun des neuvième, dixième et onzième rangs de ce canton, lesquels se trouvent détachés de la municipalité du canton d'Ely et ;

2. Des numéros du cadastre officiel du même canton renfermés dans les lots primitifs numéros de seize (16) à vingt-trois (23) inclus de chacun des susdits rangs, lesquels sont détachés de la municipalité de la partie nord du canton d'Ely, sera détaché de la municipalité du canton d'Ely et de la partie nord du canton d'Ely et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de la partie ouest du canton d'Ely", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'hôtel du gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DEUXIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt, de l'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

895

north part of the township of Ely, and erect into a distinct municipality under the name of "The municipality of the west part of the township of Ely".

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipalities from which this territory has been detached, a population of three hundred souls ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a distinct and separate municipality, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of the west part of the township of Ely" into a separate and distinct municipality from the municipalities of the township of Ely and of the north part of the township of Ely.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a distinct municipality under the name of "The municipality of the west part of the township of Ely", in the county of Shefford, is taken in the nith, tenth and eleventh ranges of the township of Ely, and is made up :

1. Of the numbers of the official cadastre of the township of Ely contained in the original lots numbers one (1) to fifteen (15) inclusive of each of the ninth, tenth and eleventh ranges of said township, which are detached from the municipality of the township of Ely ;

2. Of the numbers of the official cadastre of same township contained in the original lots numbers sixteen (16) to twenty three (23) inclusive of each of the aforesaid ranges, which are detached from the municipality of the north part of the township of Ely, shall be detached from the municipality of the township of Ely and of the north part of the township of Ely, and shall henceforth form a separate municipality of under the name of "The municipality of the west part of the township of Ely".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SECOND day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty, and in the tenth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

896

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous cex qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'il appert d'un rapport en date du 18 octogre 1917, de M. Ivan Vallée, ingénieur, et spécialement délégué par le ministre des travaux publics et du travail pour faire l'inspection du pont de l'Alonzo Wright Bridge Co., sur la Gatineau, près des rapides Farmers, dans la municipalité de la partie Est du canton de Hull, Co. Ottawa, que le dit pont est dangereux pour le public voyageur et que l'Alonzo Wright Bridge Co., l'a fermé comme tel le 1er août 1917, ne pouvant faire les réparations mentionnées audit rapport :

ATTENDU que depuis la municipalité de la partie Est du canton de Hull, dans le district d'Ottawa, a institué une action contre l'Alonzo Wirght Bridge Co en vertu des dispositions de l'article 6395, des statuts refondus de Québec, 1909, et que par un jugement rendu le 3e jour de mars 1919, l'Alonzo Wright Bridge Co. a été condamné à faire audit pont, dans les deux mois de la signification du jugement rendu le 3e jour de mars 1919, les réparations nécessaires dont le défaut avait donné lieu à la poursuite ;

ATTENDU que le dit jugement a été signifié le 7e jour de mars 1919 à la Alonzo Wright Bridge Co., que cette dernière ne s'est pas conformée au dit jugement, et que les rparations ordonnées; n'ont pas encore été faites ni même commencées ;

ATTENDU que par un autre jugement rendu le 16 mai 1919, dans la cause susdite la compagnie défenderesse a été déclarée dissoute, que le pont en question appartient à la Couronne, pour l'usage du public, et qu'il est sujet à toutes les lois relatives aux grands chemins et travaux publics ;

ATTENDU que le dit pont est encore aujourd'hui considéré dangereux pour la circulation du public ;

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons la fermeture du pont érigé sur la Gatineau, près des rapides Farmers, dans la municipalité de la partie Est du canton de Hull, Co. Ottawa, jusqu'à ce que soient faites les réparations mentionnées au rapport de M. Ivan Vallée, et ordonnées par le jugement rendu le 3e jour de mars 1919 dans la cause de la municipalité de la parie Est du canton de Hull, Co. Ottawa, contre la Alonzo Wright Bridge Co., le tout conformément aux dispositions de l'article 2430, des statuts refondus de Québec, 1909.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK,

Canada,
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS it appear from a report dated the 18th of October, 1917, of Mr. Ivan Vallée, engineer, and especially delegated by the Minister of Public Works and Labor to make the inspection of the Alonzo Wright Bridge Co., Bridge, over the Gatineau, near the Farmers Rapids, in the municipality of the East part of the township of Hull, Co. Ottawa, that the said bridge is dangerous for the travelling public and that the Alonzo Wright Bridge Co closed it as such on the 1st of August, 1917, being unable to make the repairs mentioned in the said report ;

WHEREAS that since the municipality of the East part of the township of Hull, in the district of Ottawa, has entered an action against the Alonzo Wright Bridge Co. under the provisions of article 6395 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and that by a judment rendered on the 3rd day of March, 1919, the Alonzo Wright Bridge Co. was condemned to make to the said bridge, within two months from the service of the judgment rendered on the 3rd day of March, 1919, the necessary repairs whose default had given rise to the action ;

WHEREAS that the said judgment was served on the 7th day of March, 1919, on the Alonzo Wright Bridge Co., that the latter did not comply with the said judgment, and that the repairs ordered have not yet been made or even commenced ;

WHEREAS that by another judgment rendered on the 16th of May, 1919, in the aforesaid cause, the defendant company was declared dissolved, that the bridge in question belongs to the Crown, for the use of the public, and that it is subject to all the laws relative to highways and public works ;

WHEREAS that the said bridge is still now considered dangerous for public traffic ;

THEREFORE, with the advice of the Executive Council of Our Province, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order the closing of the bridge erected over the Gatineau, near the Farmers Rapids, in the municipality of the East part of the township of Hull, Co. Ottawa, until the repairs mentioned in the report of Mr. Ivan Vallée are made, and ordered by judgment rendered on the 3rd day of March, 1919, in the cause of the municipality of the East part of the township of Hull, Co. Ottawa, against the Alonzo Wright Bridge Co., the whole in conformity with the provisions of articles 2430 of the Revised Statutes of Quebec, 1909.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR

membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DIX-NEUVIEME, jour de FEVRIER, en l'année mil neuf cent vingt de l'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
897 C.-J. SIMARD.

CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this NINETEENTH day of FEBRUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the tenth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
898 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

' Canadian Importers & Exporters, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de février 1920 constituant en corporation : Louis Fitch et Lazarus Phillips, avocats ; Abraham Saul Cohen, comptable ; Joseph Philip Beaupré huissier, et Lilian Freedman sténographe, tous de la cité de du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Manufacturer, acheter vendre, louer, échanger aliéner ou autrement faire commerce des lainages cotonnades, étoffes ou tissus généralement, des machines électriques, denrées alimentaires denrées manufacturées ains que des matières premières de toute sorte, généralement ;

Importer et exporter des lainages, cotonnades, étoffes ou issus généralement, des machines électriques et d'un caractère général, des denrées alimentaires, toutes denrées manufacturées ainsi que des matières premières de toute sorte, généralement ;

Agir comme agent d'importation et d exportation des lainages, cotonnades, étoffes ou tissus en général, des machines électriques ou autres, des denrées alimentaires, manufacturées ainsi que des matières premières d'aucune espèce, généralement ;

Exercer aucun autre commerce de fabrication ou autre, que la compagnie jugera propre à être convenablement exercé en rapport avec le commerce ou l'objet de la corporation ou susceptible, directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucunes patentes, des brevets d'invention, octrois, licences, concessions et choses semblables conférants aucuns droits limités, exclusifs ou non-exclusifs à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la présente corporation, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis ;

Acheter ou autrement acquérir, les actions obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation, les payer en actions ou avec d'autre valeurs de la présente compagnie, détenir aussi, vendre, voter sur icelles, ou autrement négocier les actions ou les autres valeurs ainsi achetées, garantir le paiement du

Letters patent

"Canadian Importers & Exporters, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1920, incorporating : Louis Fitch and Lazarus Phillips, advocates ; Abraham Saul Cohen, accountant ; Joseph Philip Béaupré, bailiff and Lilian Freedman, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes ;

To manufacture, buy, sell, lease and exchange dispose of or otherwise deal in woollens, cottons, fabrics or textiles generally, electrical machinery food stuffs and all manufacured products as well as raw materials generally of every sort ;

To import and export woollens, cottons, fabrics or textiles generally, electrical and general machinery, food stuffs, and all manufactured products as well as raw materials generally of every sort ;

To act as gent for the import and export of woollens, cottons, fabrics, or textiles generally, electrical and general machinery, food stuffs and all manufactured products as well as raw materials generally of every sort ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or object of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, grants, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired ;

To purchase or otherwise acquire the shares, bonds debentures or other securities of any other company or corporation, and to pay for the same in the shares or other securities of this company, and to hold, sell, vote or otherwise deal in the shares of or other securities so purchased, and to guarantee payment of the principal of, or dividends and

capital, des dividendes et de l'intérêt sur lesdites actions ou autres valeurs, organiser aucune compagnie ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, franchises et entreprises de la compagnie moyennant le prix que la corporation trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ;

S'unir ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne, firme ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, émettre ou réémettre avec ou sans garantie quant au capital et à l'intérêt, ou autrement les négocier ;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie, à ses membres, et particulièrement aucunes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation ;

Acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir et jouir de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce semblable à celui que la présente compagnie est atorisée à exercer, et payer la totalité ou aucune partie en numéraire, totalement ou partiellement en actions ibérées de la compagnie, ou autrement, assumer aussi le passi d'aucune telle personne, fi me ou compagnie ;

Faire enrégistrer, licencier ou autrement reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner et nommer les personnes pour la représenter comme procureurs, avec plein pouvoir d'agir pour elle dans toutes affaires, selon les lois de ce pays étranger, et recevoir signification, pour au nom de la présente compagnie, d'aucune procédure ou action ;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes, ou aucune d'icelles, soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs, fiduciaires, agents pour d'autres compagnies ou personnes, par l'entremise de mandataires fiduciaires ou d'agents ;

Consentir des avances de deniers aux clients et autres en relations d'affaires avec la corporation, garantir aussi l'exécution des contra s par aucunes telles personnes, sous le nom de "Canadian Importers & Exporters, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

interest on said shares or other securities and to promote any company or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To enter into any agreement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable or being conducted so as to directly or indirectly benefit this company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, issue or re-issue the same with or without guarantee of principal and interest, or otherwise deal in the same ;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

To purchase, lease, or otherwise acquire, hold and enjoy all or any of the property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same wholly or partly in cash or wholly or partly in paid-up shares of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any foreign country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of this company, with full power to represent this company in all matters according to the laws of such foreign country, and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit ;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with others as factors, trustees, or agents for other companies or persons, or by or through any factors, trustees or agents ;

To make cash advances to customers, an others having dealing with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons, under the name of "Canadian Importers & Exporters, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
905—10-2 C.-J.. SIMARD.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
906—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Blondin & Corbeil, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de février 1920, constituant en corporation : Delphis Corbeil, restaurateur, de la cité de Montréal ; Amédée Blondin, ancien restaurateur ; Oscar Despocas, comptable ; J.-Emery-Coderre, notaire ; et J.-Arthur Forest, gérant, tous quatre de la ville de Montréal-Est, dans les buts suivants :

Exercer sous toutes ses formes le commerce qui consiste à tenir des hôtels et restaurants, des auberges et pensions, en conformité avec les dispositions de la loi des licences de Québec, obtenir aussi, à cette fin, une licence d'auberge ou de restaurant ou aucunes autres licences qui seront estimées avantageuses aux objets de la compagnie ; faire le négoce des vins, liqueurs et autres boissons, du tabac, des cigares ,cigarettes et autres denrées ;

Exercer aucun autre commerce de même nature utile, avantageux, propre à aider au, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des affaires ou biens de la corporation ou de les rendre profitables ;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner ou d'autre manière disposer de toute propriété mobilière ou immobilière nécessaires aux fins corporatives ;

Y construire, hypothéquer, grever ou d'aucune manière quelconque disposer de la propriété immobilière de la compagnie ;

Vendre, céder à bail, louer, prendre à bail ou disposer de la totalité ou d'aucune partie des entreprise de la corporation, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou obligations d'aucune autre compagnie, personne ou société dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation ;

Acheter, acquérir, assumer et exercer aucun commerce de même nature, avec l'achalandage, les droits, la propriété et l'actif, de toute espèce, qui s'y rattachent ;

Acheter et acquérir aucun intérêt ou droit de contrôle d'aucun tel commerce, et le payer en numéraire, en actions ou en obligations de la compagnie ;

Emettre des bons, obligations ou tout autre genre de sécurité, engager ou vendre ces bons, obligations ou sécurités pour des prix conventionnels, pourvu que tel bon, obligation ou sécurité ne soit pas d'une valeur moindre de cent piastres chacune ;

Transporter tels bons, obligations ou sécurité pour toutes avances d'argent ou marchandises ou toutes valeurs commerciales d'une commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, obligations, et tout autre instrument négociable ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises

"Blondin & Corbeil, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1920, incorporating : M.M. Delphis Corbeil, restaurant-keeper, of the city of Montreal ; Amédée Blondin, former restaurant-keeper ; Oscar Despocas, accountant ; J. Emery Coderre, notary ; and J. Arthur Forest, manager, all four of the town of Montreal east, for the following purposes :

To carry on under all its forms the business which consists in keeping hotels and restaurants, inns and boarding houses, in conformity with the provisions of the Quebec License Act, to obtain also for such purpose a restaurant or inn license or any other licenses that may be deemed suitable for the objects of the company ;

To deal in wines, liquors and other beverages, tobacco, cigars, cigarettes and other goods ;

To carry on any other business of a like nature, useful, advantageous, suitable for assisting or directly or indirectly capable of increasing the value of the business or property of the corporation or rendering them profitable ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any moveable or immoveable property necessary for corporative purposes ;

To build thereon, hypothecate, pledge or in any manner whatever dispose of the immoveable property of the company ;

To sell, convey by lease, let, take on lease or dispose of the whole or any part of the undertakings of the corporation, for the price that the company may deem fit, and particularly for the shares, bonds or debentures of any other company, person or firm whose objects are in whole or in part similar to those of the present corporation ;

To purchase, acquire, assume and exercise any business of a like nature, with the goodwill, rights, property and assets of any kind attached thereto ;

To purchase and acquire any interest or right of control in any such business, and pay for same in cash, shares or bonds of the company ;

To issue bonds, debentures or any other kind of security, pledge or sell such bonds, debentures or securities for the prices agreed upon, provided that such bond, debenture or security be not of a less value than one hundred dollars each ;

To transfer such bonds, debentures or securities for any advances of money or merchandise or any other commercial securities of a similar business to that which the present company is authorized to carry on ;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay and issue promissory notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, bonds and any other negotiable instrument ;

To unite with any other company whose objects are wholly or partly similar to those of the present company ;

To pay for any moveable or immoveable property, rights, privileges, businesses or fran-

que la compagnie peut légalement acquérir, ou, avec l'assentiment des actionnaires, aucuns services rendus à la compagnie, en actions libérées, en obligations, bons, ou avec d'autres valeurs de la compagnie ;

Tout pouvoir accordé dans un paragraphe quelconque des présentes ne sera ni limité ni restreint par induction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant aux objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Blondin & Corbeil, Limitée", avec un capital social de trente mille piastres ($30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal-Est, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
907—10-2 C.-J. SIMARD.

chises that the company may legally acquire, or with the assent of the shareholders, for any services rendered to the company, with paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company ;

Any power granted in any paragraph whatever hereby shall neither be limited or restricted by induction from the terms of any other paragraph whatever ;

To do all things, exercise any powers and any business relating to the objects for which the company is incorporated, under the name of "Blondin & Corbeil, Limitée", with a capital stock of thirty thousand dollars ($30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal east, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
908—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Marcotte Frères, Limitée—Marcotte Brothers, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-et-unième jour de février 1920, constituant en corporation : Armand Geodfroid de Tonnancourt, marchand; Napoléon-Théodule Nepveu, commis; Joseph-Alexandre Barrette, comptable; Clément-Antoine Guertin, avocat, Montréal ; et Joseph-Félix Laplante, marchand, du village de Sainte-Rose, district de Montréal, dans les bu s suivants :

Faire commerce comme fabricants, impo tateurs, marchands et négociants au gros et au détai , encanteurs au commerce, agents d' mmeubles, comptables et liquidateurs ;

Acquérir, recevoir, retenir, construire, louer, échanger, aliéner ou autrement disposer des bien meubles et immeubles ;

Affecter, hypothéquer ou mettre en gage les biens meubles ou immeubles de la compagnie ;

Compromettre, composer, prendre des garanties par hypothèques ou par gages et acquitter, ou dégager avec ou sans paiement ;

Faire, tirer, accepter, signer, endosser et négocier tous documents, effets de commerce négociable ou non négociable, lettres de change, traite, billet et chèque ;

Emprunter et émettre des bons en paiement ou en garantie avec ou sans affectation hypothécaire ou par gage ;

Acquérir par achat, échange, louage ou autrement tout commerce similaire, nom, outillage, fonds de commerce et achalandage et payer en tout ou en partie en argent ou en parts acquittées;

Acquérir spécialement le nom, fonds de commerce et achalandage de la société commerciale "Marcotte Frère", formée par les requérants A.-G. Tonnancourt et J.-F. Laplante, suivant convention entre tous les requérants, et payer cette acquisition ou en tout ou en partie par argents ou par des actions acquittées de la compagnie ;

Acquérir des parts ou des intérêts dans toute compagnie, société ou personne possédant un commerce similaire et payer en argent ou en parts acquittées ;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et entreprendre toutes affaires accessoires pour a teindre les objets pour lesquels cette compagnie

"Marcotte Frères, Limitée—Marcotte Brothers, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1920, incorporating : Armand Geodfro d de Tonnancourt, merchant ; Napoléon Théodule Nepveu, clerk ; Joseph Alexandre Ba rette, accountant ; Clément Antoine Guertin, advocate, Montreal ; and Joseph Félix Laplante, merchant, of the village of Sainte-Rose, district of Montreal, for the fo lowing purposes :

To carry on the business of manufacturers, importers, merchants and wholesale and retail dealers, auctioners, realty agents, accountants and liquidators ;

To acqu re receive, hold, build, ease, exchange alienate or otherwise dispose of moveable and immoveable property ;

To mortgage, hypothecate or pledge the moveable or immoveable property of the company ;

To compromise, compose, take security by hypothecs or pledges and to pay off or discharge with or without payment ;

To make, draw, accept, sign, endorse and negotiate any documents, negotiable or unnegotiable commercial instruments, bills of exchange, draft, note and check ;

To borrow and issue bonds in payment or as security with or without hypothecary lien or pledge ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise any similar business name, equipment, stock in trade and goodwill and pay for the same in whole or in part in cash or in paid up shares ;

To acquire especially the name, stock in trade and goodwill of the commercial partnership of "Marcotte & Frères", formed by the petitioners A.-G. Tonnancourt and J.-F. Laplante, according to the agreement between the petitioners, and to pay for this acquisition, in whole or in part, in cash or in paid up shares of the company ;

To acquire shares or interests in any company, firm or person owning a similar business and to pay for the same in cash or in paid up shares ;

To do all things, exercise all powers and undertake any business incidental to the attainment of the objects for which this company is formed

est formée et pour conduire ses affaires à bonne fin, sous le nom de "Marcotte Frères, Limitée—Marcotte Brothers, Limited", avec un capital social de cent mille piastres ($100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

909—10-2

" Armand DesRosiers, Limitéé ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1920 constituant en corporation : Armand DesRosiers, Donat DesRosiers, négociants ; Agapit DesRosiers, comptable, Joseph DesRosiers, pourvoyeur et Madame Veuve Agapit DesRosiers, rentière, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir et exploiter des fonds de commerce en gros et en détail, le nom ou la raison sociale sous laquelle d'autres entreprises existent, la clientèle, les dettes de livres etc., de tels commerces, ou de telles entreprises ;

Exploiter le commerce d'agent général pour les fins de la compagnie, soit pour la fabrication, l'achat ou la vente à commission ou autrement de toutes marchandises et de tous produits étrangers ou domestiques ;

Demander et obtenir, enrégistrer, prendre à loyer, acheter, vendre, louer, disposer ou accorder des permis relativement à tous brevets d'invention, perfectionnements ou procédés, marques de commerce et autres choses nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie, ou autrement les faire valoir ;

Agir comme agent, commissaire ou facteur de toutes personnes ou compagnies avec qui la présente compagnie peut être en relations d'affaires ;

Faire le commerce d'immeubles et de constructeurs dans toutes ses branches,acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des immeubles ; vendre, louer, échanger, céder, transporter ou autrement aliéner tous et chacun des immeubles de la compagnie, en tout ou en partie, et généralement faire le commerce d'immeubles ou toute partie d'iceux, et en disposer et développer, améliorer et disposer en tout ou en partie de telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux ;

Faire des avances au moyen de prêts, aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour des fins de construction ou autres améliorations ;

Accepter, prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties, ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou out argent dû à la compagnie par les acquéreurs, locataires, entrepreneurs de travaux, et de tous débiteurs quelconques, ou pour les frais de constructions et autres améliorations ;

Acquérir, acheter, posséder, céder, vendre des actions, stock, débentures ou garanties, dans tout te autre compagnie et en disposer ;

Vendre, céder, transporter ou échanger aucune partie des immeubles ou autres propriétés appartenant à la compagnie, pour telles considérations et aux termes et conditions que la compa-

and conducive to the proper carrying out of its business under the name of "Marcotte Frères, Limitée—Marcotte Brothers, Limited", with a capital stock of one hundred thousand do'lars ($100,000.00) divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montrea'.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

910—10-2

" Armand DesRosiers, Limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1920 incorporating: Armand DesRosiers, Donat DesRosiers, traders, Agapit DesRosiers, accountant, Joseph DesRosiers, purveyor, and Madam widow Agapit DesRosiers, annuitant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire and exploit stocks in trade wholesale and retail, the name or style under which other undertakings exist, the goodwill, book debts, etc., of such businesses or such undertakings ;

To exploit the business of a general agent for the purposes of the company, either for the manufacture, purchase or sale on commission or otherwise of any merchandise and any foreign or domestic products ;

To apply for and obtain, register, take on lease, buy, sell, lease, dispose of or grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents, improvements or processes,trade marks and other things necessary or suitable for the purposes of the company ;

To act as agent, trustee or factor of any persons or companies with whom the present company may have business dealings ;

To carry on the business of real estate dealers and builders in all branches thereof, to acquire by purchase, lease or otherwise, own immoveables, sell, lease, exchange, convey, transfer, or otherwise alienate and dispose of any or all of the company's immoveable, in whole or in part, and to develop, improve and lay out the whole or part of any such in buildings lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To construct dwelling houses or other buildings upon said immoveables or any part thereof ;

To make advances by means of loans to purchasers or lessees of any part of the immoveables of the company for building purposes or other improvements ;

To accept, take and hold hypothees, mortgages, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due the company by the purchasers, lessees, contractors for works, all debtors whomsœver or for cost of construction or other improvements ;

To acquire, buy, own, convey, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company ;

To sell, convey, transfer or exchange or dispose of any part of the immoveables or any property of the company for such considerations and on such terms and conditions as the company may

gnie jugera à propos ou en disposer autrement et accepter de l'argent, des actions, des obligations, des débentures ou des bons de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Acquérir ou posséder toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stocks, biens et autres droits apartenant à toute personne, corporation, société ou compagnie ;

Emettre des actions acquittées, des débentures, des bons, des obligations, ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous immeubles ou meubles, droits, ou autres biens acquis par la compagnie, par aucun titre, et avec l'approbation des actionnaires pour rémunération pour services rendus ou devant être rendus à la compagnie, de quelque manière que ce soit ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, ou s'unir avec toute personne, société ou corporation, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'icelles, accepter de l'argent, des actions acquittées et non imposables, obligations, débentures, ou autres garanties, de telle corporation, personne, compagnie ou société ;

Placer et faire des affaires avec les argents de la compagnie non immédiatement requis en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes les actions, obligations, débentures, comptes ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie où cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière restreints ou limités, par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Armand DesRosiers, Limitée", avec un capital social de cent mille piastres ($100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
945—10-2 C.-J. SIMARffi.

think fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures or securities of any other company, in payment or part payment thereof ;

To acquire or own any business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, contracts, immoveables, stocks, property and other rights belonging to any person, corporation, firm or company ;

To issue paid up shares, debentures, bonds, obligations or other securities of the company in payment or part payment for all immoveables or moveables, rights or other property acquired by the company, under any title and with the approval of the shareholders, as the remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any person, firm or corporation upon such terms and conditions as may be deemed proper and, in payment of the consideration thereof, to accept cash, paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any such corporation, person, company or firm ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute among the shareholders of the company any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, accounts or other securities in other companies belonging to this company or which the latter may have power to dispose of ;

Generally to do everything incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

The powers specified in any paragraph hereof shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, unedr the name of "Armand Des Rosiers, Limitée" with a capital stock of one hundred thousand dollars ($100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1920.

C.-J. SIMARD,
946—10-2 Assistant Provincial Secretary.

Ministère de l'agriculture

Avis public concernant le cercle agricole présentement appelé Cercle agricole de la municipalité du canton Duhamel, comté de Témiscaming.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise de changer le nom du cercle agricole de la municipalité du canton Duhamel, dans le comté de Témiscaming en celui de "Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville", le tout conformément à la loi des cercles agricoles (article 1862 ; S.R.Q., 1909).

Le sous-ministre de l'agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.
Québec, ce 4ème jour de mars 1920. 947

Department of Agriculture

Public notice respecting the farmers' Club presently called Farmers' Club of the municipality of the township of Duhamel, county of Temiscaming.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the change of name of the farmers club of the municipality of the township of Duhamel, in the county of Temiscaming into that of Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville" the whole pursuant to the law respecting farmers' Clubs (article 1862, Q.R.S., 1919).

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.
Quebec, 4th day of March, 1920. 948

Action for separation as to property

Superior Court. Arthabaska. No. 53. Dame Marie Laure Bernadette Kirouac, wife common as to property of Joseph Robert Gervais, trader, of the village of Plessisville, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

WASL & POISSON,
Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 3rd March, 1920. 950—10-5

Action en séparation de biens

Cour supérieure. Arthabaska. No 53. Dame Marie-Laure-Bernadette Kirouac, épouse commune en biens de Joseph-Robert Gervais, commerçant, du village de Plessisville, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux.

Les procureurs de la demanderesse,
WALSH & POISSON.

Arthabaska, 3 mars 1920. 949—10-5

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 10.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Breton vs Lamoureux..... 604
" Brochu vs Tabah..... 603
" Kirouac vs Gervais..... 636
" Lafond vs Descôteaux..... 604
" Lebrock vs Cordeau..... 604
" Leibovitch vs Herscovitch..... 603
" Morelle vs Danis..... 604
" Pidoux vs Dallaire..... 603
" Schnubb vs Brazeau..... 604
" Taylor vs Smith..... 604

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 559

AVIS DIVERS :—

Demande transmise par M. Jos. Michaud. 605
Home Securities, Ltd..... 605
La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec..... 605
Prix du supplément et Statut..... 559

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL : —AVIS : —

Chambre des Communes..... 560

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :

J. M. Smoot and Company, Ltd..... 606

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Ruisseau Saint-Pierre..... 600

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Cookshire Patriotic Association..... 601
Great War Veterans Association..... 601
La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Belœil..... 601
Royal Highlanders, C.E.F. Officers..... 601
The Ladies' Catholic Benevolent Association..... 603
The Supreme Council of the Royal Arcanum..... 602
The Supreme Council of the Royal Arcanum..... 602
The Preferred Accident Insurance Company of N.-Y..... 602

ERRATA :—

Pages 182 et 262, *Gazette Officielle*, 24 et 31 janvier 1920, Nos 297-298..... 606
Pages 347-348 et 388-389, 7 et 14 février 1920, Nos 501-2..... 606

Index of the Quebec Official Gazette, No 10.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Breton vs Lamoureux..... 604
" Brochu vs Tabah..... 603
" Kirouac vs Gervais..... 636
" Lafond vs Descôteaux..... 604
" Lebrock vs Cordeau..... 604
" Leibovitch vs Herscovitch..... 603
" Morelle vs Danis..... 604
" Pidoux vs Dallaire..... 603
" Schnubb vs Brazeau..... 604
" Taylor vs Smith..... 604

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 559

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Petition transmitted by Mr. Jos. Michaud. 605
Home Securities, Ltd..... 605
La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des beurreries et fromageries de la province de Québec..... 605
Price of Supplement and Statute..... 559

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT :—NOTICE

House of Commons..... 560

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

J. M. Smoot and Company, Ltd..... 606

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Ruisseau Saint-Pierre..... 600

TREASURY DEPARTMENT :—

Cookshire Patriotic Association..... 601
Great War Veterans Association..... 601
La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Belœil..... 601
Royal Highlanders, C.E.F. Officers..... 601
The Ladies' Catholic Benevolent Association..... 603
The Supreme Council of the Royal Arcanum..... 602
The Supreme Council of the Royal Arcanum..... 602
The Preferred Accident Insurance Company of N.-Y..... 602

ERRATA :—

Pages 182 and 262, *Official Gazette*, 24th and 31st January, 1920, Nos. 297-298.. 606
Pages 347-348 and 388-389, 7th and 14th February, 1920, Nos. 501-2..... 606

FAILLITE—AVIS DE :—

Béchard & Cie 608
Bibeau 607
Crown Silk Waist Co., nom. de curateurs. 607
Lebeau & Lebeau, nom. curateurs 608
Lepage, dividende 606
Massé & Fils, nom. curateur 607
Michelin, dividende 607
Pichette, dividende 606
Vallières, cession 607

LETTRES PATENTES :—

Armand DesRosiers, ltée 634
Blondin & Corbeil, ltée 632
Canada Auto Parts, Ltd 564
Canadian Boys Clething Coy, Ltd 585
Canadian Films, Ltd 576
Canadian Importers & Exporters, Ltd 630
Cloughs, Ltd 598
Club Athlétique Saint-Arsène, ltée 600
Compagnie Renaud d'accessoires d'automobiles, ltée 589
Drummondville Workmen's Realties, Ltd. 597
F.-A. Langlois, ltée 560
Hotel Supply Coy, Ltd 591
Joncas, Malouin & Rousseau, ltée 592
Lachine Realties, Ltd 583
Lacombe & Fils, ltée 568
La compagnie de construction de Saint-Grégoire, ltée 576
La Compagnie de publication de l'Union, ltée 572
La Compagnie Internationale d'importation, ltée 590
La Compagnie Lac Blanc, ltée 597
La coopérative des Boulangers, ltée 594
Le Club Devonshire, incorporé 581
Le Club des Italiens, ltée 595
Les Ecoles pratiques, incorporées 570
Levine's, Ltd 578
Marcotte Frères, ltée 633
Montreal District Ford Car dealers, Ltd. 569
Taxi & Outo Transportation, Ltd 562
The Country Home Electric Coy, Ltd 566
The Hartt & Adair Coal Coy, Ltd 574
The Liberty Amusements, Ltd 587
Thibault, ltée 580

LIQUIDATION—AVIS DE :—

Holmes Hogue, limitée 608

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville . 635
Sainte-Anne-de-Bellevue Horticultural Society 603

MINUTES DE NOTAIRE :—

Demande par M. Ernest Lebrun 610
Demande par M. Jean-Benjamin Latour. 610
Demande par M. J.-Donat-Salomon Tremblay 610
Demande par M. Jos.-Wilfrid Gilbert 610
En faveur de M. Ls-Achille Bériau 609

PROCLAMATIONS :—

Fermeture du pont érigé sur la Gatineau .. 629
Municipalité de la partie ouest du canton Ely 627
Municipalité de Templeton-Est 624
Municipalité du village de Templeton 626

BANKRUPT NOTICES :—

Béchard & Cie 608
Bibeau 607
Crown Silk Waist Co., curator's appt. 607
Lebeau & Lebeau, curators' appt. 608
Lepage, dividend 606
Massé & Fils, curator's appt 607
Michelin, dividend 607
Pichette, dividend 606
Vallières, abandonment 607

LETTERS PATENT :—

Armand DesRosiers, ltée 634
Blondin & Corbeil, ltée 632
Canada Auto Parts, Ltd 564
Canadian Boys Clething Coy, Ltd 585
Canadian Films, Ltd 576
Canadian Importers & Exporters, Ltd 630
Cloughs, Ltd 598
Club Athlétique Saint-Arsène, ltée 600
Renaud Motor Supply, Ltd 589
Drummondville Workmen's Realties, Ltd. 597
F.-A. Langlois, ltée 560
Hotel Supply Coy, Ltd 591
Joncas, Malouin & Rousseau, ltée 592
Lachine Realties, Ltd 583
Lacombe & Fils, ltée 568
La compagnie de construction de Saint-Grégoire, ltée 576
The Union publishing Coy, Ltd 572
La Compagnie Internationale d'importation, ltée 590
La Compagnie Lac Blanc, ltée 597
La coopérative des Boulangers, ltée 594
The Devonshire Club, Incorporated 581
Le Club des Italiens, ltée 595
Les Ecoles pratiques, incorporées 570
Levine's, Ltd 578
Marcotte Frères, ltée 633
Montreal District Ford Car dealers, Ltd. 569
Taxi & Outo Transportation, Ltd 562
The Country Home Electric Coy, Ltd 566
The Hartt & Adair Coal Coy, Ltd 574
The Liberty Amusements, Ltd 587
Thibault, ltée 580

WINDING UP NOTICE :—

Holmes Hogue, limitée 607

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville . 635
Sainte-Anne-de-Bellevue Horticultural Society 603

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. Ernest Lebrun 610
Application by Mr. Jean Benjamin Latour 610
Application by Mr. J.-Donat-Salomon Tremblay 610
Application by Mr. Jos. Wilfrid Gilbert... 610
In favor of Mr. Ls Achille Bériau 609

PROCLAMATIONS :—

Closing of the bridge over the Gatineau .. 629
Municipality of the west part of the township Ely 627
Municipality of Templeton-East 624
Municipality of the village of Templeton .. 626

VENTE PAR LICITATION :—

Mailloux vs Mailloux *et al*. 610
Majeau vs Auclair. 613
Martel vs Martel *et al*. 614

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Drouin vs Paradis. 615

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Allard *et aï*. 616

GASPÉ :—

Cyr, failli. 616
La Banque Nationale vs Dee. 617

MONTCALM :—

Barrette (Dme) faillie. 617

MONTMAGNY :—

Pouliot vs Larochelle. 618
The Mantle Lamp Coy of America, Inc. vs Dme Gagné. 617

MONTRÉAL :—

Cassidy vs Fontaine. 619
Côté vs Labelle. 620
Merchants and Employers Guarantee & Accident Coy vs Tessier. 619
Meunier (Rév.) vs Dme Klein. 620
Provencher vs Land of Montreal. 618

QUÉBEC :—

Bilodeau vs Dme Cotter. 621
Demers (Dme) vs Laliberté. 621
La corporation de la ville de Courville vs Grenier *et al*. 622

RIMOUSKI :—

Rioux vs Lavoie. 622

SAINT-HYACINTHE :—

Perras (Dme) vs Lacas. 623

TERREBONNE :—

Lefebvre vs McMeekin. 623

TROIS-RIVIÈRES :—

Tessier (hon.) *et al* vs Croteau. 624

SALE BY LICITATION :—

Mailloux vs Mailloux *et al*. 610
Majeau vs Auclair. 613
Martel vs Martel *et al*. 614

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Drouin vs Paradis. 615

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Allard *et al*. 616

GASPE :—

Cyr, insolvent. 616
La Banque Nationale vs Dee. 617

MONTCALM :—

Barrette (Dme) insolvent. 617

MONTMAGNY :—

Pouliot vs Larochelle. 618
The Mantle Lamp Coy of America, Inc. vs Dme Gagné. 617

MONTREAL :—

Cassidy vs Fontaine. 619
Côté vs Labelle. 620
Merchants and Employers Guarantee & Accident Coy vs Tessier. 619
Meunier (Rév.) vs Dme Klein. 620
Provencher vs Land of Montreal. 618

QUEBEC :—

Bilodeau vs Dme Cotter. 621
Demers (Dme) vs Laliberté. 621
The corporation of the town of Courville vs Grenier *et al*. 622

RIMOUSKI :—

Rioux vs Lavoie. 622

SAINT-HYACINTHE :—

Perras (Dme) vs Lacas. 623

TERREBONNE :—

Lefebvre vs McMeekin. 623

THREE RIVERS :—

Tessier (hon.) *et al* vs Croteau. 624

QUEBEC.—Printed by Le-A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.

QUÉBEC.—Imprimé par Le-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.